

Ethique
conomi que
que
cs
cs

ETHICS, ECONOMICS & COMMON GOODS, vol. 17, No. 1, enero-junio 2020, es una publicación semestral editada por la Universidad Popular Autónoma del Estado de Puebla A.C., calle 21 Sur 1103, Col. Santiago, C.P. 72410, Puebla, Puebla. Tel. (222) 2299400, <https://ethics-and-economics.com/>, callpapers@ethics-and-economics.com. Editor responsable: Jérôme Ballet.. Reserva de Derechos al Uso Exclusivo No. 04-2022-071213543400-102, ISSN en trámite, ambos otorgados por el Instituto Nacional del Derecho de Autor. Fecha de última modificación, 30 de junio de 2020.

INDEX

ARTICLES

Le don pur et parfait François-Régis Mahieu	2
La philosophie au secours des rapports de responsabilité sociale de l'entreprise, ou comment dépasser les limites d'un discours «aphilosophique» sur la responsabilité : Deuxième Partie – Responsabilité et relations moi- autrui Michel Dion	10
The Fed as a moral enterprise – a framework for decision-making John D. Feldmann	38
Grey relational grades and neural networks : empirical evidence on vice funds John Francis Diaz & Thanh Tung Nguyen	69
La pobreza en México : evolución reciente, explicación y perspectivas María Teresa Herrera-Nebel & Miguel Ángel Carreño	89
Blockchain technology and corporate governance: the issue of smart contracts – current perspectives and evolving concerns Akram Almatarneh	111

Le don pur et parfait

BY/PAR FRANÇOIS-REGIS MAHIEU

Fonds pour la recherche en éthique économique

ABSTRACT

The gift, theorized by Marcel Mauss, has been mainly integrated into economics in its malevolent form. This is underlined by the economic theories of the political market, labor or charity market. This conception contrasts with the benevolent of altruism and the alternative aspect attributed to this practice in regard to the market. To better understand the impure gift, if not the malevolence, this article specifies the definition of a pure (donor) and perfect (recipient) gift. This reference situation implies rational and moral conditions.

Keywords: Gift, Malevolence, Benevolence

RÉSUMÉ

Le don/contre don, théorisé par Mauss, a été principalement intégré en économie sous sa forme malveillante. Ce que soulignent les théories économiques du marché politique, du travail ou de la charité. Cette conception tranche avec le préjugé bienveillant de l'altruisme et le côté alternatif attribué à cette pratique par rapport au marché. Pour mieux comprendre le don impur, sinon la malveillance, cet article précise la définition d'un don pur (donateur) et parfait (receveur). Cette situation de référence implique des conditions rationnelles et morales.

Mots-clés : Don, Malveillance, Bienveillance

JEL Classification: D64

1. INTRODUCTION

L'Essai sur le Don (Mauss, 1923/1924) connut un très grand retentissement, dans l'étude des sociétés ; qu'elles soient « archaïques » ou plus contemporaines, le don pouvant fonder une utopie politique. En fait, Mauss traite d'un *don/contre don*. Ce phénomène implique une obligation de rendre et de recevoir, un contenu hiérarchique et symbolique. De là, Mauss fait du don/contre don l'exception sinon l'alternative à la rationalité économique et à la généralité de l'échange marchand. Le don/contre don et de façon plus générale l'altruisme apparaissent comme une alternative au marché et au jeu des égoïsmes. Alternative méthodologique aussi, le don/contre don est un « fait social total » qui exige une sociologie économique et plus généralement une anthropologie.

Une des originalités de la conception de Mauss incite à voir que le don/contre don est ambivalent, bien et mal « veillant ». Le don est à la fois « cadeau » et « poison ». Sa forme malveillante s'inscrit dans la recherche du pouvoir du donneur et l'obligation de rendre... De ce point de vue, le don s'inscrit dans l'utilitarisme, éventuellement monstrueux.

Cette conception malveillante du don a été largement récupérée par la théorie économique. Car elle implique un effet de connaissance qui favorise les comportements utilitaristes. Ceci permettrait de comprendre que le don empoisonné soit largement récupéré par la théorie économique et que la portée anti économiste du don/contre don soit démentie par les faits ; le plus grand apport de l'anthropologie du don à la théorie économique est la nouvelle économie du travail, fondée sur un don complice entre travailleurs et patrons, complicité *malveillante* contre les marginaux.

La bienveillance n'a rien à voir avec la réciprocité et celle-ci fait du don un acte impur, un "semi-échange" ; plus fondamentalement, le don peut être malveillant, ce que soulignent les paradoxes de l'aide et de la charité en économie. Le don peut être délibérément ou non, malveillant dans la relation du bon samaritain ; le don entretient les pauvres dans leur pauvreté et leur comportement de "rotten kids". L'aide internationale est un exemple de malveillance inconsciente où des partenaires pratiquent le « don/contre don » grâce à un effet de connaissance réciproque. Ce don malveillant peut détruire délibérément les capacités du « pauvre » et renforcer sa vulnérabilité. Le don peut alors être criminel.

Enfin le don/contre don se manifeste en analyse économique de la politique par le « logrolling », le marchandage politique qui représente une entente opportuniste entre certains politiques contre d'autres. Dans ce cadre, le don/contre don peut être le modus vivendi d'une mafia, ou d'une organisation malveillante vis à vis de la démocratie.

En d'autres termes, le don/contre don est un lieu privilégié de comportement utilitariste par les gains et le pouvoir qu'il implique.

L'objectif dans cette note est donc d'établir, compte tenu du *don utilitariste et malveillant*, une praxis du don pur et parfait, qui permette de mieux typer les dons impurs sinon malveillants qui intéressent l'économiste. Trois étapes seront suivies :

- 1) Un rappel est effectué sur ce rôle éminent accordé au don réciproque et au mythe de son anti-économisme, en revenant sur son rôle critique éminent chez Mauss et parmi des auteurs plus contemporains, sa relation avec le concept d'altruisme développé par Comte et Durkheim.
- 2) L'intégration "scandaleuse" du don/contre don dans la théorie économique à la fin du XX^e siècle (Akerlof, 1982) est lourde de conséquences. Ce mythe permet de justifier le chômage volontaire dans une théorie économique de l'intérêt réciproque. Le don est "empoisonné" par sa contrepartie intéressée, son altruisme impur et ses conséquences malveillantes.
- 3) Le don « impur » doit être jaugé par rapport à une situation de référence, un « don pur et parfait » avec ses principales règles. Cette situation n'est pas purement abstraite et prend des formes contemporaines, par exemple le don d'organe.

2. DU DON IDEALISE AU DON « EMPOISONNE » PAR LA SOCIOLOGIE ECONOMIQUE

Le don/contre don a les caractéristiques suivantes : être lié à une contre-prestation, être personnalisé en dévalorisant éventuellement celui qui le reçoit. Il est symbolique et porte des valeurs. Le don ostentatoire permet de situer les rangs sociaux.

Le don incarne un altruisme qui n'est pas forcément bienveillant. Le don signifie coopération, intérêt commun; il se situe dans une totalité sociale, le "fait social total" qui nécessite une méthode sociologique plutôt qu'économique.

Il n'est pas gouverné par le rationalisme économique (Mauss, 1923, p. 271) et son mode est autre qu'utilitaire (p. 272). Il est producteur de lien social car il s'inscrit dans le désir de communauté contre la logique de marché.

Le don réciproque est idéalisé par Kolm dans sa *Bonne économie* (1984), plus encore que par « Mauss » et ses disciples, idéalisant l'anti-économisme du don maussien.

Si le don est altruiste, il est plurivalent et n'est pas forcément bienveillant. Il peut être neutre ou malveillant. Le don prend sa valeur dans ce contexte altruiste. Mais cet altruisme est impur! Le don est lié, soit par une contre-prestation matérielle, soit par une utilité plus immatérielle (le warm glow effect, Andreoni, 1989) liée à la personnalisation du don.

Le don se situe dans une configuration altruiste et il est difficile d'en tirer une conclusion morale générale. Il peut être efficace et bienveillant ou inefficace et malveillant. Le don généralisé conduit à la société solidaire, à la communauté et à la politique du capital social. Ces différentes formes sont plurivalentes, la société solidaire peut être une mafia et plus généralement un lieu de racket généralisé, la communauté peut être dangereusement identitaire, le capital social accumule de la bienveillance, mais aussi de la malveillance.

Le don s'inscrit dans une communauté et donc dans l'altruisme. L'ambivalence attribuée par Mauss au don, sa capacité malveillante tranche avec la théorie de l'altruisme d'Auguste Comte (1842). En effet, le don peut être « empoisonné ». Or parallèlement, il est impensable que l'altruisme puisse être malveillant.

Le don, s'il est un phénomène social total, n'évite pas les phénomènes de pouvoir, il manifeste le pouvoir et ses formes, par exemple le paternalisme.

3. L'INTEGRATION DU DON EN THEORIE ECONOMIQUE : LE DON EMPOISONNE

L'ambivalence du don favorise sa récupération par la théorie économique au début des années 1980. Les analyses économiques du don montrent que le donateur et le receveur ont des comportements stratégiques liés à une connaissance réciproque, fut-elle incomplète. Cette connaissance est déjà trop élevée et permet un comportement utilitariste monstrueux. Akerlof (1982) et d'autres, Stiglitz notamment, font du don/contre don, la relation essentielle sur le marché du travail. Le contrat de travail est incomplet et il existe une forte asymétrie d'informations entre les deux protagonistes.

Cette incomplétude est réglée par un don/contre-don entre travailleurs et employeurs: les uns donnent un travail de qualité (efficient) et leur fidélité, les autres donnent un salaire d'efficacité et des assurances. Il en résulte une protection réciproque et un chômage élevé contre les outsiders : jeunes, femmes, immigrés. Plus généralement (Doeringer et Piore, 1985), il existerait une opposition sociale dans l'entreprise entre les insiders et les outsiders, victimes désignées du LIFO (last in first out).

Ainsi la lutte des classes se transforme en un complot entre partenaires sociaux contre les fractions les plus fragiles du corps social. Considéré globalement, le chômage est volontaire. On voit dans ce cas que le don réciproque est fondé sur une relation bienveillante entre les comploteurs sociaux et sur un altruisme malveillant entre les comploteurs et les marginalisés.

En d'autres termes, le don dans son cadre altruiste est "empoisonné". Cet empoisonnement du don est analysé par la théorie économique de l'altruisme et en particulier par Buchanan (1975). Avec le théorème du bon samaritain, il montre que le don du "bon samaritain" est égoïste en faisant en sorte de figer le pauvre dans sa situation. Le don est à la fois objet d'un plaisir du donateur et d'une volonté de garder ses pauvres. L'aide internationale est un bon exemple de ce don empoisonné, l'Afrique en est une victime désignée.

L'actualité du don est renforcée par la problématique du capital social. Donner c'est faire un investissement social et renforcer le capital social, telle la charité du croyant. Le don n'est qu'une forme d'investissement sans valeur morale évidente. Dès lors, la prise en compte de ces cas malveillants implique que le don soit considéré sans tabou ou plurivalent.

Enfin, le don est empoisonné dans la mesure où l'information est incomplète : le don/contre don entre salariés et employeurs a pour but de compléter l'information et de prévenir la sélection adverse et l'aléa moral. Le don favorise les comportements pourris des partenaires qui anticipent des dons qui leur sont réservés. En fait, le don est perverti par une information déjà trop importante sur les espérances de gain.

La forme la plus pourrie de don/contre don réside dans le logrolling, le marchandage politique avec échange de voix : je te donne mes voix pour ton projet contre les tiennes pour plus tard. Le donné implique un recevoir dans une communauté politique.

4. LE DON PUR ET PARFAIT

Donner est un acte gratuit qui n'est pas empoisonné par l'échange ; il n'existe pas de connaissance réciproque qui favorise les anticipations stratégiques des partenaires. Le don doit être pur et parfait. Un don pur pour le donateur peut rester imparfait, considéré du point de vue des bénéficiaires. Il n'a pas une valeur morale évidente (la bienveillance par exemple) et peut être « empoisonné ».

Le don est une fonction, D , reliant des personnes i, j à propos d'un objet x . Elle est définie sur un ordre partiel strict: réflexivité, asymétrie, semi- transitivité. Des conditions « morales » peuvent être ajoutées à condition qu'elles ne favorisent pas les effets pervers de connaissance. Le don peut être pur (du point de vue de l'émetteur) et parfait (du point de vue du bénéficiaire).

4.1. Pur

Quant au donateur : le don est un transfert gratuit (sans paiement par le receveur), sans contrepartie, définitif. Il est libre ou encore « sans tabou » quant à son objet et son destinataire.

Il est un acte autonome (Platon, dialogue entre Glaucon et Adimante) dont les motivations sont dépendantes de l'acte lui-même, qui n'a d'autre but que celui de l'accomplissement de l'acte, et qui trouve sa source en lui-même. Le donataire est une personne autonome (Kant, leçons d'éthique) qui édicte elle-même le don sans pression de l'extérieur. Le don est volontaire. De ce fait le transfert forcé, effectué par des communautés ou l'Etat n'est pas un don.

Ainsi défini, le don doit être rationnel et moral. La rationalité revient à choisir la relation d'ordre adaptée et à s'y tenir. Le choix d'une relation donnée peut être contesté. La morale intervient si le donataire « doit » effectuer un acte bienveillant.

La relation de Don peut être exprimée par le foncteur D et des variables individuelles i, j, k et des variables d'objet x, y, z ayant trait au contenu des dons.

Réflexivité : pour tout i $Dx\ i$ (un don peut être fait à soi même).

Transitivité : $Dx\ ij : Dx\ jk$ impliquent $Dx\ ik$ (Cette transitivité est importante dans certaines sociétés). Par exemple si je donne mon sang à j et que ce dernier donne son sang à k , j'aurai indirectement donné mon sang à k . Cette propriété peut être précisée par la non cyclicité, le fait pour i de donner à j et que j donne à k n'implique pas que k donne à i .

Asymétrie : $Dx\ ij$ implique non $Dx\ ji$, cette relation établit la non réciprocity. Un don avec réciprocity est un semi- échange avec une contrepartie matérielle ou spirituelle (le warm glow effect par exemple).

Compte tenu de cette rationalité, les conditions "morales" du don sont que cet acte est volontaire (l'autonomie du sujet), certain, non réciproque, dès lors doit-il être bienveillant ?

Préférable, volontaire : $Pi\ DE$ et il n'existe pas d'obligation, le don peut être permis ou non. Le don n'est pas un palliatif à l'échange, par exemple donner ses produits, faute de les vendre.

Indépendance : le don est effectué indépendamment de la conjoncture. Cette condition rejoint l'indépendance du don par rapport à des faits non pertinents, condition incluse dans la condition d'autonomie. Le don est indépendant d'un contexte ou d'un fait social total.

Non réciproque (gratuit, définitif, sans contrepartie) : Dx_{ij} n'implique pas Dx_{ji} et s'il existe $x \neq y$ alors non Dy_{ji} .

Le don peut être bienveillant, neutre ou malveillant. Le don représente un acte librement consenti et donc la variation d'utilité du donateur n'est pas évidente.

4.2. Parfait

Les comportements de don sont « pourris » quand les anticipations sont favorisées par la connaissance réciproque des partenaires du don. Dès lors les comportements stratégiques sont favorisés, notamment du côté des receveurs.

Equiprobabilité : le don peut être affecté à n'importe quelle personne équiprobable. Le bien-être social (W) peut être assimilé à une quasi-loterie avec une probabilité $1/n$ d'être quiconque dans cet état. $W_i(x)$ sera l'utilité d'être la personne dans l'état x , dans une échelle à la Von Neuman- Morgenstern :

$$\forall x \quad W(x) = \frac{1}{n} \sum_{i=1}^n W_i(x)$$

$x \in X$

Librement accepté et optimal : le don n'est pas imposé ni l'expression d'une ingérence. Ce don ne brave pas une interdiction de donner et n'implique pas une obligation de recevoir.

Dx_{ji} et la situation de j est au moins maintenue, quel que soit j , le receveur anonyme.

Le don exprime la liberté, il est extérieur à toute volonté de justice et peut renforcer l'injustice, ce que soulignait déjà Nozick ; il peut engendrer le pouvoir d'un des deux partenaires. Le don de la parole est caractéristique en psychanalyse d'un effet de transfert au profit de celui qui s'instaure analyste.

Le cas le plus fréquent de don pur et parfait est le don médical (sang, sperme, organe...) du vivant. Le don est pur, car gratuit, définitif, sans contrepartie. Il est d'autre part parfait car anonyme et représente un sacrifice (transfert univoque) pour une prestation certaine sans conditions particulières.

5. CONCLUSIONS ET QUELQUES OBJECTIONS

Le don/contre don, théorisé par Mauss, a été principalement intégré en économie sous sa forme malveillante. Ce que soulignent les théories économiques du marché politique, du travail ou de la charité. Cette conception tranche avec le préjugé bienveillant de l'altruisme et le côté alternatif attribué à cette pratique par rapport au marché. Le don empoisonné s'intègre sans problème dans l'utilitarisme.

L'information réciproque permet, face au don espéré, l'utilitarisme le plus monstrueux. Face à un tel aléa moral, il est classique d'imaginer un « voile d'ignorance » tel que personne ne puisse maximiser son égoïsme face à ce bien collectif que représente le don.

Il faut pour mieux comprendre le don impur, sinon la malveillance, préciser la définition d'un don pur (donateur) et parfait (receveur). Cette situation de référence implique des conditions rationnelles et morales. La non-réciprocité souligne que l'équilibre des dons est quasi-impossible. L'économie du don est par nature déséquilibrée. L'optimalité du don est théorique dans la mesure où le don est anonyme et cela remet en cause les modalités de calcul économique.

Les situations déviantes les plus courantes sont du côté de l'émetteur, le don intéressé (contre don), contraint (il devient une taxe) ; du côté du receveur, le don subi, ciblé... On peut encore imaginer que le don soit provisoire, contingent ou encore totalement neutre. Un don peut avoir lieu dans un contexte hiérarchique et en être une des caractéristiques. On peut encore renforcer la liberté du don en n'ayant aucune exigence du point de vue de la sélection adverse ou de l'aléa moral entourant le receveur. Le don peut être effectué au pire des malfrats qui s'en servira pour des méfaits évidents, il reste un don.

Paradoxalement la recherche d'un don pur et parfait implique que le don soit libre et sans tabou, donc a-moral. En effet, la liberté du don implique que ni l'objet du don, ni les partenaires du don ne soient déterminés moralement. Pour le moins, le premier paradoxe vient de ce que si le don est un acte de transfert gratuit et autonome, rien ne justifie des restrictions morales. Le don pur et parfait peut, du point de vue de la relation altruistique, être « neutre » (libre de tout warm glow effect par exemple), « bien » ou « mal » veillant, mais ceci ne peut être imposé compte tenu, par exemple, de la condition d'autonomie du donneur ou encore d'anonymat du receveur. Le don est amoral parce qu'il est interpersonnel et que le type d'altruisme n'est pas connu.

Le second paradoxe a trait à l'impossibilité de concilier liberté du don et Pareto optimalité. Comment connaître l'utilité du récepteur inconnu ? Par définition, la liberté de l'émetteur et l'équiprobabilité du receveur font en sorte que la variation de l'utilité des deux intéressés par le don peut se faire sur tout le spectre possible ; au delà du classique altruisme sacrificiel où le don est un sacrifice désiré devant entraîner un supplément d'utilité pour le donneur et le receveur.

Le don pur et parfait est une conduite éthique d'un don *pour lui même*, libéré de toute morale et donc potentiellement immoral. La liberté et l'anonymat du don, l'équiprobabilité du receveur ne permettent pas de garantir la Pareto-optimalité. Le don pur et parfait est ainsi potentiellement immoral et sub-optimal. Le contexte, par exemple socio-historique ou psychologique, peut le spécifier *in fine*, mais ce contexte ne peut être imposé à la forme même du don.

REFERENCES

- Akerlof, G. A. (1982). Labor contracts as partial gift exchange. *The Quarterly Journal of Economics*, 97(4), 543-569.
- Andreoni, J. (1989). Giving with impure altruism: Applications to charity and Ricardian equivalence. *Journal of political Economy*, 97(6), 1447-1458.

Buchanan, J. M. (1975). The Samaritan's Dilemma. In E. Phelps (ed), *Altruism, Morality, and Economic Theory*, London, Sage Foundation.

Doeringer, P. B., & Piore, M. J. (1985). *Internal labor markets and manpower analysis*. New York, Me Sharpe.

Kolm, S.C. (1984). *La Bonne économie, la réciprocité générale*. Paris, PUF.

Mauss, M. (1923). Essai sur le don forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques. *L'Année sociologique (1896/1897-1924/1925)*, 1, 30-186.

La philosophie au secours des rapports de responsabilité sociale de l'entreprise, ou comment dépasser les limites d'un discours « aphibologique » sur la responsabilité :

Deuxième Partie – Responsabilité et relations moi-autrui

BY/PAR MICHEL DION

Titulaire de la Chaire de recherche en intégrité financière CIBC
École de gestion, Université de Sherbrooke

ABSTRACT

Martin Buber and Emmanuel Levinas have been influenced by the Heideggerian Being-in-the-world. However, Buber's philosophy as well as Levinas' philosophy have given birth to new paths of humanizing the world, particularly business corporations, while requiring deep changes in the way the relational fabric of groups, organizations and social institutions is evolving. Buber and Levinas have emphasized the need to develop an authentic relation with radical otherness, starting with the existentiell positioning of being in-face-of-others. In doing so, Buber and Levinas have overcome the state of existential fallenness, while considering radical otherness as an unavoidable dimension of the in-the-worldliness.

Keywords: Martin Buber, Emmanuel Levinas, Martin Heidegger, Responsibility, Otherness

RESUME

Influencés par l'Être-dans-le-monde heideggerien, Martin Buber et Emmanuel Levinas ont ouvert, par leur philosophie respective, de nouvelles voies d'humanisation du monde, en particulier le milieu des affaires, tout en imposant un lourd fardeau de changements pour que le tissu relationnel des groupes, organisations et institutions sociales devienne véritablement imprégné d'une relation authentique avec l'altérité radicale, à partir de la position existentielle d'être-en-face-de-l'autre, avec toutes les responsabilités concrètes qui en découlent pour tout un chacun. De cette manière, Buber et Levinas ont dépassé l'être-jeté dans l'existence, en faisant de l'altérité radicale une dimension inévitable de l'intramondanéité.

Mots-clés : Martin Buber, Emmanuel Levinas, Martin Heidegger, responsabilité, altérité

JEL Classification: M14

1. INTRODUCTION

Éthique et Économie/Ethics and Economics, 17 (1), 2020
<http://ethique-economique.net/>

D'un point de vue philosophique, la responsabilité ne peut faire abstraction des relations entre le moi et les autres, puisque nous vivons avec-les-autres et qu'ensemble, nous mettons en place un certain « espace de liberté et de responsabilité », plus ou moins communément partagé, mais dont l'orientation fondamentale ne peut être déconnectée des processus d'humanisation du monde. À cet égard, deux philosophies, tout à fait complémentaires, s'illustrent plus particulièrement. Chez Martin Buber, assumer nos responsabilités, c'est être libre et en quête d'une vérité inaccessible. Chez Emmanuel Levinas, assumer nos responsabilités, c'est aussi être responsable de la responsabilité d'Autrui. Cependant, Buber et Levinas se sont positionnés eux-mêmes face à la philosophie d'Heidegger, qui présupposait que notre responsabilité existentielle quant au choix des possibilités-d'être qui nous feront devenir qui nous voulons être (de manière plus ou moins authentique). Pour Heidegger, la responsabilité s'enracine existentiellement dans le *Dasein* comme être-jeté dans l'existence, comme être dans-le-monde et comme être dans-le-temps. Il importe donc de présenter la position heideggerienne avant de pouvoir discuter celle de Buber et celle de Levinas.

2. MARTIN HEIDEGGER (1889-1976): ETRE JETE DANS L'EXISTENCE, ETRE DANS-LE-MONDE ET ETRE DANS-LE-TEMPS, C'EST AVOIR LA RESPONSABILITE DE PROJETER NOS POSSIBILITES D'ETRE

Exister, c'est être-en-présence. L'existence est entrée en présence, « faire acte de présence, s'être déployé en présence »¹. Pour le *Dasein*, être, c'est être-présent². On ne peut « avoir » le *Dasein*, car le *Dasein* n'est pas un objet. Il est dans la mesure où il « est là ». Être est la « permanence dans la présence »³. L'Être des étants est la présenciation du présent. C'est l'Être des étants qui nous rend présente une chose présente, qui est en face de nous, concrètement ou métaphoriquement. Tant que nous ne considérons pas l'Être des étants, la chose présente devant nous ne nous est pas véritablement présente. Nous la voyons alors comme un objet qui peut être manipulé à nos propres fins, sans pourtant nous être « présente ». Être, c'est être présent: le présent n'est rendu présent qu'à travers l'Être des étants, qui est déjà-là, avant même que la chose présente soit devant-nous. C'est là la signification fondamentale du rendre-présent⁴. Reconnaître l'être-présent, c'est adopter une perspective nous permettant d'exister en rapport authentique avec notre soi, avec les autres et avec notre monde. Le rendre-présent est une composante essentielle de la temporalité⁵. L'Être des étants ne peut être saisi qu'en tant que présence. Le présent est le mode de la temporalité sous lequel peut être saisi l'Être des étants⁶. Heidegger définissait le *Dasein* (« être-le-là ») comme l'« essence » ontologique/existentielle de l'existence. Le *Dasein*, en

¹ Martin Heidegger. (2015). *La métaphysique de l'idéalisme allemand (Schelling)*. Paris: Gallimard, p. 33, 52.

² Martin Heidegger. (1962). *Being and Time*. New York: Harper and Row Publishers, p. 47; Martin Heidegger. (2006). « La thèse de Kant sur l'être ». In *Questions I-II*. Paris: Gallimard, p. 417.

³ Martin Heidegger. (1979). *Kant et le problème de la métaphysique*. Paris: Gallimard, p. 296.

⁴ Martin Heidegger. (2003). *Concepts fondamentaux de la philosophie antique*. Paris: Gallimard, p. 157; Martin Heidegger. (1980). *Essais et conférences*. Paris: Gallimard, p. 166-167.

⁵ Martin Heidegger. (1980). *Essais et conférences*. Paris: Gallimard, p. 166-169.

⁶ Martin Heidegger. (1962). *Being and Time*. New York: Harper and Row Publishers, p. 47.

tant qu'être-le-là, est un être-dans-le-monde. L'être-jeté est l'être qui est jeté dans le « là ». C'est un « fait » inéluctable. Mais ce « là » n'est pas n'importe lequel. Il est celui dans lequel le *Dasein* est jeté pour cet étant en particulier. Chaque étant a son monde. C'est toujours dans un monde spécifique que le *Dasein* est jeté. L'essence du *Dasein* en tant qu'étant est sa propre existence, affirmait Heidegger. L'essence du *Dasein*, c'est d'être « là »⁷. L'intramondanéité (*in-the-worldliness*) est typiquement humaine, puisque seuls les êtres humains « ont » un monde, selon Heidegger. Seul l'être humain voit son être défini par son être-jeté dans un monde, qu'il s'approprie progressivement comme étant le sien. Il n'y a, pour Heidegger, aucun autre être vivant pour lequel c'est aussi le cas. Le fait d'être-jeté dans l'existence n'appartient qu'au *Dasein*. Le défi pour le *Dasein*, c'est de faire face authentiquement à son être-jeté dans l'existence⁸. Bien que Heidegger démontrât une approche non-anthropocentrique vis-à-vis de la nature, son approche était beaucoup moins radicale que celle de Nietzsche. Sa pierre d'achoppement était véritablement l'être-dans-le-monde, comme un être-jeté et conscient de sa finitude existentielle. À partir de là, même si Heidegger souhaitât, par sa critique de la technologie instrumentalisante, que l'être humain « laisse les êtres être » - manifestant ainsi une attitude de prendre-soin des étants qui n'ont pas de monde - et cesse de se considérer le « Seigneur de la Nature » ou « Maître de la Terre », il restait enfermé dans un certain anthropocentrisme qui tournait autour de sa notion d'être-dans-le-monde⁹.

Selon Heidegger, l'être-dans-le-monde est un être qui se questionne sur l'être. Or, il n'y a que l'être humain qui porte en lui un constant questionnement philosophique¹⁰. Le questionnement philosophique n'est possible que lorsqu'un être n'est pas totalement dépendant de son environnement. Tant qu'il en est entièrement dépendant, il n'a ni la capacité, ni l'intérêt, ni l'énergie à consacrer à se questionner philosophiquement sur le sens des êtres, des choses et des phénomènes. Les animaux sont entièrement dépendants de leur environnement et n'ont donc pas accès au questionnement philosophique¹¹. Se questionner sur le sens des choses, des êtres et des phénomènes, c'est se questionner sur le sens des étants, comme si ce sens avait un fondement préexistant. Se questionner sur le sens de l'Être suppose d'admettre que ce sens ne puisse être à l'effet que l'Être soit le fondement des étants. C'est reconnaître plutôt que l'Être est l'abîme (le sans-fond) in-sensé des étants¹². Heidegger considérait que seuls les êtres humains pouvaient développer un tel

⁷ Martin Heidegger. (1962). *Being and Time*. New York: Harper and Row Publishers, p. 174, 329, 344-345; Martin Heidegger. (1988). *The Basic Problems of Phenomenology*. Bloomington/Indianapolis: Indiana University Press, p. 296-297; Martin Heidegger. (2015). *La métaphysique de l'idéalisme allemand (Schelling)*. Paris: Gallimard, p. 78.

⁸ Martin Heidegger. (1962). *Being and Time*. New York: Harper and Row Publishers, p. 223, 399; Martin Heidegger. (1980). *Introduction à la métaphysique*. Paris: Gallimard, p. 56.

⁹ Martin Heidegger. (1980). « Dépassement de la métaphysique », *Essais et conférences*. Paris: Gallimard, p. 113-115 (80-115); Martin Heidegger. (1980). « Bâtir Habiter Penser », *Dépassement de la métaphysique*, *Essais et conférences*. Paris: Gallimard, p. 177-179 (170-193); Martin Heidegger. (1977). *The Question Concerning Technology and Other Essays*. New York: Harper and Row Publishers, p. 4-8 (3-35).

¹⁰ Martin Heidegger. (2017). *Le commencement de la philosophie occidentale. Interprétation d'Anaximandre et de Parménide*. Paris: Gallimard, p. 74-85.

¹¹ Martin Heidegger. (2011). *Phénoménologie de la vie religieuse*. Paris: Gallimard, p. 199.

¹² Martin Heidegger. (2008). *Le principe de raison*. Paris: Gallimard, 239.

questionnement philosophique. Seul l'être humain peut même décider de ne pas se questionner sur certaines choses, êtres ou phénomènes, d'un point de vue philosophique. La décision liée au questionnement philosophique reflète ainsi un être existentiellement libre¹³. Seul l'être humain est un être-présent, un être existant dans-un-monde. Être-présent, c'est être-dans-le-monde. C'est pourquoi Heidegger affirmait que seul l'être humain « existe ». Car exister n'est possible que pour un être qui est « dans-le-monde ». Les animaux, plantes et insectes vivent, mais n'« existent » pas, au sens heideggerien de l'existence. Seul l'être humain est conscience d'exister. Seul l'être humain a conscience de ce que cela implique d'exister, en termes de conditionnements et de limites qui sont imposées à sa pensée, à son discours et à son action¹⁴. C'est uniquement dans l'existence humaine que le *Dasein* peut déployer son « essence »¹⁵. Cela ne signifie pas que le *Dasein* soit humain. Heidegger a voulu être clair à cet égard. Mais c'est uniquement à travers l'existence humaine que le *Dasein* peut révéler son Être¹⁶. Identifier le *Dasein* à l'être humain reviendrait à confondre le niveau ontologique/existential (*Dasein*) et le niveau existentiel/ontique (l'être humain).

L'être-jeté baigne dans une existence inauthentique dès que son intra-mondanéité réduit son ouverture aux diverses possibilités-d'être. Heidegger traitait cette chute dans la vie inauthentique comme une déchéance dans le « On impersonnel » (*they-self*), qui vient remplacer le soi véritable du *Dasein*. Le « On impersonnel » réduit l'espace de liberté et de responsabilité propre au soi du *Dasein*. Ce faisant, le « On impersonnel » dicte certaines possibilités-d'être comme étant communément admises et requérant, du coup, leur adoption aveugle et automatique. Il s'ensuit ainsi une réduction (par le « On impersonnel ») du champ des possibilités-d'être qui, même si elle est librement choisie comme existence inauthentique, ne contredit pas moins le soi authentique du *Dasein* en l'empêchant d'être ses propres possibilités-d'être. Tant que nous présupposons que notre vie peut être authentique tout en voyant notre soi effacé par la domination du « On impersonnel », nous ne nous questionnons pas sur l'authenticité de notre soi. Le *Dasein* est alors dans un état de fausse tranquillité. Cette tranquillisation du *Dasein* ne peut qu'accroître les effets tragiques de notre être-jeté dans l'existence¹⁷. Car la réduction, par le « On impersonnel », du champ de nos possibilités-d'être, ne peut qu'être source d'aliénation du soi véritable du *Dasein*.

L'être-jeté dans l'existence est un être dans-le-temps. Le maintenant, dont nous nous servons comme référentiel linéaire entre le passé et le futur, n'est pas le présent authentique, selon Heidegger. Le Temps n'est pas une succession ininterrompue de mainteneants. Une telle conception du Temps est inauthentique, car elle voile les diverses implications du *Dasein* dans-le-temps¹⁸. La présence du présent consiste dans sa passéité. Le passé est un « n'être-

¹³ Martin Heidegger. (1962). *Being and Time*. New York: Harper and Row Publishers, p. 193-194; Martin Heidegger. (2017). *Le commencement de la philosophie occidentale. Interprétation d'Anaximandre et de Parménide*. Paris: Gallimard, p. 74-85.

¹⁴ Martin Heidegger. (2006). « Qu'est-ce que la métaphysique », In *Questions I-II*. Paris: Gallimard, p. 35.

¹⁵ Martin Heidegger. (1979). *Kant et le problème de la métaphysique*. Paris: Gallimard, p. 290.

¹⁶ Martin Heidegger. (2006). « Identité et différence ». In *Questions I-II*. Paris: Gallimard, p. 214.

¹⁷ Martin Heidegger. (1962). *Being and Time*. New York: Harper and Row Publishers, p. 222-225, 448.

¹⁸ Martin Heidegger. (1962). *Being and Time*. New York: Harper and Row Publishers, p. 425-426, 475; Martin Heidegger. (1979). *Kant et le problème de la métaphysique*. Paris: Gallimard, p. 229.

plus-maintenant » et le futur est un « n'être-pas-encore-maintenant ». Ce sont des « non-présents », soulignait Heidegger¹⁹. La « maintenantanéité » (*nowness*) est toujours présente, autant dans le présent que dans le passé et dans le futur. Dans le passé, la maintenantanéité est une substance dont la cristallisation progressive a permis la naissance de souvenirs: cette « substance » consiste dans le « n'être-plus-maintenant ». C'est seulement dans la conscience de la possibilité de « n'être-plus-maintenant » que les souvenirs peuvent se construire et être sauvegardés par la mémoire. Dans le futur, la maintenantanéité consiste dans le potentiel de surgir dans l'existence. Ce potentiel est un « n'être-pas-encore-maintenant »²⁰. La présenciation du passé s'étend jusqu'au présent, alors que la présenciation du futur n'offre qu'une panoplie de possibilités-d'être²¹. L'être-jeté du *Dasein* dans-le-temps se concentre, de manière inauthentique, sur le temps de l'horloge (ou temps public). Heidegger pensait que ce n'est pas là la réalité authentique de la temporalité. La temporalité est plutôt le phénomène de l'unité d'un futur qui se rend présent au coeur même du processus de l'ayant-été. La temporalité consiste dans l'unité entre l'être-vers-des-possibilités-d'être (temporalité fondamentale), l'ayant-été (comme passé qui peut encore influencer notre présent: l'historialité) et le rendre-présent (l'intra-temporanéité)²². Heidegger définissait l'Être-vers-la-mort comme étant le futur primordial, en ce que le futur, vu dans la perspective d'une mort inéluctable à venir, a priorité sur le présent. Puisque nous mourrons, nous devons prendre le futur comme notre mode de temporalité primordial, non pas tant pour se projeter dans l'avenir de manière à demeurer actif dans le présent que pour tenter de faire face à l'inéluctabilité de la mort. Heidegger suggérait que seul l'avenir peut donner du sens au passé. C'est uniquement en projetant notre être dans le futur que nous donnons sens à ce que nous avons été dans le passé (à notre ayant-été, qui nous influence dans ce présent même où nous nous projetons dans le futur)²³.

Paul Ricoeur analysait la notion heideggerienne de temporalisation comme impliquant trois niveaux distincts, mais interreliés: la temporalité fondamentale, l'historialité et l'intra-temporanéité²⁴. La temporalité fondamentale met l'accent sur notre être-vers-des-possibilités-d'être (l'Être-vers-le-futur) et implique le défi d'accepter les effets ultimes de notre finitude existentielle, c'est-à-dire l'inéluctabilité de notre mort à venir. Nous sommes au défi d'accepter non pas que chacun de nous soit un Être-vers-la-mort, mais que nous-mêmes, nous le soyons. Accepter que les autres sont « à-mourir » n'a rien de très engageant. La mort des autres nous rappelle toujours cependant la nôtre qui s'en vient. Accepter que nous sommes aussi « à-mourir », cela nous engage personnellement vers l'acceptation de notre finitude insurpassable. C'est ce en quoi consiste la résolution anticipatoire dont fait état

¹⁹ Martin Heidegger. (2010). *Qu'appelle-t-on penser?* Paris: PUF, p. 76.

²⁰ Martin Heidegger. (1980). *Introduction à la métaphysique*. Paris: Gallimard, p. 206; Martin Heidegger. (1971). *Poetry, Language, and Thought*. New York: HarperCollins, p. 181; Martin Heidegger. (2010). *Qu'appelle-t-on penser?* Paris: PUF, p. 75.

²¹ Martin Heidegger. (2008). « Temps et Être ». In *Questions III-IV*. Paris: Gallimard, p. 198-201.

²² Martin Heidegger. (1962). *Being and Time*. New York: Harper and Row Publishers, p. 278, 321, 348-349, 374, 465-468.

²³ Martin Heidegger. (1962). *Being and Time*. New York: Harper and Row Publishers, p. 373.

²⁴ Paul Ricoeur. (2003). *La mémoire, l'histoire, l'oubli*. Paris: Gallimard, p. 463; Paul Ricoeur. (1991). *Temps et récit. III- Le temps raconté*. Paris: Points, p. 116-136, 141-169; Martin Heidegger. (1962). *Being and Time*. New York: Harper and Row Publishers, p. 377-378.

Heidegger. Seul l'être humain peut adopter la résolution anticipatoire, puisqu'il est le seul être vivant qui est orienté vers des possibilités-d'être et qui a conscience de sa finitude insurpassable. Pour Heidegger, la résolution anticipatoire manifeste que le *Dasein* a adopté une existence authentique²⁵. Hans-Georg Gadamer disait que l'existence consiste, pour Heidegger, à s'auto-projeter dans nos propres possibilités-d'être²⁶. L'Être du *Dasein* est ouvert à différentes possibilités-d'être dans-le-monde. La temporalité fondamentale est orientée vers le futur, vers des possibilités-d'être qui seront choisies et projetées, à l'exclusion de toutes les autres. L'historialité met l'accent sur l'ayant-été, et de ce fait, elle relie la temporalité de l'être humain à l'Histoire. L'intra-temporanéité reflète l'être-jeté dans l'existence et se situe dans la perspective du rendre-présent. C'est dans l'intra-temporanéité que nous rencontrons les étants dans-le-monde. L'être-jeté dans l'existence est à la fois celui qui se connaît comme ayant-été et celui qui se projette dans le futur en choisissant certaines possibilités-d'être plutôt que d'autres. Le futur ayant priorité sur l'ayant-été et sur le rendre-présent, la temporalité fondamentale constitue, selon Heidegger, la base à partir de laquelle l'historialité et l'intra-temporanéité peuvent être saisies²⁷. Il n'y a de monde que là où il y a un *Dasein*. Le *Dasein* ne peut exister que dans-le-monde, c'est-à-dire là où le monde existe. Comprendre le monde, c'est comprendre le soi du *Dasein*, puisque le soi et le monde appartiennent fondamentalement au *Dasein*²⁸. Ricoeur soulignait que la notion heideggerienne d'être-dans-le-monde ne peut jamais être séparée de l'être-dans-le-temps²⁹. L'être humain est le seul être qui vive dans-le-temps, dans la mesure où sa temporalité définit son être même. L'intra-temporanéité est celle du *Dasein*. Le *Dasein* n'existe que par et à travers le Temps. Les êtres humains ont conscience du temps-qui-passe, parce que leur soi est dans-un-monde. Ils savent que le temps passe, mais ne disparaît jamais³⁰. La conscience du temps-qui-passe nous ramène non pas surtout à l'intra-temporanéité du *Dasein* (l'activité temporelle de l'être humain), mais surtout à la temporellité du *Dasein* (seul l'être humain a conscience du temps). La temporellité du *Dasein* implique une précompréhension du Temps, et par voie de conséquence des représentations non-critiques (pré-philosophiques) du Temps, développées à partir de notre conscience du temps-qui-passe³¹.

L'Être du *Dasein* est une question pour le *Dasein*, une question qui est elle-même constitutive de son Être. C'est pourquoi selon Heidegger, la compréhension de l'Être est possible, à travers le questionnement philosophique. Heidegger attribuait ainsi un fondement ontologique à toute compréhension de l'Être. Il ne s'agit pas de considérer que le seul questionnement philosophique puisse faire surgir la compréhension de l'Être, mais de voir plutôt que la compréhension de l'Être n'est possible que parce que l'Être constitue une

²⁵ Martin Heidegger. (1962). *Being and Time*. New York: Harper and Row Publishers, p. 314-348, 370-372.

²⁶ Hans-Georg Gadamer. (2008). *La philosophie herméneutique*. Paris: PUF, p. 100.

²⁷ Martin Heidegger. (1962). *Being and Time*. New York: Harper and Row Publishers, p. 432, 470, 475-480.

²⁸ Martin Heidegger. (1988). *The Basic Problems of Phenomenology*. Bloomington/Indianapolis: Indiana University Press, p. 276-277, 297.

²⁹ Paul Ricoeur. (2003). *La mémoire, l'histoire, l'oubli*. Paris: Gallimard, p. 28, 315, 498.

³⁰ Martin Heidegger. (2008). « Temps et Être ». In *Questions III-IV*. Paris: Gallimard, p. 195.

³¹ Martin Heidegger. (2015). *La métaphysique de l'idéalisme allemand (Schelling)*. Paris: Gallimard, p. 66-67.

question pour le *Dasein* lui-même. Pour être *Dasein*, il faut comprendre l'Être. Le *Dasein* se comprend, « plus ou moins explicitement », dans son Être, affirmait Heidegger. La compréhension de l'Être caractérise l'Être du *Dasein*³². Heidegger suggérait que l'être humain est présence uniquement à partir de sa compréhension de l'être. La compréhension de l'Être impose une acceptation de la finitude existentielle de l'être humain³³. Heidegger voyait le *Dasein* comme le fondement des étants qui n'a lui-même aucun fondement³⁴. C'est le fondement in-sensé des étants, c'est-à-dire le fondement dont le seul sens qu'il fournisse soit l'absence de tout sens³⁵. L'Être rend possible la présence existentielle, c'est-à-dire le fait d'être-présent dans l'existence. La présence existentielle-ontique sera définie différemment selon le degré de prise de conscience de notre finitude existentielle (insurpassable) et la manière dont nous comprenons l'être-présent³⁶. L'existence humaine consiste essentiellement dans l'autorévélation du *Dasein*. C'est cette autorévélation qui rend possibles les relations entre les étants³⁷. L'angoisse d'exister, en tant qu'être-vers-la-mort, dévoile la nullité existentielle qui permet au *Dasein* de s'auto-révéler. Cette nullité existentielle consiste dans l'être-jeté dans l'existence qui chemine vers sa propre mort (l'être-vers-la-mort). L'autorévélation du *Dasein* présuppose que l'être n'est pas quelque chose qui est donné une fois pour toutes. Au contraire, il est toujours en train de se révéler. L'Être du *Dasein* est ouverture parce qu'il est autorévélation, et donc éclaircie de l'Être. L'Être-dans-le-monde est ce en regard de quoi nous ressentons l'angoisse d'exister, disait Heidegger. Mais dès que nous tentons d'approfondir l'origine de la menace existentielle, celle-ci nous échappe, car elle n'apparaît nulle part en particulier. Heidegger affirmait que la menace existentielle qui fait surgir en nous l'angoisse d'exister est à la fois déjà-là et nulle part dans-le-monde. Cela signifie, pour Heidegger, que c'est bien de notre intra-mondanéité que provient notre angoisse existentielle, plus particulièrement du monde lui-même sans lequel nous ne pouvons définir qui nous sommes et qui nous voudrions être³⁸. Or, c'est la mort inévitable que constitue l'expression ultime de notre finitude existentielle dont nous sommes parfaitement conscients. Notre conscience de notre avoir-à-mourir et ainsi de la perte de notre monde et de la place que nous y occupons, c'est cette conscience qui fait naître l'angoisse d'exister et qui la fait croître jusqu'à notre dernier souffle. L'Être-vers-la-mort est, pour Heidegger, l'anticipation (ou résolution anticipatoire) de la possibilité de l'impossibilité du *Dasein*, c'est-à-dire la possibilité de ne-plus-être. Heidegger considérait la sortie du *Dasein* hors-du-monde, à la fois en tant que « n'être-plus-dans-le-monde » (la mort comme phénomène existentiel) et en tant qu'anéantissement physiologique/biologique. Pour Heidegger, la mort était la possibilité la plus propre au *Dasein* lui-même. Elle est à la fois

³² Martin Heidegger. (1962). *Being and Time*. New York: Harper and Row Publishers, p. 32; Martin Heidegger. (2006). « Qu'est-ce que la métaphysique », In *Questions I-II*. Paris: Gallimard, p. 38-39; Martin Heidegger. (1980). *Introduction à la métaphysique*. Paris: Gallimard, p. 93.

³³ Martin Heidegger. (1979). *Kant et le problème de la métaphysique*. Paris: Gallimard, p. 284-285.

³⁴ Martin Heidegger. (1962). *Being and Time*. New York: Harper and Row Publishers, p. 193-194; Martin Heidegger. (2008). *Le principe de raison*. Paris: Gallimard, p. 239.

³⁵ Martin Heidegger. (1962). *Being and Time*. New York: Harper and Row Publishers, p. 193-194.

³⁶ Martin Heidegger. (1979). *Kant et le problème de la métaphysique*. Paris: Gallimard, p. 284-285, 290, 296.

³⁷ Martin Heidegger. (1980). *Introduction à la métaphysique*. Paris: Gallimard, p. 158, 163, 175.

³⁸ Martin Heidegger. (1962). *Being and Time*. New York: Harper and Row Publishers, p. 72, 230-231, 233, 356.

non-relationnelle (elle ne dépend d'aucune relation), objectivement certaine, mais appartenant à une espace/temps indéfini³⁹. Levinas croyait plutôt que la mort est l'expression ultime de la finitude existentielle et ainsi une impossibilité de quelque possibilité que ce soit. La mort fait disparaître toutes nos possibilités-d'être. Levinas considérait donc la mort comme une impossibilité, et non pas comme une possibilité. Mais il reconnaissait que le processus physiologique/biologique de la mort soit la possibilité d'une impossibilité, c'est-à-dire la possibilité de perdre à la fois notre temporalité et notre conscience. Mais pour Levinas, la mort comme phénomène existentiel/ontologique ne peut être une possibilité, puisque la personne décédée ne peut être porteuse de cette possibilité⁴⁰.

Le *Dasein* est, à chaque fois, « mien », car il est préoccupé par ses possibilités-d'être, c'est-à-dire par les possibilités d'être lui-même, d'être son propre soi, dans-le-monde. Dans ses possibilités-d'être intramondaines (dans-le-monde), le *Dasein* est déterminé par les étants qui sont dans ce monde⁴¹. Il ne peut donc choisir, en vase clos, ses possibilités-d'être. Ce choix est toujours fait en présence des autres. Mais le *Dasein* est toujours « mien », car le « là » de l'être-le-là est toujours mien. La mienneté (*mineness*) du *Dasein* change d'un individu à l'autre, parce que chacun de nous est un Être-dans-le-monde, c'est-à-dire un être dans-un-monde-qui-est-le-sien⁴². Notre Être-dans-le-monde est actualisé à travers la quotidienneté (*everydayness*), et donc d'un point de vue existentiel/ontique. Tout ce qui est d'ordre existentiel/ontique est lié aux préoccupations ontiques du *Dasein*, et donc, aux décisions qui portent sur notre existence concrète. Les préoccupations ontiques du *Dasein* pavent la voie à la compréhension pré-ontologique de l'existence. La structure ontologique de l'existence implique plutôt une compréhension d'ordre existentiel. C'est là une caractéristique distinctive de l'être humain que d'avoir la capacité de développer une compréhension pré-ontologique (et ontologique) de l'Être⁴³. Le *Dasein* est, pour Heidegger, « l'essence existentielle de l'être humain »⁴⁴. Lorsque Heidegger affirmait que l'essence' du *Dasein* réside dans son existence, il signifiait que l'existence est un « avoir-à-être-dans-un-monde », qui ne peut s'actualiser qu'à travers des possibilités-d'être qui sont librement choisies, à l'exclusion de toutes les autres. Cet avoir-à-être-dans-un-monde rend possible la mienneté du

³⁹ Martin Heidegger. (1962). *Being and Time*. New York: Harper and Row Publishers, p. 284, 294, 303, 307, 310, 354-355.

⁴⁰ Emmanuel Levinas. (1968). *Totalité et infini. Essai sur l'extériorité*. La Haye: Martinus Nijhoff, p. 27, 215; Emmanuel Levinas. (1999). *Alterity and Transcendence*. New York: Columbia University Press, p. 155.

⁴¹ Martin Heidegger. (1962). *Being and Time*. New York: Harper and Row Publishers, p. 67, 191; Martin Heidegger. (1988). *The Basic Problems of Phenomenology*. Bloomington/Indianapolis: Indiana University Press, p. 170-171; Martin Heidegger. (2015). *La métaphysique de l'idéalisme allemand (Schelling)*. Paris: Gallimard, p. 81.

⁴² Martin Heidegger. (2008), « Lettre sur l'humanisme », In *Questions III-IV*. Paris: Gallimard, p. 188; Martin Heidegger. (1988). *The Basic Problems of Phenomenology*. Bloomington/Indianapolis: Indiana University Press, p. 170; Martin Heidegger. (1962). *Being and Time*. New York: Harper and Row Publishers, p. 150-151.

⁴³ Martin Heidegger. (1962). *Being and Time*. New York: Harper and Row Publishers, p. 25-29, 33, 46, 86.

⁴⁴ Martin Heidegger. (2015). *La métaphysique de l'idéalisme allemand (Schelling)*. Paris: Gallimard, p. 59.

*Dasein*⁴⁵. L'existence est la mienneté ultime du *Dasein*. Il n'y a rien de plus mien que mon existence, puisque le *Dasein* est le chemin que poursuit mon soi vers lui-même⁴⁶. Il n'y a rien de plus près de soi que l'étant que nous sommes. Pourtant, en raison de la projection constante de possibilités-d'être, nous sommes, pour nous-mêmes, un être qui est toujours loin de nous. Heidegger disait même que « chacun est à soi-même le plus lointain, aussi loin de soi que le moi est loin du toi dans le « tu es »⁴⁷. D'ailleurs, c'est bien ce dont Heidegger nous faisait part en référant au caractère indifférencié de la quotidienneté du *Dasein*: une « moyenneté » (*averageness*) qui nous est le plus ontiquement proche et accessible, mais qui est aussi le plus éloigné de nous d'un point de vue ontologique/existential⁴⁸.

L'Être du *Dasein* demeure cependant voilé, ce qui rend possible l'éclaircie de l'Être. Le *Dasein* est son autorévélant, et donc l'éclaircie existentielle de son Être. Le *Dasein* est à la fois ce qui est voilé et ce qui est dé-voilé. L'autorévélant du *Dasein* permet la présence spatiotemporelle du *Dasein*. Elle a pour effet de causer le voilement des étants. Mais le *Dasein* comme Être-dans-le-monde ne peut être saisi sans comprendre l'autorévélant du *Dasein*⁴⁹. L'Être des étants implique que l'Être ne puisse être séparé des étants et que les étants ne puissent « exister » sans être intrinsèquement liés à l'Être⁵⁰. Le *Dasein* se soucie de la question de l'Être, et donc également de la question de l'Être des étants. Il y a interdépendance entre le *Dasein* et l'Être des étants. Ils se déterminent l'un l'autre. En tant qu'Être-dans-le-monde, le *Dasein* dé-voile l'Être. Heidegger disait que la vérité de l'Être implique « le dévoilement de ce qui se voile »⁵¹. Exister, c'est avoir le pouvoir de définir notre soi, de manière authentique ou inauthentique. En tant que révélation de l'Être-dans-le-monde, le *Dasein* rend possible aux étants de se révéler dans-le-monde (dans le monde humain). Il permet que l'être humain puisse rencontrer les étants qui sont dans-le-monde avec une certaine familiarité⁵². Une telle familiarité avec les étants qui ne peuvent se révéler qu'à travers le monde humain présuppose l'autorévélant du *Dasein* dans le monde. N'eût été de cette autorévélant du *Dasein*, l'être humain n'aurait aucune base lui permettant de considérer les étants de manière familière, ou d'être avec eux en toute proximité. Rudolph Makkreel soulignait, à juste titre, que Heidegger n'était pas préoccupé par le caractère historique de la vie humaine, mais uniquement par une interprétation existentielle/ontologique de la vie, et par conséquent, de l'Être du *Dasein*⁵³. Heidegger cherchait à réaliser une unité fondamentale entre les étants et l'Histoire. La question de l'historicité était ramenée à une question ontologique sur l'Être des étants historiquement

⁴⁵ Martin Heidegger. (1962). *Being and Time*. New York: Harper and Row Publishers, p. 67-68.

⁴⁶ Martin Heidegger. (2012). *Ontologie. Herméneutique de la factivité*. Paris: Gallimard, p. 25, 35, 52, 91, 115.

⁴⁷ Martin Heidegger. (1980). *Introduction à la métaphysique*. Paris: Gallimard, p. 79.

⁴⁸ Martin Heidegger. (1962). *Being and Time*. New York: Harper and Row Publishers, p. 69.

⁴⁹ Martin Heidegger. (1962). *Being and Time*. New York: Harper and Row Publishers, p. 261-272.

⁵⁰ Martin Heidegger. (2006). « Qu'est-ce que la métaphysique », In *Questions I-II*. Paris: Gallimard, p. 77.

⁵¹ Martin Heidegger. (2010). *Qu'appelle-t-on penser?* Paris: PUF, p. 31.

⁵² Martin Heidegger. (1962). *Being and Time*. New York: Harper and Row Publishers, p. 120, 138, 142, 219, 263.

⁵³ Rudolph A. Makkreel. (1992). *Dilthey. Philosopher of the Human Sciences*. Princeton: Princeton University Press, p. 368-372.

situés dans un « là ». Le *Dasein* n'est historique qu'en raison du fondement temporel de l'Être du *Dasein*. La temporalité fondamentale rend possible l'historicité du *Dasein*. Sans elle, le *Dasein* ne pourrait, dans l'Histoire, devenir un Être-avec-les-autres. L'« essence » du *Dasein* est ainsi fondamentalement historique⁵⁴.

Le fait d'être-jeté dans l'existence comporte, avec lui, de surgir dans-le-temps et dans-un-monde. En ayant la temporalité comme point de départ de l'autorévélation du *Dasein*, nous sommes devant le défi constant de choisir librement - et éventuellement de manière authentique, en évitant de nous laisser absorber par le « On impersonnel » - des possibilités-d'être que nous projetons dans le futur, parce qu'elles définissent ce que nous voulons devenir. Notre responsabilité existentielle est d'effectuer un tel choix, tout en demeurant pleinement conscient de notre finitude existentielle, et donc de notre avoir-à-mourir. Notre responsabilité existentielle primordiale est de se réapproprier le soi authentique du *Dasein*, dans la mesure où il s'est laissé absorber par le « On impersonnel ».

3. MARTIN BUBER (1878-1965): ASSUMER NOS RESPONSABILITES, C'EST ETRE LIBRE ET EN QUETE D'UNE VERITE INACCESSIBLE

Martin Buber définissait notre responsabilité dialogique comme étant fondée à la fois dans la liberté constitutive de notre être, dans la nécessité pour l'identification de tout Je d'être en relation avec un Tu, et dans la quête de vérité (même inaccessible) qui anime tout Je dans son existence finie. Seul un être existentiellement libre, qui se définit lui-même à travers sa relation avec Autrui et qui recherche la vérité peut connaître et assumer pleinement la nature et l'étendue de sa responsabilité dialogique. Car le dialogue impose ces trois composantes d'un être qui est existentiellement avec-les-autres.

3.1. Responsabilité dialogique

Pour Martin Buber, la responsabilité que nous assumons effectivement naît d'une situation antérieure problématique à laquelle elle tente de répondre. La situation problématique fait ainsi surgir un questionnement (parole préexistante) qui agit comme un appel à notre responsabilité. Lorsque nous assumons effectivement nos responsabilités face à une action ou décision donnée, nous sommes en train de fournir la réponse que nous trouvons la plus adéquate à la question soulevée par la situation problématique elle-même. Si nous n'avons aucune possibilité de répondre à la question posée par une situation problématique donnée, c'est qu'en l'occurrence, nous n'avons aucune responsabilité que nous devrions assumer. Dans ce cas, ce n'est pas notre action (ou inaction) qui est en cause. Car dès que nous agissons, nous sommes responsables des effets de notre action, qu'ils aient été ou non prévisibles. D'après Buber, la responsabilité est fondamentalement dialogique: elle s'inscrit dans le dialogue. S'il en est ainsi, c'est parce que la responsabilité surgit dans le cadre d'une structure question/réponse. Une action est mise en place et une situation problématique en découle. De cette situation problématique surgit une question (parole préexistante). C'est à cette question que peut répondre la personne qui, dans les circonstances, doit assumer ses responsabilités. Dans le choix d'assumer ses responsabilités d'une certaine manière (et selon des modalités particulières), la personne tente de répondre à la parole préexistante qui l'a

⁵⁴ Martin Heidegger. (1962). *Being and Time*. New York: Harper and Row Publishers, p. 428-429, 434, 438, 449-455.

interpellée dans tout son être. La parole préexistante qui surgit comme un appel à notre responsabilité n'a rien de banal. Elle nous pousse à intérioriser cet appel de sorte à pouvoir y répondre avec le plus d'authenticité possible. Une réponse est exigée de nous. La personne répond de manière plus ou moins convaincante à cette question antérieure, selon l'adéquation qui se réalise entre l'action originelle, la situation problématique, la question qui est posée et la réponse qui lui est donnée par le fait d'assumer la responsabilité liée à l'effectivité de l'action en question. Buber s'intéressait aux modes d'expression d'une responsabilité dialogique chez les dirigeants de grandes entreprises. Pour Buber, le fait de considérer les employés comme des personnes à part entière démontre déjà qu'un dirigeant a assumé sa responsabilité dialogique. Mais si le dirigeant les considère plutôt comme des ressources à portée de la main, comme les maillons impersonnels d'une chaîne de production, dès lors il les a dépersonnalisés et, par voie de conséquence, déshumanisés. Il n'a alors pas assumé sa responsabilité dialogique⁵⁵. Dans la relation Je-Tu, se vit un partage réciproque de connaissances qui donne lieu, selon Buber, à un « Nous » authentique. C'est à travers le discours que le Nous peut naître et croître. Notre existence prend davantage de substantialité et de profondeur dès lors que nous l'expérimentons à partir du Nous, et non pas seulement à partir du Je⁵⁶. La relation authentique du Je avec le Tu suppose l'acceptation de l'altérité radicale⁵⁷. Le Je-Tu est fondé non seulement sur la séparation entre Je et Tu, mais surtout sur la relation qui se tisse entre Je et Tu - relation exprimée par le trait d'union -, et qui constitue l'entre-deux qui unit le Je au Tu. L'entre-deux ne présuppose pas que le Je intériorise l'altérité du Tu, mais uniquement que la relation Je-Tu est essentielle pour que chaque partenaire relationnel se définisse lui-même⁵⁸.

Le « Nous essentiel » suppose une communauté d'êtres indépendants qui ont atteint un niveau élevé de responsabilité personnelle envers les autres et leur bien-être de même qu'envers la communauté qu'ils constituent ensemble. Le discours permet à l'état de « Nous essentiel » de s'actualiser dans la vie de tous les jours. Un « Nous authentique » ne peut provenir que de l'approfondissement et du déploiement d'une relation Je-Tu⁵⁹. Le Je n'existe que dans une relation Je-Tu. La relation Je-Tu précède ainsi le processus d'identification du Je. La relation Je-Tu ne peut exister que dans le monde humain, puisque seul l'être humain « a » un monde. Dire Tu, c'est être impliqué dans la relation Je-Tu. Le processus d'identification du Je à travers lequel le Je devient lui-même accorde au Je la capacité de dire Tu et de se mettre en relation avec les autres. L'existence humaine est tissée de relations et

⁵⁵ Martin Buber. (1959). *La vie en dialogue*. Aubier: Éditions Montaigne, p. 121-123, 126, 142, 145-146.

⁵⁶ Martin Buber. (1958). « What is Common to All », *The Review of Metaphysics*, 11(3): p. 376 (359-379).

⁵⁷ Steven D. Kepnes. (1988). « Buber as Hermeneut: Relations to Dilthey and Gadamer ». *Harvard Theological Review*, 81 (2): 208 (193-213).

⁵⁸ Simon Lumsden. (2000). « Absolute Difference and Social Ontology: Levinas Face to Face with Buber and Fichte ». *Human Studies*, 23(3): 228 (227-241); Dan Avnon. (1993). « The "Living Center" of Martin Buber's Political Theory ». *Political Theory*, 21(1): 57-58 (55-77).

⁵⁹ Martin Buber. (1958). « What is Common to All », *The Review of Metaphysics*, 11(3): p. 376 (359-379); Martin Buber. (1975). « What is Man? », *Between Man and Man*. New York: Macmillan Publishing Co., p. 168, 175.

de rencontres avec l'altérité radicale⁶⁰. Pour Buber, toute relation implique la réciprocité. Lorsque le Je transforme le Tu en un Cela, alors le Je ne peut être existentiellement présent à l'altérité radicale d'Autrui. Ce genre de transformations est très fréquente dans nos sociétés post-industrielles. Peu importe l'importance attribuée au profit en tant que but organisationnel, les membres de l'organisation sont éventuellement considérés comme de purs moyens pour atteindre ce but. Chacun d'eux/elles devient alors un Cela. Le danger, c'est d'en rester là. Si la relation Je-Cela devient la règle en milieu organisationnel, c'est qu'elle a opéré une transformation radicale de la vie et de la culture organisationnelles qui en ont fait des lieux de déshumanisation⁶¹. Un Cela peut être empiriquement observable et connu. Il n'en est pas de même d'un Je ou d'un Tu. La relation Je-Cela est fondée sur le passé, alors que la relation Je-Tu est centrée sur le présent. Elle n'est possible qu'une fois le processus d'identification du Je accompli. Lorsqu'il y a rupture dans la relation Je-Tu, alors le Tu peut devenir un Cela, aux yeux du Je. Il demeure toutefois possible de ramener ce Cela au statut de Tu, dans une relation Je-Tu renouvelée. Mais une telle réintégration présuppose le consentement du Je à ce que le Cela soit à nouveau considéré comme un Tu tout autant que le consentement du Cela à être « re-considéré » comme un Tu par le Je dominant qui en avait fait un Cela. Dans la relation Je-Cela, le Je est conscient d'être lui-même un sujet pouvant être utilisé de manière empirique, puisque le Je qui domine la relation Je-Cela est un Tu pour quelqu'un d'autre. C'est bien ce que subit le Tu qui, même s'il est un Je pour lui-même, en vient, aux yeux de l'autre, à devenir un Cela. En devenant un Cela, le Tu, qui est un Je pour lui-même, devient ainsi partiellement séparé de son être, puisque ce n'est que dans la relation Je-Tu qu'il peut pleinement être lui-même. Dans une relation Je-Tu, le Je est conscient de sa propre subjectivité tout autant que de celle des autres, l'une n'ayant pas plus de valeur que l'autre⁶².

La relation Je-Cela implique nous soyons en relation indirecte avec les autres. Car tout Cela est un sujet rabaissé au rang d'objet/moyen. Le Je qui l'a ainsi objectivé/dominé ne peut communiquer directement avec la subjectivité du « Tu-devenu-un-Cela », puisqu'un mur infranchissable le sépare d'elle: l'objectivation de l'autre empêche de le connaître dans toute sa subjectivité. Seule la relation authentique Je-Tu impose une relation directe avec l'altérité radicale, c'est-à-dire une préoccupation de comprendre le soi de l'autre⁶³. Dans une relation inauthentique entre Je et Tu, le soi de l'autre n'est saisi qu'à travers le prisme déformant de nos interprétations personnelles. Il n'y alors aucune ouverture à comprendre le soi de l'autre autrement que de la manière dont nous l'interprétons. Le soi de l'autre est enfermé dans un carcan que nous lui avons imposé, de sorte que son altérité a perdu la radicalité qui le définit essentiellement. Si le Tu ne peut être radicalement différent du Je qui l'objective/domine, c'est parce que ce Je empêche le Tu d'être pleinement un Je pour lui-même, ou qu'il lui laisse cette possibilité selon des conditions que le Je lui a préalablement imposées. C'est tout

⁶⁰ Martin Buber. (1959). *La vie en dialogue*. Aubier: Éditions Montaigne, p. 8, 13-14, 21, 25; Martin Buber. (1975). « What is Man? », *Between Man and Man*. New York: Macmillan Publishing Co., p. 205.

⁶¹ Martin Buber. (1959). *La vie en dialogue*. Aubier: Éditions Montaigne, p. 11, 16-17, 28-29, 51; Martin Buber. (1970). *Je et Tu*. Paris: Éditions Montaigne, p. 25, 30, 57-60.

⁶² Martin Buber. (1959). *La vie en dialogue*. Aubier: Éditions Montaigne, p. 8, 14, 21, 29, 49, 67.

⁶³ Maurice Friedman. (2001). « Martin Buber and Mikhail Bakhtin: The Dialogue of Voices and the Word that is Spoken ». *Religion & Literature* 33(3): 25 (25-36).

cela qu'implique une relation inauthentique entre le Je et le Tu. La relation authentique entre le Je et le Tu présuppose, au contraire, l'acceptation inconditionnelle de l'altérité radicale⁶⁴. Refuser l'inconditionnalité à l'altérité radicale de l'autre, c'est enlever toute radicalité à l'altérité et condamner l'autre à n'être, à nos yeux, que ce que nous voulons bien qu'il soit. C'est aliéner l'autre de son pouvoir de se définir par lui-même, sans être dépendant des multiples interprétations que nous pouvons faire de son soi. Buber analysait le « Tu inné » comme étant le Tu dont nous reconnaissons le déploiement lorsqu'en étant en relation avec l'autre, nous lui permettons d'être ce qu'il/elle veut être, tout en acceptant d'ignorer pleinement qui est ce Tu. Le « Tu inné » est le soi de l'autre qui dépend de l'Être lui-même, et de rien d'autre⁶⁵.

La parole dialogique incarnée dans le monde concret est, selon Buber, communion et implique ainsi la mutualité. L'action qui est réciproque provient du moi le plus profond de chaque partenaire du dialogue. Le dialogue authentique impose à chaque partenaire de se préoccuper des autres partenaires et d'interagir dans la mutualité. Mais il peut arriver que cette mutualité soit partielle. C'est le cas lorsque le rapport Je-Tu (qui est relation et non pas connaissance empirique de l'objet) impose une action spécifique d'un partenaire envers l'autre. Autrement, la mutualité se veut plus englobante: chaque partenaire agit sur le Je de l'autre. C'est dans cette mutualité que chaque partenaire peut dire Je. Car pour Buber, ce n'est qu'en étant en contact avec un autre Je (qui est, pour moi, un Tu) et en disant Tu que je peux devenir Je. Dire Tu à l'autre apparaît, pour Buber, comme un don. Dans la réciprocité de ce don s'accomplit la mutualité⁶⁶. Buber s'inscrivait ainsi en faux contre la position d'Heidegger impliquant l'absence du Tu pour le Je. Heidegger concevait, selon Buber, que le Soi est un système fermé, qui peut tout de même s'individualiser en relation avec les autres. Cette individualisation est relative, étant donné que le Soi est un système fermé sur l'extérieur. Heidegger n'abordait pas la mutualité relationnelle qui fait de tout Soi un système ouvert. C'est ce système ouvert que Buber mettait de l'avant comme condition fondamentale à une existence/responsabilité dialogique, ramenant ainsi le Soi heideggerien à une existence qui est de l'ordre du monologue. Buber relevait, avec précision, combien Heidegger avait « sécularisé » la conception du soi qui est préoccupé ultimement par sa propre existence et qui décide, à chaque instant, qui il veut devenir. Car cette sécularisation opère une coupure radicale avec le mode d'être religieux suggéré par Kierkegaard comme le mode d'être ultime, au-delà des limites du mode d'être esthétique et du mode d'être éthique⁶⁷.

D'après Buber, la sphère du dialogique dans laquelle prend place la responsabilité est le lieu d'incarnation de ce qu'il appelait l'« interhumain ». Dans le dialogue authentique entre différents partenaires relationnels, la mutualité (ou réciprocité) n'est possible que si chaque partenaire a d'abord reconnu les autres comme lui étant égaux et comme étant des êtres

⁶⁴ Steven D. Kepnes. (1988). « Buber as Hermeneut: Relations to Dilthey and Gadamer ». *Harvard Theological Review* 81(2): 208-211.

⁶⁵ Martin Buber. (1959). *La vie en dialogue*. Aubier: Éditions Montaigne, p. 25.

⁶⁶ Martin Buber. (1959). *La vie en dialogue*. Aubier: Éditions Montaigne, p. 8-13, 25, 28, 98, 109, 112-113, 125.

⁶⁷ Martin Buber. (1975). « What is Man? », *Between Man and Man*. New York: Macmillan Publishing Co., p. 168, 171-179.

humains à part entière, puis initié des rapports langagiers qui permettent d'instaurer la confiance entre eux. Une fois la mutualité ainsi instaurée, l'interhumain peut se réaliser au cœur même du dialogue authentique. L'interhumain ouvre la voie à l'incarnation de l'humanité, qui émane de l'être même de chacun des partenaires relationnels. L'interhumain ne peut se dévoiler que dans un dialogue authentique. Buber en arrivait ainsi à affirmer que « le mot Je est le *shibboleth* de l'humanité », c'est-à-dire le signe ultime d'appartenance à l'humanité. L'interhumain reflète le besoin, pour chaque individu, de demeurer une subjectivité et de ne jamais être rabaissé au rang d'objet, comme une chose pouvant être empiriquement observée et analysée. Le dialogue authentique donne lieu au déploiement de l'interhumain, puisque chaque personne est alors préoccupée par le bien-être des autres, quels qu'ils/elles soient⁶⁸. En disant Tu à quelqu'un (qui, pour lui-même, est un Je), le Je se découvre lui-même comme un Je et découvre que lui-même tout autant que le Tu (qui est un autre Je que le sien) appartiennent à l'humanité. L'interhumain prend place entre deux êtres humains. Pour Buber, c'est un fait unique dans l'ensemble du monde naturel. C'est uniquement dans la rencontre Je-Tu que se manifeste l'interhumain, disait-il⁶⁹.

3.2. Liberté, vérité et responsabilité

Être libre impose d'assumer nos responsabilités. La liberté authentique est responsabilité. Selon Buber, toute liberté est responsabilité. Il n'y a que les êtres existentiellement libres (donc, seuls les êtres humains) qui peuvent être tenus responsables de leurs actions. La responsabilité découle de la liberté d'un être pris dans la condition existentielle. Buber expliquait que l'étendue de notre responsabilité est rattachée à toute relation que nous entretenons avec des êtres, quels qu'ils soient. La responsabilité s'inscrit ainsi dans le cadre d'une présence relationnelle. C'est dans la relation que nous entretenons avec d'autres êtres que nous pouvons exercer notre liberté. C'est donc là uniquement que prend sens notre responsabilité face à des actions que nous avons commises. La responsabilité que nous avons envers ceux et celles que nous côtoyons ne s'applique pas qu'aux parents et amis. Elle s'applique tout autant envers les gens qui nous font souffrir, volontairement ou non. Elle trouve application même envers ces personnes qui, animés par la méchanceté, ont plaisir à vouloir nous faire souffrir et à observer même notre souffrance. Buber croyait que notre responsabilité s'étend jusqu'à ces êtres parce que ce sont des gens qui souffrent et qui ont un besoin infini d'être aimés⁷⁰. Par ailleurs, selon Buber, notre responsabilité déborde le seul contexte de nos actions. Nous sommes également responsables de ce que nous cherchons à connaître et de la manière dont nous utilisons les connaissances que nous avons acquises. Ce sont donc tous les processus liés à la connaissance qui sont potentiellement créateurs d'une responsabilité. Remarquons toutefois que cela ne se fait pas à l'extérieur de l'action. Mais en se centrant sur les connaissances, Buber voulait montrer les enjeux spécifiques qui leur sont liés. Ce qui est en question, c'est la capacité pour l'individu de rendre compte de la vérité. Face à la connaissance, l'être humain a la responsabilité de s'assurer que la vérité ne soit pas

⁶⁸ Martin Buber. (1959). *La vie en dialogue*. Aubier: Éditions Montaigne, p. 51, 54, 125, 203-211, 214, 216.

⁶⁹ Martin Buber. (1975). « What is Man? », *Between Man and Man*. New York: Macmillan Publishing Co., p. 202-205.

⁷⁰ Martin Buber. (1959). *La vie en dialogue*. Aubier: Éditions Montaigne, p. 80-81, 243.

vidée de tout contenu. Buber était, à cet égard, aux antipodes de la position de Nietzsche⁷¹. D'après Buber, l'être humain ne peut trouver le sens de l'Histoire que lorsqu'il assume ses responsabilités, car ce faisant, il se positionne de manière spécifique par rapport à la vérité. Assumer nos responsabilités, c'est prendre position par rapport à la vérité.

Buber critiquait sévèrement les sociétés collectivistes, car il percevait qu'en elles, l'appel à la responsabilité individuelle avait été totalement évacué. L'individu n'est plus individualisé. Il fait partie d'un tout qui décide de tout. Ses responsabilités ne sont plus de son ressort. Les citoyens de telles sociétés en viennent progressivement à être déresponsabilisés, avec l'*imprimatur* de l'État. Pour Buber, la déresponsabilisation individuelle est une menace à l'humanité elle-même. La vérité est, à ses yeux, l'unique principe qui peut empêcher la dégénérescence des communautés humaines faisant partie de sociétés collectivistes. La vérité n'est pas un corpus de doctrines. Les sociétés collectivistes qui renforceraient leur vérité, auto-proclamée et renforcée par leurs systèmes idéologiques et mécanismes répressifs, ne font que déformer la vérité elle-même. Car la vérité n'est rien qui ne puisse être possédé. La vérité est plutôt ce que l'être humain ne cesse de chercher. L'être humain est cet être « en-quête-de-vérité », quelle que soit la sphère d'activités humaines (arts, économie, politique, vie communautaire, religion/spiritualité) dans laquelle il concentre sa quête. La vérité demeure toujours inaccessible, peu importe ce que l'être humain en a dit, depuis des millénaires. C'est dans le cadre de cette quête continue de vérité que s'inscrivent les actes par lesquels nous assumons nos responsabilités. C'est en assumant nos responsabilités à chaque jour que nous pouvons véritablement cheminer dans cette quête d'une vérité pourtant inaccessible⁷².

3.3. Implications de la prise en considération de la philosophie de Buber pour le déploiement du discours corporatif sur la responsabilité sociale des entreprises

La philosophie de Buber pourrait contribuer à ouvrir de nouveaux champs d'implication pour les entreprises qui voudraient assumer plus pleinement leur responsabilité sociale:

- (1) développer des mécanismes de dialogue intra-organisationnel (entre les employés; entre les employés et la direction de l'entreprise), entre autres sur des enjeux de compréhension interculturelle et interreligieuse, et plus généralement sur tous les enjeux de diversité;
- (2) mettre de l'avant des mécanismes de dialogue inter-organisationnel (entre l'entreprise et ses parties prenantes externes: écoute des attentes et intérêts des parties prenantes envers l'entreprise; prise en considération de la diversité chez les partenaires d'affaires étrangers,

Dans son rapport de développement durable 2017, l'entreprise japonaise Honda affirme vouloir résoudre les problèmes qui se présentent en écoutant les positions de chacune de ses parties prenantes, et ce, avec deux objectifs en tête: rencontrer les attentes des parties prenantes et gagner leur confiance. Il n'est donc pas étonnant de découvrir que parmi les croyances fondamentales de l'entreprise qui se rapportent au respect de l'individu se

⁷¹ Martin Buber. (1959). *La vie en dialogue*. Aubier: Éditions Montaigne, p. 231, 239, 242-243.

⁷² Martin Buber. (1959). *La vie en dialogue*. Aubier: Éditions Montaigne, p. 156-157, 181-184, 187, 193-197.

trouvent l'égalité et la confiance. Cependant, il aurait été fortement apprécié d'en savoir davantage sur la manière dont Honda opérationnalise de tels objectifs, louables par ailleurs.

- (3) initier des plans d'action concernant un dialogue sociétal (avec les communautés locales, partout où l'entreprise fait affaires, et plus particulièrement, avec divers groupes d'intérêt public et associations).

Dans son rapport de citoyenneté corporative 2014, l'entreprise américaine Walt Disney fait état de l'existence de son groupe aligné sur les principes du Ceres pour un développement durable. Ce groupe est composé de représentants d'organisations non-gouvernementales, d'investisseurs ayant des objectifs d'investissement socialement responsable, de représentants du milieu des affaires et d'autres leaders en matière de bonne citoyenneté corporative. Le groupe est à l'écoute des intérêts et besoins des parties prenantes de la compagnie Walt Disney. Il priorise les engagements de la compagnie, une fois qu'il a entendu toutes les parties prenantes. Des cibles à long terme sont identifiées pour chacun des sujets prioritaires. Nous pouvons questionner la faible représentation d'autres parties prenantes, en provenance des communautés locales et de divers groupes d'intérêt public. C'est là sûrement un point qui pourrait être amélioré. La manière dont l'entreprise fait état de la réalisation de telle ou telle préoccupation manifestée dans le passé par l'une ou l'autre de ses parties prenantes pourrait être mieux structurée et faire état des motifs pour lesquels certaines préoccupations ont reçu un niveau de priorisation plus ou moins élevé. Il demeure que c'est là une initiative fort prometteuse, que d'autres entreprises auraient avantage à imiter. Quand on considère le fonctionnement de ce groupe de parties prenantes de la compagnie Walt Disney, on peut accorder plus de crédibilité à des enjeux organisationnels qui sont mis de l'avant et qui paraissent encadrer le discours autant que les décisions prises par la compagnie: prendre soin du monde dans lequel nous vivons, renforcer les communautés locales, penser de manière créatrice, maintenir un environnement de travail respectueux, mettre sur le marché des produits responsables, agir de manière éthique afin de demeurer authentique. Tout cela prend plus de sens à partir du moment où nous constatons avec quel sérieux l'entreprise écoute les intérêts et besoins de ses parties prenantes.

4. EMMANUEL LEVINAS (1906-1995): ASSUMER NOS RESPONSABILITES, C'EST AUSSI ETRE RESPONSABLE DE LA RESPONSABILITE D'AUTRUI

La philosophie d'Emmanuel Levinas insiste sur notre être-dans-le-monde dans son rapport intrinsèque avec le visage de l'Autre. Être dans-le-monde, c'est être en relation avec Autrui qui nous révèle son visage. Le visage de l'Autre transcende infiniment tout ce que nous pensons penser et imaginer sur son identité, sur son moi. La relation avec Autrui est fondatrice de toute ontologie. Toute description de l'Être des étants demeure in-sensée si elle n'est pas précédée par la relation avec Autrui. Car ces étants que nous sommes sont en relation constante et ainsi au cœur même de notre existence personnelle. Il en résulte également une responsabilité envers la responsabilité d'autrui. Nous sommes responsables de contribuer à ce que les autres aient un espace de liberté et de responsabilité qui ne soit pas moindre que le nôtre. C'est à chaque instant, à travers de nos paroles, gestes, attitudes et actions, que nous pouvons lutter pour que les autres aient un espace de liberté et de

responsabilité qui ne soit aucunement réduit pas quelque abus de pouvoir ou forme de domination.

4.1. Existence, être-dans-le-monde et impersonnalité

Pour Heidegger, tant que la compréhension de l'Être du *Dasein* est ontiquement possible, « il y a » l'Être. Le « il y a » est ce par quoi l'Être du *Dasein* est défini. Le « il y a » est également intrinsèquement lié au monde. L'être-jeté du *Dasein* fait qu'« il y a » un temps public, le temps de l'horloge. Le « il y a » s'applique également à la vérité même de l'Être. Il n'y a de vérité de l'Être que dans la mesure où « est » le *Dasein*⁷³. Levinas n'emprunta pas exactement le chemin existentiel tracé par Heidegger, car il lui reprochait de faire abstraction de l'altérité radicale. Selon Levinas, le « il y a » est l'indétermination absolue: un exister qui n'aurait aucun existant spécifique comme lui étant intrinsèquement lié. Sur ce point, Levinas s'accordait avec Heidegger⁷⁴. Mais Levinas en tirait la conséquence que le « il y a » est, en lui-même, anonyme et de ce fait, horrible car il paraît menacer tout ce qui peut être personnel. Le « il y a » n'est ni le néant (parce qu'on ne peut pas affirmer que le « il y a » n'est rien du tout), ni l'être (parce que rien dans le « il y a » n'est de l'ordre de l'être). Le « il y a » ne peut ainsi être porteur d'aucun sens, d'où l'horreur qu'il suscite inmanquablement⁷⁵. L'horreur est perceptible pour l'être qui est en quête de sens et qui a la certitude (subjective) qu'il/elle peut trouver un sens quelconque aux êtres, aux choses et aux phénomènes. L'horreur est également perceptible à qui adhère au nihilisme, à l'absence radicale de sens dans l'existence. Elle est simplement alors beaucoup plus intense, car elle a la saveur du scandale, de l'intolérable, de l'inacceptable. Le « il y a », en tant qu'événement impersonnel, inclut tout ce qui est (choses, êtres, phénomènes, événements, ainsi que la conscience de chacun d'eux). Levinas définit le « il y a » comme la veille à laquelle participe anonymement la conscience. Dans le « il y a », tout ce qui est saisi par notre conscience est absolument sans fondement: la pensée dont nous devenons l'objet devient elle-même anonyme. Elle n'est plus nôtre, en dépit du fait que c'est bien de notre pensée dont il s'agit. À travers l'anonymat, elle ne nous appartient plus totalement. C'est pourquoi, suggérait Levinas, la dépersonnalisation du moi en découle. L'anonymat n'évacue pas l'être, mais nous enlève toute aspiration, tout souci fondamental le concernant. « L'être n'est plus l'être de personne », clamait Levinas. Cela débouche, selon Levinas, sur l'extinction du sujet. En effet, un moi qui se dépersonnalise ne peut qu'évacuer, du même souffle, le sujet qui le définit⁷⁶. Levinas définissait le « il y a » comme le poids incommensurable de l'altérité radicale (l'Absolument autre) qui est supportée par une subjectivité (celle du sujet énonçant le « il y a ») qui pourtant n'en est nullement le fondement⁷⁷. Le « il y a » impose l'absence d'étants spécifiques, il est leur exclusion absolue par la voie de l'impersonnel. D'où le sentiment de l'horreur qui s'ensuit dès qu'on s'y frotte le moins. Pourtant, le « il y a »

⁷³ Martin Heidegger. (1962). *Being and Time*. New York: Harper and Row Publishers, p. 26, 102, 255, 257, 271-272, 364.

⁷⁴ Martin Heidegger. (2017). *Vers une définition de la philosophie*. Paris: Seuil, p. 95-96.

⁷⁵ Emmanuel Levinas. (1968). *Totalité et infini. Essai sur l'extériorité*. La Haye: Martinus Nijhoff, p. 117, 257; Emmanuel Levinas. (1996). *Éthique et infini*. Paris: Le livre de poche, p. 38-41.

⁷⁶ Emmanuel Levinas. (1947). *De l'existence à l'existant*. Paris: Éditions de la revue Fontaine, p. 109-112.

⁷⁷ Emmanuel Levinas. (1974). *Autrement qu'être; ou, Au-delà de l'essence*. La Haye: Martinus Nijhoff, p. 255.

voit s'agripper à lui nombre d'êtres, d'objets et de phénomènes. Levinas en conclut que le « il y a » reflète l'être en général, d'où son caractère éminemment impersonnel. Être conscient, c'est être arraché au fait d'être agrippé à l'horreur de l'« il y a »⁷⁸. La conscience surgit du moment où un existant concentre son attention sur sa propre existence, sur le fait même qu'il existe et sur ce que cela signifie et implique pour lui d'exister. Être conscient, c'est être incapable de se séparer de nous-mêmes, être accablé par ce moi dont nous ne pouvons et ne pourrions jamais nous détacher⁷⁹.

Levinas s'opposait fermement au principe sartréen à l'effet que l'existence précède l'essence. Car pour Levinas, la valeur (essence) constitue l'être (existence). L'existence n'est pas condamnée non plus à la liberté. Nous investissons plutôt notre propre existence en tant que liberté. Le « là » du *Dasein* heideggerien n'est plus le même chez Levinas. Le « là » de l'existant est plutôt une immanence au monde, une sensibilité localisée ici et maintenant qui précède tout exercice de la pensée et tout travail, toute œuvre accomplie ou à accomplir dans le monde. Sentir, c'est « se tenir chez soi », habiter le monde qui est le nôtre. Levinas affirmait que la caractéristique essentielle de l'être-dans-le-monde consiste dans la sincérité de l'intention. Contrairement à la philosophie existentielle-ontologique de Heidegger, Levinas adoptait un point de vue existentiel-ontique. Levinas était d'accord avec Heidegger que la notion de monde ne pouvait être élucidée en faisant simplement la somme des objets qui se trouvent dans le monde. Car cela équivaldrait à dire le monde en se situant d'emblée à l'intérieur de ce monde que nous voulons refléter, montrer du doigt. Mais d'après Levinas, Heidegger a négligé de considérer ce qui fait la particularité de l'être-dans-le-monde, c'est-à-dire la sincérité de son intention. Ce faisant, Heidegger a évacué toute notion d'intériorité⁸⁰. Dans *L'Être et le Temps*, Heidegger passait presque sous silence l'importance de la philosophie existentielle de Kierkegaard, non pas seulement à cause de ses racines chrétiennes - Heidegger reconnaissait tout de même la justesse de l'analyse kierkegaardienne de l'angoisse existentielle -, mais aussi parce que la notion d'intériorité chez Kierkegaard l'aurait projeté sur des terres qu'il ne souhaitait pas labourer⁸¹. Levinas a bien vu que la finitude telle que définie par Heidegger se résumait à l'être-pour-la-mort. Mais il s'opposait à cette vision de la finitude radicale qu'est la mort à venir. Pour Levinas, le caractère « à-venir » de la mort en fait un « pas-encore » contre lequel chaque être humain se butte et lutte. Levinas proposait ainsi qu'il s'agit plutôt d'un « être contre la mort », au sens où dans la conscience même de l'inévitabilité de notre propre mort, nous nous retirons d'elle, de sa présence à venir. Nous savons que la mort est inévitable, mais nous luttons contre elle. Non pas en pensant pouvoir changer quoi que ce soit à son inévitabilité, mais parce que notre vie elle-même nous pousse à aller de l'avant, quoiqu'il arrive. Levinas croyait que la mort peut être interprétée ou bien en tant que passage vers le néant, ou bien comme une transition vers une existence autre. Mais il affirmait qu'en aucun cas, nous ne détenons de certitude à cet effet, puisque nous ne connaissons pas ce dont est faite l'après-vie: le néant ou autre chose?

⁷⁸ Emmanuel Levinas. (1994). *L'intrigue de l'infini*. Paris: Flammarion, p. 104-109.

⁷⁹ Emmanuel Levinas. (2007). *Le temps et l'autre*. Paris: PUF/Quadrige, p. 31, 36-37, 57.

⁸⁰ Levinas, *De l'existence à l'existant*, p. 63-65; Levinas, *Totalité et infini. Essai sur l'extériorité*, p. 7, 57, 84, 111-112, 125; Emmanuel Levinas. (1972). *Humanisme de l'autre homme*. Fata Morgana, p. 100-101.

⁸¹ Martin Heidegger. (1962). *Being and Time*. New York: Harper and Row Publishers, p. 278 note vi, 494.

Levinas en conclut que la mort est la manifestation la plus radicale de la finitude existentielle et qu'elle ne peut nous apparaître que comme un mystère. L'instant suprême de la mort, selon Levinas, n'est pas exceptionnel parce qu'il se situe justement au seuil (juste avant le néant, ou juste avant une existence autre), mais plutôt parce que cet instant signifie que plus aucune possibilité-d'être en cette vie ne peut être choisie et actualisée. Il en résulte une peur absolue, parce que l'instant de la mort est le choc le plus violent qui soit. Levinas mentionnait que cette peur de la mort à venir, de cette violence absolue de l'instant suprême se prolonge, dans la vie quotidienne, dans une peur de ce qui est absolument imprévisible. Levinas définit le visage de l'autre comme « la manière dont se présente l'Autre, dépassant l'idée de l'Autre en moi »⁸². Le visage de l'Autre dépasse toujours ce que nous pouvons en penser: Autrui est l'Absolument autre. Dans sa dimension de transcendance, l'Autre représente, pour-nous, l'absolument imprévisible. La peur de l'Autre s'enracine, à travers une antériorité inconsciente, dans la peur de l'instant suprême de la mort⁸³.

Pour Levinas, dans l'être-avec-autrui heideggerien, l'être-avec-les-autres appartient à l'être-dans-le-monde et est, par-dessus tout, à côté des autres. Il n'est pas devant le visage d'Autrui. Il peut bien décliner le souci pour son être en diverses préoccupations (ou sollicitudes) envers les autres. Mais il ne se définit pas à partir du visage d'Autrui. C'est pourquoi Levinas affirmait que l'être-pour-l'autre est fait « de chair et de sang ». Son caractère « pour-autrui » est existentiellement incarné. Alors que l'être-avec-les-autres heideggerien est existentiellement-ontologiquement analysé, l'être-avec-les-autres levinassien est véritablement un être historiquement et matériellement incarné. D'un tel enracinement, il tire sa subjectivité⁸⁴. Dans l'existence, nous sommes avec-les-autres, mais constamment seuls. La condition existentielle est, selon Levinas, constituée de notre solitude insurpassable et de notre être-avec-les-autres. Notre être-seul et notre être-avec-les-autres ne se contredisent pas. Ils constituent les deux faces d'une même condition existentielle. Être-seul, c'est ne pouvoir être autrement que dans nos pensées, paroles, émotions, attitudes, gestes et actions. Être-avec-les-autres, c'est ne pouvoir nous définir nous-mêmes qu'en-face-des-autres. Divers facteurs de conditionnement renforcent autant notre être-seul que notre être-avec-les-autres. Seul « existe » vraiment l'être conscient des facteurs de conditionnement qui sont insurpassables parce qu'ils font partie intégrante de son existence. Sinon, un être vit, mais sans exister⁸⁵. Exister suppose d'être assujéti aux structures même de l'existence et d'en être pleinement conscient. Pour Levinas, l'être conscient « a » du temps. Bien que ce temps ne fasse que passer, il est au cœur même de la conscience d'exister. Avoir du temps - un certain temps-qui-passe, puisqu'il est le mien -, c'est avoir une intériorité qui est mienne.

⁸² Emmanuel Levinas. (1968). *Totalité et infini. Essai sur l'extériorité*. La Haye: Martinus Nijhoff, p. 21.

⁸³ Emmanuel Levinas. (1968). *Totalité et infini. Essai sur l'extériorité*. La Haye: Martinus Nijhoff, p. 9, 199, 211-212.

⁸⁴ Emmanuel Levinas. (2010). *Entre nous. Essai sur le penser-à-l'autre*. Paris: Le livre de poche, p. 126, 209-211; Emmanuel Levinas. (1974). *Autrement qu'être; ou, Au-delà de l'essence*. La Haye: Martinus Nijhoff, p. 119, 126, 255.

⁸⁵ Emmanuel Levinas. (2007). *Le temps et l'autre*. Paris: PUF/Quadrige, p. 21, 25.

La possession d'un certain temps-qui-passe n'arrête qu'à la mort. L'anticipation de cet instant suprême de l'existence ne peut que susciter l'angoisse d'exister⁸⁶.

4.2. Responsabilité pour-autrui et visage de l'Autre

Pour Levinas, chacune et chacun d'entre nous sommes responsables des fautes commises par les autres: non pas une responsabilité entièrement personnelle, mais plutôt une participation de tout notre être à ce qui a, de près ou de loin, amené la commission de cette faute. Nous portons en nous une part individuelle de la responsabilité collective. Cela s'applique aux gens qui sont « la plupart du temps » malhonnêtes, aux gens malhonnêtes qui redeviennent honnêtes (sous le coup d'une conversion d'ordre moral, et parfois aussi d'ordre religieux/spirituel) et aux gens qui étaient « généralement » honnêtes et qui ont versé dans la malhonnêteté, le temps de quelques actions ou de façon plus durable. C'est à tous ces gens que s'étend notre participation individuelle à la responsabilité collective⁸⁷. Levinas définissait la responsabilité comme une expression de la relation authentique que nous entretenons avec les autres, quels qu'ils soient. Contrairement à Sartre, Levinas suggérait que nous sommes responsables de la responsabilité d'autrui. C'est ce que signifie notre être-pour-autrui. La responsabilité est, pour Levinas, la structure fondamentale de la subjectivité⁸⁸. En athée convaincu, Sartre pouvait clamer que nous ne pouvons être responsables de notre propre responsabilité, puisque notre être n'a aucun fondement, aucune nature qui le prédéfinisse. Encore moins, pourrait-il être responsable de la responsabilité des autres. Mais Levinas réfléchit dans une perspective théiste et ne peut, par conséquent, adhérer à la dés-essentialisation opérée par l'existentialisme sartréen. Affirmer que nous sommes responsables de la responsabilité d'autrui ne signifie pas que nous saurons, dans tous les cas, comment nous devrions agir pour assumer cette responsabilité, ni que nous agirons effectivement de manière à l'assumer. Être responsable de la responsabilité d'autrui ne suggère pas que nous n'ayons d'autre choix que de l'accepter, ou que les autres n'aient qu'à accepter ce fait inéluctable. Cela signifie plutôt que toute relation avec autrui est tissée dans la responsabilité. Chaque partenaire de la relation n'a pas que sa responsabilité qui lui est propre. Il a aussi sur les épaules la responsabilité de l'autre avec qui il entre en relation. Concrètement, nous avons à instaurer les conditions d'existence les meilleures pour que l'autre qui nous fait face puisse assumer ses propres responsabilités. Voilà comment nous sommes responsables de la responsabilité d'autrui.

Si nous n'avions que nos propres responsabilités personnelles à prendre en ligne de compte, nous pourrions rapidement devenir indifférents des conditions existentielles qui restreignent, chez les autres, l'exercice de la liberté (par exemple, le sexisme, le racisme, l'exploitation socioéconomique). Mais ce n'est pas le cas. Être soi-même, c'est être responsable autant de nos propres actions que de la responsabilité d'Autrui. C'est ce que Levinas voulait signifier en parlant d'« avoir une responsabilité de plus ». Nous sommes responsables de la responsabilité d'autrui, et sans que nous ne devons entretenir à cet égard aucune exigence de réciprocité. La réciprocité est, bien sûr, souhaitée pour que l'arrimage des responsabilités de tout un chacun puisse favoriser la naissance de liens de solidarité et de compassion. Mais

⁸⁶ Emmanuel Levinas. (1968). *Totalité et infini. Essai sur l'extériorité*. La Haye: Martinus Nijhoff, p. 27-28, 214; Emmanuel Levinas. (1996). *Éthique et infini*. Paris: Le livre de poche, p. 31.

⁸⁷ Emmanuel Levinas. (1963). *Difficile liberté*. Paris: Albin Michel, p. 38.

⁸⁸ Emmanuel Levinas. (1996). *Éthique et infini*. Paris: Le livre de poche, p. 91-93.

nous n'avons pas à entretenir quelque attente spécifique à ce sujet. Chaque partenaire de la relation doit assumer, à sa manière et au temps voulu, sa responsabilité envers la responsabilité d'autrui. Il ne peut échapper à cette responsabilité. Il peut seulement différer le moment où il décidera de l'assumer pleinement. Pour Levinas, la responsabilité pour nos actions se conjugue avec la responsabilité envers la responsabilité d'autrui, les deux convergeant à créer notre propre moi. Être libre implique d'être responsable. La justification morale de notre liberté individuelle ne vient pas seulement de notre étance, en tant qu'êtres existentiellement libres. Elle vient plutôt de la responsabilité que nous avons envers la responsabilité d'autrui. Levinas adoptait le principe de Dostoïevski selon lequel je suis « coupable de tout et de tous devant tous »⁸⁹. Être libre suppose d'assumer toute la responsabilité que nous avons envers la responsabilité d'autrui, toute la responsabilité que nous avons de contribuer à mettre en place des conditions de liberté qui permettent aux autres d'être aussi libres que tout un chacun. « Être libre, c'est construire un monde où l'on puisse être libre », clamait Levinas dans *Totalité et infini*⁹⁰.

Heidegger disait que l'Être a été jeté dans l'existence. Le fait d'être-jeté dans l'existence appartient au *Dasein* et manifeste la condition d'être-dans-le-monde. Pour Heidegger, l'être-jeté dans l'existence est l'être-jeté dans des possibilités-d'être qui sont sujettes à projection. En voulant devenir l'être que nous choisissons d'être, nous identifions des possibilités-d'être qui, parmi toutes celles possibles, nous attirent davantage. Nous choisissons quelles possibilités-d'être nous tenterons d'actualiser et écartons, du coup, toutes les autres. Qu'elles soient ou non choisies, les possibilités-d'être font partie de l'autorévélation du *Dasein*. Pour Levinas, l'être-jeté heideggerien réfère à une existence qui précède l'étance, compte tenu que la relation avec Autrui est reléguée au second plan. Levinas suggérait que l'être-jeté dans l'existence exclut qu'il y ait quelque volonté d'exister qui lui soit antérieure. L'être-jeté dans l'existence exprime simplement le fait d'être-sans-avoir-choisi-d'être⁹¹. Être-avec-les-autres implique la conscience de notre finitude existentielle. Exister, c'est être seul. Être-avec-les-autres ne fait aucunement disparaître le fait inéluctable que nous sommes existentiellement seuls, dans notre pensée, dans les paroles que nous choisissons de prononcer, dans nos sentiments et émotions, dans les gestes et attitudes que nous choisissons d'adopter et dans les actions que nous décidons d'entreprendre. Partout, cette solitude existentielle implique un être-libre, y compris dans les rapports que nous entretenons avec les autres⁹². Être-avec-les-autres est, chez Levinas, une condition pré-ontologique. Car pour Levinas, la relation avec les autres précède tout ontologie. Si l'ontologie décrit l'être des étants, dès lors elle ne peut

⁸⁹ Voir à cet effet: Fedor Dostoïevski. (1973). *Les frères Karamazov*. Paris: Gallimard, p. 240, 406.

⁹⁰ Emmanuel Levinas. (1968). *Totalité et infini. Essai sur l'extériorité*. La Haye: Martinus Nijhoff, p. 140; Emmanuel Levinas. (1996). *Éthique et infini*. Paris: Le livre de poche, p. 93-95; Emmanuel Levinas. (2010). *Entre nous. Essai sur le penser-à-l'autre*. Paris: Le livre de poche, p. 71, 117; Emmanuel Levinas. (1974). *Autrement qu'être; ou, Au-delà de l'essence*. La Haye: Martinus Nijhoff, p. 228.

⁹¹ Emmanuel Levinas. (2003). *On Escape*. Stanford: Stanford University Press, p. 69, 75; Emmanuel Levinas. (1999). *Alterity and Transcendence*. New York: Columbia University Press, p. 19; Emmanuel Levinas. (2007). *Le temps et l'autre*. Paris: Quadrige/PUF, p. 24-26.

⁹² Emmanuel Levinas. (2007). *Le temps et l'autre*. Paris: Quadrige/PUF, p. 21.

précéder la relation qui s'est tissée entre eux dans l'existence. C'est plutôt dans cette relation que toute description de l'Être des étants prend son sens⁹³.

Pour Levinas, nous ne pouvons nous individualiser sans assumer notre responsabilité ontique envers les autres. Exister, c'est être responsable de la responsabilité d'autrui. Pour être la personne que nous décidons librement d'être et de devenir, nous devons assumer le défi d'œuvrer, à chaque instant, pour que les autres soient aussi libres que nous le sommes. Notre responsabilité débordé notre être et englobe tous les autres. S'individualiser n'est pas uniquement un processus qui tourne autour de l'identification d'un moi à structurer, mais également un processus qui s'inscrit dans une dynamique relationnelle avec les autres. Or, dans cette dynamique, se trouvent les enjeux cruciaux liés à l'espace de liberté et de responsabilité qui est laissé aux uns et aux autres dans leur existence. Pour Levinas, il apparaît clair que nous ne pouvons être réellement la personne que nous voulons être, sans être responsable de la responsabilité des autres. Si nous tentons de le faire, en négligeant de nous préoccuper de l'espace de liberté et de responsabilité dont les autres bénéficient, nous ne parviendrons pas à être la personne que nous souhaitons être, peu importe les apparences que nos changements intérieurs peuvent laisser planer⁹⁴. À chaque instant, nous sommes responsables de l'espace de liberté et de responsabilité dont bénéficient les autres, quel que soit le contexte social, culturel, économique, politique, religieux/spirituel dans lequel ils/elles vivent⁹⁵.

D'après Levinas, le visage de l'Autre constitue la manière dont les autres révèlent qui ils/elles sont. Le visage de l'Autre transcende ainsi toute idée que nous pouvons nous faire sur les autres. C'est l'autorévélation du moi de l'autre qui est en jeu, peu importe si cela correspond ou non à l'idée que nous nous faisons du moi de l'autre⁹⁶. Le visage de l'Autre présuppose que les étants sont antérieurs à l'Être et qu'ainsi la relation entre les étants précède tout questionnement et discours d'ordre ontologique. Nos relations avec Autrui sont teintées par l'immédiateté, puisque les autres sont en-face-de-nous. La position existentielle de chaque être humain est d'être en-face-des-autres. Elle est ainsi immédiate, inévitable. Cette position existentielle précède tout discours que nous pourrions faire sur l'être en tant qu'être. À chaque instant de notre vie, nous sommes en-face-des-autres. Cette position existentielle est insurmontable, puisqu'elle fait partie intégrante de ce que cela signifie d'exister. Contrairement à Heidegger, Levinas ne considérerait pas que l'Être constituât l'horizon à partir duquel les étants surgissent dans l'existence. Levinas constatait qu'Heidegger avait écarté la relation avec l'Autre comme étant constitutive de l'existence elle-même. Levinas pensait que c'était là une erreur fondamentale qui nous faisait négliger la responsabilité que nous avons envers les autres⁹⁷. La responsabilité que nous avons quant à l'espace de liberté et de responsabilité dont disposent les autres dans leur existence implique

⁹³ Emmanuel Levinas. (1994). *L'intrigue de l'infini*. Paris: Flammarion, p. 127-129; Emmanuel Levinas (1968). *Totalité et infini. Essai sur l'extériorité*. La Haye: Martinus Nijhoff, p. 18, 132.

⁹⁴ Emmanuel Levinas. (2012). *Humanisme de l'autre homme*. Paris: Le livre de poche, p. 53; Emmanuel Levinas. (1996). *Éthique et infini*. Paris: Fayard, p. 97.

⁹⁵ Emmanuel Levinas. (2012). *Humanisme de l'autre homme*. Paris: Le livre de poche, p. 10-12.

⁹⁶ Emmanuel Levinas (1968). *Totalité et infini. Essai sur l'extériorité*. La Haye: Martinus Nijhoff, p. 21, 53.

⁹⁷ Emmanuel Levinas (1968). *Totalité et infini. Essai sur l'extériorité*. La Haye: Martinus Nijhoff, p. 22-23, 39.

que nous sommes proches des autres. La distance entre les êtres imposée par la solitude existentielle est contrebalancée par la proximité des autres, qui sont en-face-de-nous. Nous ne pouvons nier la différence radicale de l'Autre (ou leur altérité radicale), car à chaque fois que nous considérons le visage de l'Autre, il dépasse toujours tout ce que nous pouvons en percevoir et imaginer. Le visage de l'Autre est aussi le reflet d'une différence radicale qui ne peut que nous réjouir (compte tenu de notre volonté d'individualisation) et nous défier à la fois (comme insistance sur la nécessité d'être en dialogue avec celles/ceux qui sont en-face-de-nous. L'indifférence heideggerienne envers le visage de l'Autre risque fort d'emporter une indifférence envers l'importance ontique de la relation avec Autrui. Levinas suggérait ainsi que la différence radicale de l'Autre ne peut être écartée du revers de la main, par une indifférence ou l'inconscience de l'importance de cette altérité pour notre processus d'individualisation. La préoccupation que nous pouvons avoir envers Autrui provient justement de cette différence radicale qui peut à la fois nous effrayer et nous attirer, mais envers laquelle nous ne pouvons demeurer indifférents. Levinas voyait dans cette proximité de l'Autre une manifestation de la fraternité humaine. La proximité de l'Autre permet de dévoiler son visage. La différence radicale de l'Autre est inévitable. La proximité avec Autrui ne peut être elle-même définie. Elle fait simplement partie de ce que cela signifie d'exister. C'est parce que nous sommes en-face-des-autres (position existentielle de proximité) que nous pouvons nous ouvrir à leur altérité radicale et devenir responsables de la responsabilité d'Autrui⁹⁸.

Autrui est totalement indépendant du moi qui est le nôtre. Seule l'altérité radicale peut interpeller notre moi et le sortir hors de lui-même. L'infini de l'Autre, c'est la présence de son visage en-face-de-nous, ce qui implique nécessairement une forme de transcendance. Le visage de l'Autre ne peut jamais être limité par les perceptions et interprétations que nous en faisons. Nous pouvons en percevoir mille et une facettes. Mais il se dérobe constamment à notre regard. La relation avec l'Autre est, dès lors, toujours désir métaphysique, puisque le visage de l'Autre est toujours autre que ce que nous pouvons en percevoir et en penser. Autrui nous demeure inévitablement étranger. La relation avec Autrui n'est possible qu'à travers le visage de l'Autre. Pour que cette relation existe, il faut non seulement la dimension de transcendance, mais également celle de l'accueil de l'Autre. Car sans accueil, le visage de l'Autre ne peut rendre effective sa dimension de transcendance. Celle-ci ne ferait qu'exister de manière « potentielle », ce qui viderait l'existence de tout sens. Avec l'accueil du visage de l'Autre, nous découvrons quelque chose d'absolument nouveau, qui dépasse toutes nos attentes, interprétations et préjugés. Dans cet accueil du visage de l'autre, commence véritablement une relation où nous parlons, avec l'autre, du monde que nous habitons. Mais cet accueil du visage de l'Autre n'est pas de tout repos. Car il remet inévitablement en question la manière dont nous exerçons notre liberté, et plus particulièrement, nos réactions (silences ou dénonciations) devant les injustices qui sont faites aux autres. La relation avec Autrui nous révèle que d'une manière ou d'une autre - par notre action ou notre inaction, nos paroles ou nos silences -, nous avons participé à la construction sociale de ces injustices. Levinas en arrivait ainsi à affirmer que « la société est la présence de l'être ». Car quand nous parlons d'un monde, nous sommes situés dans ce monde dont nous parlons, puisque

⁹⁸ Emmanuel Levinas. (1999). *Alterity and Transcendence*. New York: Columbia University Press, p. 23, 94, 138; Emmanuel Levinas. (1998). *Of God Who Comes to Mind*. Stanford: Stanford University Press, p. 71-72, 95, 162.

nous l'habitons. Ce monde est notre être, disait Levinas. C'est là le lieu de la moralité, là même où commence « l'œuvre de la vérité », où se réalise la « marche à la vérité ». Levinas définissait l'essence de l'être en tant qu'extériorité. L'être est un appel à Autrui. Cet appel d'un être envers Autrui vient fonder à la fois le visage de l'Autre et l'accueil qui en est fait. D'après Levinas, le visage de l'autre est présence de l'extériorité de son être. Exister, c'est être-pour-autrui. La vérité est relation avec l'extériorité de l'être, relation qui se tisse à travers le langage. La vérité est fondée sur notre rapport avec Autrui et, par voie de conséquence, sur la justice⁹⁹.

Voir le visage de l'autre, c'est contempler ce que nous ne sommes pas mais qui, en même temps, fait partie du monde qui est le nôtre. Reconnaître Autrui sans son altérité radicale par rapport à notre moi, c'est œuvrer à construire les conditions existentielles pour que nous puissions ensemble constituer une communauté authentique. Or, ce n'est qu'à travers notre moi que l'altérité radicale d'Autrui devient manifeste et rend possible le dialogue. En dialogue avec les autres, nous recherchons la vérité, non pas celle qu'ils peuvent prétendre détenir, ni même la nôtre, mais plutôt celle qui réside dans la relation que nous avons avec eux. Le dialogue avec Autrui nous apprend quelque chose d'important sur son être, sur les conditions d'exercice de sa liberté, sur sa capacité réelle d'assumer ses responsabilités, mais également sur nous-mêmes. Car en découvrant l'autre dans ses conditions de liberté et de responsabilité, nous prenons contact avec les conditions qui sont les nôtres. Et de cette correspondance, naît un mouvement qui nous pousse à assumer la responsabilité envers la responsabilité d'autrui. C'est dans cette correspondance des deux séries de conditions existentielles que prend place l'appel à la justice sociale. C'est cet appel qui rendra possible notre responsabilité envers la responsabilité d'autrui. Notre responsabilité face aux autres, suggérait Stan Knapp, rend possible que mon moi soit davantage déterminé par mon rapport aux autres que par mon rapport à moi-même¹⁰⁰.

La vérité n'est accessible que lorsque les limites d'exercice de notre liberté individuelle sont mises en question par celles se rapportant à la liberté d'Autrui. La responsabilité que nous avons envers la vérité et envers la quête qui nous pousse constamment vers elle ne peut être assumée qu'à travers l'exercice de notre liberté. C'est pourquoi Levinas disait que la vérité est l'exercice souverain de la liberté qui prend racine dans la société. La vérité ne peut qu'émaner de la justice. Les institutions sociales et politiques rendent possible l'exercice de la liberté si tant est qu'elles soient justes. Sinon, la liberté ne pourrait s'exercer pleinement. Aux yeux de Levinas, la liberté ne peut être qu'« institutionnellement incrustée »¹⁰¹. Pour Levinas, la responsabilité implique une relation authentique avec Autrui. Compte tenu que nous sommes en relation avec d'innombrables « autres », la question de la justice s'impose d'elle-même: justice dans la manière dont nous traitons les uns et les autres; justice dans les institutions sociales, économiques et politiques responsables de la répartition des richesses;

⁹⁹ Emmanuel Levinas. (1968). *Totalité et infini. Essai sur l'extériorité*. La Haye »: Martinus Nijhoff, p. 3-4, 18-21, 32-33, 42, 58, 62, 72, 148-149, 156, 167-171, 188, 194, 206-207, 267-269, 27, 275, 278, 280-281.

¹⁰⁰ Stan J. Knapp. (2017). « Weber and Levinas on Modernity and the Problem of Suffering: Reconstructing Social Theory as Ethically Framed Rather Than Epistemologically Framed ». *Current Perspectives in Social Theory* 35: 161 (145-170).

¹⁰¹ Emmanuel Levinas. (1968). *Totalité et infini. Essai sur l'extériorité*. La Haye: Martinus Nijhoff, p. 43-44, 74-75, 218-219, 279.

justice même dans les institutions religieuses/spirituelles¹⁰². Nous sommes responsables de nos actions. C'est là une responsabilité qui découle de l'exercice de notre liberté en entreprenant telle ou telle action. Nous ne pouvons pas nous décharger de cette responsabilité en l'imputant à quelqu'un d'autre, voire à la société où l'on vit. Pour Levinas, être soi-même exige d'être responsable de ses actions¹⁰³. Mais pour ce qui est de la responsabilité que nous avons envers la responsabilité d'autrui, elle va bien au-delà de notre liberté personnelle puisqu'elle est fondamentalement préoccupée par les conditions existentielles dans lesquelles les autres peuvent ou non exercer leur liberté. Notre responsabilité vise la sauvegarde de la liberté d'autrui, et non pas uniquement celle de notre propre liberté. Être responsable de la responsabilité d'autrui n'implique, selon Levinas, aucune attente de réciprocité. Nous n'avons même pas à nous soucier si les autres feront de même envers nous. Cette responsabilité envers Autrui s'inscrit bien avant que toute réciprocité soit prévue, initiée, ou contractée. Elle est, pour Levinas, purement altruiste et révélatrice de l'« interhumain ». Levinas se distinguait ainsi de Buber, en présupposant l'asymétrie de la relation avec Autrui dans la rencontre du visage de l'Autre, plutôt que la symétrie inhérente au rapport Je-Tu buberien¹⁰⁴. Être responsable de la responsabilité d'autrui, c'est œuvrer constamment, avec ardeur et enthousiasme, à ce que les autres puissent accéder à un niveau égal de liberté, de sorte qu'ils puissent, comme tout le monde, assumer leurs responsabilités dans le contexte le plus favorable possible¹⁰⁵. Levinas affirmait que notre responsabilité envers les autres est beaucoup plus importante que le seul fait d'assumer la responsabilité de nos actions. Elle est ce qui nous rend véritablement libres, parce qu'elle implique un engagement concret et soutenu vers la bonté et le Bien. Être responsable de la responsabilité d'autrui implique d'adopter envers autrui une attitude imprégnée de bonté, de générosité et de compassion. C'est ainsi que cette responsabilité « hors-champ » démontre que l'exercice de notre liberté est limité par l'existence de la liberté des autres¹⁰⁶. Être responsable de la responsabilité d'autrui, c'est sortir du cloisonnement du moi afin de pouvoir vivre-avec-Autrui. Mais cela n'implique pas nécessairement, suggérait Madeleine Fagan, que nous sachions, avec certitude, dans tous les cas, comment agir moralement¹⁰⁷. Les exigences que nous pose le visage de l'Autre sont toujours présentes, peu importe si nous parvenons à les circonscrire précisément et, par voie de conséquence, à élaborer la réponse la plus adéquate et pertinente possible à ces exigences. Étant donné que le visage de l'Autre nous demeure en partie inaccessible, nous ne sommes jamais certains de faire les bons choix, lorsque vient le temps de répondre aux exigences découlant de la révélation du visage de l'Autre.

¹⁰² Emmanuel Levinas. (1996). *Éthique et infini*. Paris: Le livre de poche, p. 82-84.

¹⁰³ Emmanuel Levinas. (1996). *Éthique et infini*. Paris: Le livre de poche, p. 97.

¹⁰⁴ Emmanuel Levinas. (1972). *Humanisme de l'autre homme*. Fata Morgana, p. 91; Emmanuel Levinas. (2010). *Entre nous. Essai sur le penser-à-l'autre*. Paris: Le livre de poche, p. 111-112, 114-115.

¹⁰⁵ Emmanuel Levinas. (1972). *Humanisme de l'autre homme*. Fata Morgana, p. 86-87.

¹⁰⁶ Emmanuel Levinas. (1993). *Dieu, la mort et le temps*. Paris: Grasset, p. 204-206.

¹⁰⁷ Madeleine Fagan. (2009). « The inseparability of ethics and politics: Rethinking the third in Emmanuel Levinas ». *Contemporary Political Theory*, 8(1): 5-22.

L'Autre est toujours autre que ce que nous croyons qu'il est. Autrui est, selon Levinas, l'« inenglobable »¹⁰⁸. Ce qui rend compte de notre liberté finie, c'est la transcendance infinie d'Autrui. Notre liberté n'a de sens que dans les limites que nous imposent la présence d'autrui ainsi que l'accueil, la compréhension, la générosité et la compassion que nous lui réservons. La liberté de l'Autre est semblable à la nôtre. Si ce n'était pas le cas, il y aurait divers types d'êtres humains, chacun étant doté d'une liberté qui lui serait spécifique. Mais tout esprit préoccupé par le sens de l'humanité refuse une telle catégorisation. Être en relation avec Autrui, c'est accepter le défi de redéfinir notre liberté, en considérant la liberté de l'autre ainsi que les interactions que nous avons entretenues et que nous continuons d'entretenir – l'ensemble de ces interactions contribuant à élaborer le tissu relationnel qui nous relie à l'autre. Pour Levinas, être libre signifie qu'à travers nos pensées, paroles, gestes, attitudes et actions, nous construisons un monde où chacun puisse être tout aussi libre que les autres. Selon Levinas, l'épreuve suprême de la liberté, c'est la souffrance. Car dans la souffrance, nous perdons une part de notre liberté, tout en demeurant un être aussi libre que les autres, du point de vue existentiel. Dans le cadre de notre étance, rien n'a alors changé. Mais nos conditions de vie, elles, se sont modifiées substantiellement. Il y a concrètement une réelle perte de liberté. La construction d'un monde où chaque personne puisse être tout aussi libre que les autres exige une réforme des institutions sociales, économiques, politiques, et même religieuses /spirituelles. La liberté n'a de prise sur le réel que grâce à ces institutions. Pour Levinas, la vérité est inséparable de ses diverses expressions historiques, et celles-ci passent par les institutions sociales, économiques, politiques, voire religieuses/spirituelles. Le pluralisme culturel des sens n'a lui-même de sens qu'à partir de la relation avec Autrui. Levinas suggérerait que la notion de sens implique de se sortir de soi-même pour marcher vers Autrui, l'Absolument autre que soi¹⁰⁹.

4.3. Implications de la prise en considération de la philosophie de Levinas pour le déploiement du discours corporatif sur la responsabilité sociale des entreprises

La philosophie de Levinas pourrait contribuer à élargir le champ dans lequel évoluent les rapports de responsabilité sociale des entreprises:

- (1) alimenter les discussions à tous les niveaux hiérarchiques quant aux meilleures méthodes visant à faciliter la compréhension dans les communications intra-organisationnelles, inter-organisationnelles et sociétales,
- (2) considérer l'altérité radicale comme un élément fondamental des stratégies communicationnelles, et revoir tous les processus dialogiques au sein de l'organisation en conséquence. Le leadership éthique dans l'organisation peut très certainement aider à opérer un tel tournant dans les stratégies communicationnelles, si tant est que ce leadership est véritablement centré sur la responsabilité que nous avons de faire ce qu'il faut pour que les autres aient les conditions d'existence (et de travail) leur permettant d'assumer leur propre responsabilité¹¹⁰. Le lien entre leadership éthique et engagements/réalisations corporatives en matière de

¹⁰⁸ Emmanuel Levinas. (1972). *Humanisme de l'autre homme*. Fata Morgana, p. 11.

¹⁰⁹ Emmanuel Levinas. (1972). *Humanisme de l'autre homme*. Fata Morgana, p. 30, 39, 42-43.

¹¹⁰ Isaac Mostovicz, Nada Kakabadse et Andrew Kakabadse. (2009). « CSR: the role of leadership in driving ethical outcomes ». *Corporate Governance* 9(4): 448-460.

responsabilité sociale ou de développement durable n'est pas encore évident, du moins dans les études empiriques sur le sujet. Il semble tout de même que le leadership éthique reflète (ou devrait refléter) une certaine sensibilité aux questions d'ordre éthique, de sorte que ces questions soient effectivement traitées à l'intérieur même des rapports de responsabilité sociale ou de développement durable¹¹¹,

Dans son rapport de responsabilité corporative 2016-2017, l'entreprise britannique Royal Mail plc affirme les buts de sa 'responsabilité intégrée'. On peut y voir représentés: la responsabilité envers les communautés locales, la responsabilité pour la protection de l'environnement, la responsabilité d'agir avec intégrité, la responsabilité de communiquer avec ouverture d'esprit et transparence. Cette notion de responsabilité intégrée, toute intéressante qu'elle puisse être, n'est cependant pas reliée aux principales valeurs de l'organisation. Même si l'entreprise fait le lien entre ses principales priorités stratégiques et les buts poursuivis par le fait d'assumer sa responsabilité corporative, elle ne rend pas clair et net le lien avec ses principales valeurs. Tout se lit ainsi dans ce rapport, comme si l'éthique organisationnelle était détachée complètement du discours de responsabilité intégrée que nous pouvons retrouver dans le rapport de responsabilité corporative. S'il y a un tel lien, pourquoi est-il tu? Si la manière dont la responsabilité intégrée doit être communiquée avec ouverture d'esprit et transparence, tel que le laisse entendre le rapport de responsabilité de Royal Mail plc, alors la tâche d'instaurer des processus dialogiques à cet égard devrait en découler tout naturellement. Cependant, rien n'est tenté à cet égard. Le seul fait que l'entreprise s'inspire des normes du GRI pour élaborer son rapport de responsabilité corporative n'est aucunement une garantie que des processus dialogiques seront mis en place, là où effectivement l'entreprise, à partir de ses propres engagements corporatifs, devrait en instituer.

- (3) renouveler le tissu relationnel au sein de l'organisation et avec toutes les parties prenantes externes afin de conserver constamment en priorité la compréhension de l'autre tel qu'il/elle est, dans le contexte qui est le sien,
- (4) être prêt à transformer toute la culture organisationnelle afin que la valorisation du visage de l'Autre et son infinité soient compris et reconnus par tous les membres de l'organisation, comme étant au fondement même de ses valeurs primordiales.

5. CONCLUSION

Les principales oubliées de la responsabilité sociale de l'entreprise sont les relations moi-Autrui (Buber, Levinas). Il n'est pas étonnant que ce soient là des absents. Car leur potentiel de révolutionner la vie organisationnelle est si grand qu'ils pourraient, à eux seuls, transformer totalement la façon de vivre en milieu organisationnel. La philosophie bubérienne a pour grand avantage de dévoiler le processus par lequel la relation Je-Tu peut devenir authentique/inauthentique, pouvant même éventuellement se transformer en relation Je-Cela. En termes d'humanisation des milieux organisationnels, elle porte un regard subversif pouvant renverser l'ordre établi dans les relations qu'entretient une entreprise avec

¹¹¹ Yongqiang Gao et Wei He. (2017). « Corporate social responsibility and employee organizational citizenship behavior. The pivotal roles of ethical leadership and organizational justice ». *Management Decision* 55(2): 294-309.

toutes ses parties prenantes, dans les relations entre les parties prenantes elles-mêmes et dans les relations entre les individus composant une même partie prenante (par exemple, les employés). L'éthique lévinassienne a souvent été décrite comme étant beaucoup trop exigeante pour être véritablement applicable dans la vie organisationnelle. Mais elle est porteuse d'une exigence fondamentale de justice et d'une ouverture tout aussi fondamentale à l'altérité représentée par les diverses cultures et religions/spiritualités du monde. L'éthique lévinassienne peut permettre de réinterpréter l'altérité radicale des autres dans le milieu des entreprises, quelle que soit la nature de ces « autres ». Ce faisant, elle peut tendre à faire disparaître la peur des autres, qui génère tant d'incompréhension, d'agressivité et d'injustice¹¹². Mais puisque la responsabilité envers les autres n'a pas de fin¹¹³ - le visage de l'Autre étant constamment en train de nous être révélé -, elle implique des transformations radicales lorsqu'elle est appliquée en milieu organisationnel. Il en découle des exigences de justice qui ne pourront jamais être reportées à plus tard, ou réduites par quelque jeu de pouvoir. L'éthique lévinassienne a un tel pouvoir subversif qu'elle a le potentiel de révolutionner de fond en comble les fondements des organisations elles-mêmes.

La philosophie de Buber et celle de Levinas dépassent l'être-dans-le-monde heideggerien qui n'abordait pas en profondeur l'importance de la relation avec Autrui. Dans la philosophie heideggerienne, Autrui demeure masqué derrière l'Être-avec-les-autres, de sorte ni la relation Je-Tu (Buber) ni le visage de l'Autre (Levinas) ne soient des préoccupations philosophiques. Heidegger avait cependant le mérite d'insister sur notre responsabilité envers le choix de nos possibilités-d'être, compte tenu que le Soi du *Dasein* cherche constamment à devenir qui il est. Buber et Levinas vont plus loin encore, en insistant sur la nécessité, dans le cadre de ce processus d'individualisation et de réalisation de soi, de tenir compte de la relation avec Autrui ainsi que de notre position existentielle d'être en-face-des-autres.

¹¹² Malcolm Lewis et John Farnsworth. (2007). « Financialisation and the ethical moment: Levinas and the encounter with business practice », *Society and Business Review*, 2(2): 179-192; John Desmond. (2007). « Levinas: beyond egoism in marketing and management ». *Business Ethics: A European Review*, 16(3): 227-238.

¹¹³ David Bevan et Hervé Corvellec. (2007). « The impossibility of corporate ethics: for a Levinasian approach to managerial ethics ». *Business Ethics: A European Review*, 16(3): 217 (208-219).



The Fed as a Moral Enterprise - A Framework for Decision-Making

BY/PAR JOHN D. FELDMANN

Senior Fellow for Ethics and Political Economy at the Center for Financial Stability, NYC

ABSTRACT

Central bankers are currently rethinking the frameworks of monetary policy in light of the extreme disruptions and unprecedented policies of the Global Financial Crisis. The paper examines whether a rule based approach that incorporates moral considerations beyond economic utilitarianism could provide a more fair, effective and stable monetary system. It demonstrates that criticisms of Fed policies raise moral questions that reflect a widely held normative framework in the monetary arena. The paper abstracts from the criticisms and elaborates a pluralistic framework based in the work of moral philosopher W.D. Ross consisting of the basic duties of non-harm, beneficence, fidelity, justice, and reparation. It outlines a decision system that relies on moral intuition and strict attention to the facts to balance competing considerations and derive the duty to be followed in the particular circumstance.

Keywords: Monetary Policy, Fed, W.D. Ross

RÉSUMÉ

Les banquiers centraux repensent actuellement les cadres de la politique monétaire à la lumière des perturbations extrêmes et des politiques sans précédent de la crise financière mondiale. L'article examine si une approche fondée sur des règles qui intègre des considérations morales au-delà de l'utilitarisme économique pourrait fournir un système monétaire plus juste, efficace et stable. Il démontre que les critiques des politiques de la Fed soulèvent des questions morales qui reflètent un cadre normatif largement répandu dans le domaine monétaire. L'article résume les critiques et élabore un cadre pluraliste basé sur le travail du philosophe moral W.D. Ross, composé des devoirs fondamentaux de non-préjudice, de bienfaisance, de fidélité, de justice et de réparation. Il décrit un système de décision qui repose sur l'intuition morale et une attention stricte aux faits pour équilibrer les considérations alternatives et dériver le devoir à suivre dans les circonstances particulières. **Mots-clés:** politique monétaire, Fed, W.D. Ross

JEL Classification: A13; B42; E58

1. INTRODUCTION

A crisis within a crisis has been brewing in the gatherings of central bankers and monetary policy mandarins over the past decade. At one level, the deliberations have involved the financial and economic crisis and the technical aspects of macroeconomics and monetary theory. But on closer analysis, one perceives a deeper crisis within - an economic establishment at odds at a theoretical level over what kind of monetary system we want, or better said, what kind of thinking is needed to manage the global monetary system in a way that is fair and beneficial to all.

Bringing the deeper crisis to a head were the decisions by the US Federal Reserve under Chairman Ben Bernanke to institute a series of unprecedented and unconventional monetary policies in response to the great financial crisis, lowering interest rates to zero and buying more than four trillions of dollars in US Treasury and Mortgage Securities in policies commonly referred to as ZIRP and QE. Welcomed initially, these policies were soon met by allegations of serious adverse effects and heavy criticism from emerging market central bankers, from the Bank for International Settlements, and from many in academia. These criticisms were essentially a challenge to the basic rationale and methods of the Fed policies. The Fed's response was to dismiss the criticisms and justify the unconventional policies with the same formal methodologies and normative presuppositions from which they arose.

In a speech in September 2010 entitled "Implications of the Financial Crisis for Economics," Bernanke gave an indication he was aware of the challenge to the field raised by the financial crisis. "I don't think the crisis by any means requires us to rethink economics and finance from the ground up..." (Bernanke 2010). Contrary to Bernanke's dismissal, the financial crisis and the Fed policy responses had indeed brought the deeper crisis to the surface and raised the question whether economics did indeed require a different way of thinking from the ground up.

The methodologies used by the Fed presume that the monetary system is a technical enterprise best understood and managed with the formulae of mathematics and physics. I lay out the case in opposition that monetary policy is by its very nature a moral enterprise. By this I mean that moral considerations and normative judgements have a great deal to do with formulating monetary policy and in deciding what purposes it should serve. The challenge in rethinking economics has to do with determining how to make moral considerations count. As dominant member of the global monetary system, it is particularly incumbent on the Federal Reserve to recognize the moral responsibilities entailed in setting monetary policy. Indeed, I would make the claim that the only way the Fed can preserve its role as manager of the world's reserve currency is by adopting a monetary policy decision framework that explicitly justifies its policies transparently on the basis of moral presuppositions. In this essay I take an initial step in developing a decision framework that would incorporate the moral dimensions of a globalized monetary policy.

2. BACKGROUND IN BRIEF: FINANCIAL CRISIS, FED RESPONSES, CRITICISMS OF FED POLICIES

Most people are now familiar with the events and circumstances of the 2007–12 Great Financial Crisis: stock market crashes, a 30 percent collapse in US mortgage and housing prices, the bankruptcy of a number of leading US financial firms, the implosion and bailout of European banks and sovereigns. The economies of the developed world suffered what has become known as the Great Recession with negative GDP and high unemployment levels. In a series of policy moves, the Fed set about to open credit channels and stimulate economic growth and employment in the U.S. and they were largely successful. In the early days of QE even critics acknowledged that much of what the Bernanke Fed initially did was exactly right, "... In this matter, central bankers are deservedly heroes" (Rajan 2014b, 4).

However, the effects of the Fed policies were not all positive and soon criticisms emerged even from initial supporters. The Fed's monetary policy actions benefitted the U.S. but produced "spillovers" with negative side effects and "unintended consequences" that harmed the rest of the world (White 2012). The criticisms raised the moral question of whether the Fed was refusing to accept moral accountability for the consequences of its actions.

Researchers produced papers showing that low US interest rates and QE monetary expansion were leading to commodities price spikes and serious speculative demand shocks in the EME.¹ The EME finance ministers and central bankers who generally operate quietly behind closed doors began to blame openly the Fed policy and often Chairman Bernanke himself for these adverse consequences. One early critic was Guido Mantega, finance minister of Brazil, who called out Bernanke at an IMF meeting for undertaking "a selfish policy" and for "reignit[ing] the currency wars with potentially drastic consequences for the rest of the world"(Zhang 2012). 'Brazil's Finance Chief Attacks US over QE' (Rathbone and Wheatley 2012).

Mantega also put forward his complaints in a more official way in the IMF semi-annual proceedings.

Major reserve currency ... ultra-expansionary monetary policies [are] the primary trigger of many of today's economic woes. Excessive liquidity contributes to rapid credit expansion and asset price booms, as well as oil and other commodity price bubbles increase the cost of living, especially for the poorest (Mantega 2011, 1).

In addition to Mantega, there were many critics of Fed policy. "The printing press is turning non-stop and flooding the world with dollars" (Mercopress 2011). "... [T]he Fed's attempt to flood U.S. markets saw large amounts of cash spill over into emerging markets" (Mackintosh 2013, 11). Food price and currency distortions caused severe hardship in poor countries where food is a large percentage of the average household budget (Inman 2011; Melloan 2011). A former high level UN official summed it up "The Fed's expansionary monetary policy generates significant externalities for the rest of the world—effects that the Fed is

¹See as examples: Krichene (2008); Warnock and Warnock (2009); Neely (2011); Fratzscher, et al (2013); Ahmed and Zlate (2013); Rogers et al. (2014); Bowman et al. (2014); Bruno and Shin (2015); O Davis (2015).

certainly not taking into account” (Ocampo 2012). These all represent criticisms of the Fed based on moral considerations.

A look at the Fed responses suggests that Fed Chair Ben Bernanke was indeed dismissing the various charges and criticisms with little regard for moral responsibilities. Bernanke’s position was basically a denial of causation or causal responsibility for EME problems as contemporary accounts reflect: “Fed Chief Ben Bernanke Denies U.S. Policy behind Record Global Food Prices” (Blackden and Wilson 2011); “Bernanke Defends Fed from Claims It Is Being Selfish and Hurting Emerging Economies” (Zhang 2102); “[A]dvanced-economy monetary policies are not the dominant [causal] factor behind emerging market capital flows” (Bernanke 2012); “the linkage between advanced-economy monetary policies and international capital flows is looser than is sometimes asserted” (Bernanke 2012). Bernanke also defended unprecedented actions with claims that what he did for the US was actually good for the world economy as well. “This policy not only helps strengthen the U.S. economic recovery, but by boosting U.S. spending and growth, it has the effect of helping support the global economy as well” (Reuters 2012). The Bernanke Fed’s justification was “An unconventional monetary policy was necessary to keep the U.S. economy growing and effective. In that respect, it is in everyone’s interest to have the U.S. economy growing faster” (Anand and Bellman 2014).

Beyond dismissing the criticisms, Bernanke did not think the Fed was any way responsible for helping the EME, “...emerging markets have all the tools they need to address excess demand in those countries” (Bernanke 2012). And the Bloomberg news service reported Bernanke to say, “They [EME] know what to do in a world dominated by the Federal Reserve. If they don’t do it the Fed can’t do much about that” (Mckee 2015). Other members of the FOMC agreed putting it this way, “we only have a mandate to concern ourselves with the interest of the United States” and, “Other countries simply have to take that as a reality” (Kennedy, Zumbun, Kearns, 2013).

Another critic of Bernanke’s methods and policies, Raghuram Rajan, challenged Bernanke’s dismissive posture. At various times an IMF chief economist, Bank of India Governor, BIS researcher and University of Chicago professor, Rajan provided a narrative empirical account that directly questioned Bernanke’s reliance on methods of modelled abstraction.

“By downplaying the adverse effects of cross-border monetary transmission of unconventional policies, we are overlooking the elephant in the post-crisis room” (Rajan 2014a, 6).

This simple metaphor was essentially a frontal attack on the narrow theory of causation of the Fed methodologies that allowed the Fed to hold its cramped theory of moral responsibility.

Rajan also criticized a Fed monetary policy that “moves toward extremely and unconventionally accommodative policies” as a “...new, varied form of competitive easing” (Rajan 2014c, 2). In this way Rajan brought to the fore the key point that the Fed’s “unconventional” policies had broken with long established standards and rules of expected behavior among members of the global monetary system. Rajan called out the Fed’s methodology of lumping all countries together in a globally aggregated scorecard dismissing negative spillover effects and only taking into account the “net costs” in gauging its

successes. (Rajan, 2014b, 7) In an aggregated calculation of total benefits the elephant in the room disappears.

Not surprisingly, Bernanke reacted very strongly to Rajan's criticisms as the news accounts reflect "Banker showdown: Bernanke tells off India's Rajan" (Caruso-Cabrera. 2014).

A number of researchers stepped in to counter Bernanke's denials and disavowals. Most prominent was London Business School economist Helene Rey, one of Bernanke's sharpest critics in academia. Rey showed that the global benefits of Fed policies claimed by Bernanke were insubstantial, "the gains tend to be small; ...on the order of a few tenths of a percent" (Rey 2013,19). Rey also took on Bernanke's narrow theory of causal responsibility showing that the Mundell- Fleming Trilemma "misleads us" by assuming that a country has its own monetary policy in the face of Fed actions (Rey, 2014, 2). In a recent update of her early work, Rey was more direct, concluding that the Fed is the hegemon and US monetary policy the main driver of the global financial system, thus the Fed must take account of the negative consequences of its policies for the good of the rest of the world (Rey, Miranda-Aggripino, 2019, 31).²

In later responses Bernanke singled out Mantega, Rajan and Rey as his primary antagonists. (Bernanke 2015a, 52–64; Bernanke 2015b, 23–37). He basically dismissed them all saying the Fed was not responsible for the destabilizing effects of its policies and the causation relation is weak.³

"The relationship between the global financial cycle and destabilizing financial spillovers is a loose one, at best. ...there are many reasons for financial conditions to be correlated across countries, some of which are more benign" (Bernanke 2015b).

Bernanke thus denies causation and refutes the Fed's role in harms and injustices. When there were other actors or intervening events, the Bernanke Fed put the causation and blame on them and assumed no moral responsibility for the consequences of Fed policy action.

We see normative judgements throughout these criticisms of the Fed. Clearly, the crisis related events were seen as moral and not simply economic phenomena. When Mantega worries about the small countries unfairly paying a high price and the speculative commodity shocks burdening the poorest he is registering moral complaints about the harms caused by Fed policies. When Rajan criticizes Fed policies "...where the benefits are largely in the US, while the costs fall largely abroad..." he is registering a justice claim. When Rajan describes policies as "extreme and unconventional" and "competitive easing" he is complaining that

² The BIS researchers support the Rey thesis. For example, see G Plantin and HS Shin, 'Exchange Rates and Monetary Spillovers', BIS Working Papers No 537, Bank for International Settlements, January 2016.

³ Bernanke dismissed the Rey findings on formal methodological grounds - for "lack of global factor benchmark", for failure to consider "long period buildup effects" and also went on to dismiss Rey's criticisms of the Mundell-Fleming thesis. (Bernanke 2015b)

the excess leverage, capital surges and countries awash with dollars are the result of the Fed breaking the understood rules of the game. Rajan, Rey and others reflect the view that a high standard of moral responsibility is appurtenant to the Fed's status as hegemon and privileged reserve currency role of the US dollar. These criticisms can all be viewed as claims of moral norms breached and promises broken. In this essay, I will argue that in forming monetary policy the decision makers should take these moral considerations into account ahead of time. This means that a decision framework for the central bank as a moral enterprise must incorporate principles like non-harm, beneficence, and justice in its monetary decision framework.

In addition, underlying all the criticism is a constant refrain of the Fed's inability or refusal to take all of the facts and consequences of its actions into account - of a Fed disregarding the world around it and lacking information needed to manage the monetary system that it dominates. Rajan points to the elephant in the room that the Fed is ignoring. Ocampo speaks of the significant 'externalities' that the Fed certainly is not taking into account. Rey concludes the Fed is 'not paying attention' to the implications of its policies for the rest of the world. The off-hand dismissal of relevant facts by the Fed is in sharp contrast to the Fed critics' insistence on a full account of the situation at hand. This information selectivity or modeled abstractification of the facts is a serious deficiency in the Bernanke Fed's approach to policy making. Since a comprehensive factual account is essential to the resolution of moral problems, the Fed needs a better causation theory to support its decision framework. After outlining a rule based framework I discuss the broader theories of causation, recognition and probability needed for a monetary policy decision framework.

2.1. A Rule Based Moral Framework

To consider how moral considerations might be best accommodated in a Fed decision one must look closely at what a central bank decision involves. A central bank is not simply a financial institution where only economic consequences count. As we saw in the examples above, decisions of a monetary authority involve wide political, social and moral questions that cannot be properly accounted for if only economic utilitarian thinking is recognized. As can be seen in the EME criticisms there are questions of justice and of rules of the game not taken into account. One way to include such considerations would be to try to assign a value to injustices and harms and make that part of the cost/benefit calculations. But that is cumbersome if not impossible and basically concedes the argument for utilitarianism. Instead, I describe a duty based approach to monetary policy that includes a duty of welfare optimization. Thus, I take seriously the utilitarian perspective that it is already inherent in the Fed monetary policy role but in my approach it is only be one moral concern - or one duty - among several others. Further, I would go beyond the economic utilitarianism of the Fed and use the broader definition of ideal utilitarianism - where the goal is not only economic welfare but in making society and individual lives better off and the world as good a place as it can be.

Given the complexities of monetary policy decisions, I am proposing a pluralistic framework for deciding between competing moral duties and utilitarian considerations. It is based on the work of mid 20th century Scottish moral philosopher, W.D. Ross, for many years Professor and Provost at Oxford University. He was a leading figure in the "intuitionist school" of moral theory and the author of still influential works Foundations of Ethics and The Right

and the Good. Ross sought to find a common framework for implementing the key insights of both the duty-oriented approach associated with Immanuel Kant and the utilitarian approaches traced to John Stuart Mill and others. This framework suits the case at hand as the critics focus on harms and injustices of Fed policies, reflecting a Kantian perspective while on the other hand the Fed relies on the greater good reflecting the Mill utilitarian formulations. The Ross “pluralistic” framework thus presents itself as a useful framework for accommodating these differences.

Ross counted himself within the Kantian tradition and emphasized the importance of duties and rules that must be observed irrespective of the consequences or utilities to be maximized. However, Ross didn't reject consequentialism out of hand. His concern was that utilitarianism often made “consequences” the only consideration in a moral decision, putting the production of something in the future the primary focus of the moral task. As Ross puts it, this future oriented consequentialist perspective ignores the facts that “stare us in the face,” that the morally right thing to do often consists in being faithful to obligations established in the past without weighing the costs and benefits of doing so (Ross 1935, 1). Nevertheless, though Ross thought that utilitarianism was on its own an inadequate account of the morally right thing to do, unlike most orthodox Kantians he provided a framework that gave due regard for utilities and consequences as morally significant. Ross develops this account by including justice and utility in what he called *prima facie* duties and relying on deep appreciation of the facts and moral intuition to determine the *actual duty* is to be observed in a particular situation.

3. PRIMA FACIE DUTIES: CONDITIONAL VS. ACTUAL DUTIES

The Ross pluralistic form of intuitionism recognizes there are often multiple duties incumbent on the moral agent facing a particular decision. Ross's list includes a number of duties, most of which came up in the criticisms and in Bernanke responses: *beneficence*, or greater good; *non-maleficence* or harm avoidance; *fidelity*, or faithfulness to promises made; *justice*, of insuring fairness and equity; and *reparation*, or redressing previous wrongs (Ross 1935, 21). Taken together these *prima facie* duties constitute the “pluralistic” duty orientation of the Ross approach.

Ross makes the strong claim that these duties are self-evidently true and express the moral order that is a fundamental element of the universe.

[A *prima facie* duty] is self-evident just as a mathematical axiom, or the validity of a form of inference, is evident. The moral order expressed in these propositions is just as much part of the fundamental nature of the universe ... as is the spatial or numerical structure expressed in the axioms of geometry or arithmetic. (29, 30)

In our confidence that these propositions [of *prima facie* duties] are true there is involved the same trust in our reason that is involved in our confidence in mathematics; (30)

Calling moral duties as intuitively self-evident as a mathematical axiom seems a rather large claim. However, there does seem to be a broad intuitive recognition of these moral norms as we saw the moral concerns they reflect registered in the complaints of the Fed critics.

The idea of *prima facie* duty and the ‘actual duty’ to which it gives rise is solidly grounded in the facts.

A *prima facie* duty is something like a “conditional duty” - not yet a duty that is required to be performed until all the conditions and circumstances are known. (19)

The emphasis in Ross then is that although the moral decision involves discerning one’s moral duty, it is dependent on a thorough knowledge of the circumstances and a sorting through of the facts to determine which obligations call us to action. Once that is done, one of the conditional duties emerges (through a mental process described below) as the “duty proper” or the “actual duty.” (19, 20) In this emphasis on knowing the facts Ross’s system is relentlessly empirical.

An important insight is carried in the idea of “*prima facie*” duties. A sense of obligation to the other duties remains intact even when one is performing the “actual duty.” Ross thus captures something quite important here about moral psychology in complex practical circumstances, namely, the awareness that the “duty proper” does not satisfy all moral claims and further, that moral agents feel there to be continuing, conflicting duties that have real claims on them when they cannot fulfill all duties in a particular circumstance. In Ross’s scheme these remain conditional duties that might still become actual duties if the conditions and circumstances were to change. The upshot of the Ross approach is that it recognizes the importance of the decision maker constantly reevaluating the evolving circumstances to determine the “duty proper” that might emerge as the “greatest duty” in the changed circumstance. This constant reevaluation and reassessment is another indication of the relentlessly empirical nature of Ross’s scheme.

Ross emphasizes that the whole situation must be taken into account before making the moral decision.

The ‘duty proper’ or actual duty which arises from the ‘whole nature of the situation’ (Ross, 33).

The nature of this concern for a full account of the facts and circumstances is echoed in the words of a highly regarded late twentieth-century philosopher, William Frankena.

...when one is puzzled about what he or someone else should do in a certain situation, ... most of us would probably be clear about what should be done if only we knew all of the relevant facts. ... much of our difficulty about decisions of policy is due to unclarity. Certainly, a large part of the debate about what to do... arises because we are ignorant of much of what bears on these problems (Frankena 1973).

And for Frankena, like Ross, the effort to try to understand all the relevant facts is absolutely critical.

I stress these points because I think that moral philosophers cannot insist too much on the importance of factual knowledge and conceptual clarity for the solution of moral and social problems.

This relentless empiricism and the need to get clear on and attend to all the facts is a subtle but extremely important feature of responsible moral decision making. As we saw from the complaints against Bernanke, the failure to understand and engage all the facts is a

fundamental flaw in the Fed's simplified decision framework.

3.1. The whole nature of situation to be understood

Ross's emphasis on importance of taking the whole nature of the situation into account is illustrated with his example of the isosceles triangle. All isosceles triangles have two equal angles. But that feature is only a single attribute of similarity as the triangles may differ considerably as to the length of the sides, size of the angles or the total area (Ross, 1935, 33). So also with a determination of one's moral duty proper. All angles and dimensions of the situation must be taken into account. Otherwise, a decision maker could think that he or she had fulfilled a moral duty having mistakenly considered only one aspect of the situation. Ross realized that even after careful consideration of all the facts, there could still be a disagreement over what duty the situation entails. However, forcing a dialogical process around the facts is the best way to reach agreement on a way forward. Overly focusing on a partial account of the facts – on the prospective consequences of success - is what Ross thinks that those who subscribe to utilitarianism do, and what its critics think that the Fed does. The key point is that appreciation of the whole nature of a situation is critical and achievable only by an insistence on the relentless empirical inquiry described by Ross and Frankena.

In Ross's frame, the serious criticisms against Bernanke come down to his ignoring the important facts of the externalities and spillovers and his consequent failure to address important moral considerations. So before discussing duties in more detail, I propose some ways to remedy these deficiencies in Bernanke's processing of relevant facts and circumstance. First, I would expand the Fed's narrow and inadequate theory of causation and remedy the deficiency in his probability calculus of largely ignoring the odds and costs of harms and failures. Second, I would substitute a "thick theory" for Bernanke's "thin theory" of recognition of the conditions and circumstances of others. These adjustments help satisfy the 'whole nature of the situation' knowledge requirement in determining the Fed's proper moral duty in the circumstance.

A Broad Theory of Causation⁴

Knowing the whole nature of the situation and being relentlessly empirical requires the adoption of a broad theory of causation. All consequences of one's initial action, including consequences of subsequent actions of others in response, must be considered in the causal chain and become the acknowledged causal responsibility of the initial actor. The new emphasis in Fed decision-making would be on taking account of all the circumstances, conditions and consequences and on accepting responsibility for the full causal chain of events. The image of the "accordion effect" was introduced by the late philosopher Joel Feinberg, as a way of understanding the difference between narrow and broad theories of causation. Under this image, one could view the consequences of a person's action as being "squeezed down to a minimum or else stretched and puffed out"—like the accordion (Feinberg 1970, 146). The "puffed out" or "squeezed down" alternatives have to do with the place given to intervening acts or events in one's causation theory. A 'squeezed down' or narrow theory of causation would have it that intervening actions often negate the causal

⁴See Feldmann 2016 for a fuller treatment of causation theory as it relates to monetary policy decision making.

connections to the initial act. In other words, the intervening actions exculpate and absolve the initial actor of responsibility for subsequent actions. In a ‘puffed out’ version of the accordion, the initial actor is considered part of the causal chain for all consequences, including the consequences of actions taken by subsequent actors in response to the initial action. The ‘puffed out’ theory of causation does not negate the intervening acts, meaning that the initial actor is not absolved of the consequences of the reactions of other ‘intervening actors’ to the initial act. The ‘puffed out’ theory thus includes causal responsibility even for indirect consequences and unintended adverse effects. This puffed out version is admittedly a broad definition of causation but Fed policy actions that affect the whole world demand broad theories of cause and effect. Such situations demand scientific inquiries, where the objective is to get to the bottom of exactly what happened and a full and complete account of all consequences is needed. In contrast, legal or moral inquiries may have narrower, ‘squeezed down’ accordion” views of causality where terms like proximate cause and unintended consequences might be applied to limit causation inquiries to culpable responsibility. This cannot apply to economic inquiries, which by the nature of the economics discipline are scientific and thus require full and complete ‘puffed out’ ideas of causation.

One way of understanding Bernanke’s limited viewpoint on the Fed’s causal role in spillovers is that his theory of causation confuses the purposes and procedures of legal causal inquiries with those of scientific causal inquiries. Indeed if one listens to his responses - ‘linkages loose, Fed not the dominant cause’ - Bernanke seems to be incorrectly looking at the investigation of ‘spillovers’ in the monetary arena not as a scientific inquiry to get to the bottom of the problem but rather mainly as an inquiry (or inquest) to establish his moral or legal culpability for the negative spillover effects in the EME.

Bernanke’s adoption of a narrow causation theory does not befit his field of monetary economics, in which a puffed out theory is essential. The process for evaluating expected utilities in monetary policy should include a careful scientific examination of all circumstances and consequences.

A puffed out theory of causation ultimately depends on a robust account of ‘probable’ consequences. The EME criticisms indicated an apparent lack of awareness or understanding on the part of the Fed of the adverse effects of Fed unconventional policies. This is simply a result of an inadequate attention to the probability of unsuccessful outcomes. This is what BIS Research director William White was warning about in his unintended consequences critique. (White 2012) The tendency of utilitarian logics to overly focus on the probability of successful outcomes was a major concern of the noted economist J.M. Keynes, who actually wrote his PhD dissertation on probability theory. Keynes believed actors tended to see the preferred and hoped for highly beneficial outcomes as more probable than they were, underweighting the probability of failure and the potential costs of adverse consequences. To remedy this deficiency Keynes laid out a decision principle he termed “moral risk.” To introduce this concept and situate it in Keynes’ larger scheme would take us beyond the purposes of this article, so a summary account must suffice.

Implementing the moral risk assessment involves the calculation of what Keynes called the “probable value.” It involves a balancing of the probable value of failure against the probable value of success. (O’Donnell, 122-127) With a “moral risk” assessment, Keynes

showed how a significant potential benefit accompanied by a low probability of success and thus highly probable large negative consequences would have a total low “probable value.” Despite the significant benefit it would be a less desirable choice for a rational agent than an option producing a smaller good that was more probable and had fewer potential harms (122,123). The Keynesian moral risk assessment requires a separate and careful assessment of potential harms and seems a proper way to insure that adverse effects are properly accounted for.

It is important to emphasize that this requirement of taking into account all probable consequences involves a broadened perspective than normally employed in the accounts of quantitative formalist economists who prefer simplification, mathematization and reduced form models. But the Fed has the human and intellectual capital to carry this off.

Along with the expanded theory of causation and the whole nature of the situation knowledge requirement there would also be a ‘thick theory of recognition’ where the essential political, cultural and economic factors of all other members of the monetary regime would become internalized and part of the Fed’s decision apparatus.

A Thick Theory of Recognition⁵

Another problem with Bernanke’s dismissal of critics and refusal to process the relevant facts they present lies in an inadequate understanding of the role of the Fed in maintaining stability in the international monetary arena. Recognition theory is a staple of international relations that sets forth principles for governing state interactions so as to avoid destructive competitive behavior and conflict among countries. Under recognition theory the Fed as the dominant actor in the global monetary system - US dollar is the reserve currency and Fed policy actions are the driver of global financial cycles – would be responsible for adopting a ‘thick theory of recognition.’ A thick theory would require that the essential cultural, political and economic factors of all other members of a regime – how each society and economy is bound together - should be well understood by the dominant actor if conflicts are to be avoided (Allan and Keller 2007).

The distinction between a thin and thick recognition is an important one for understanding the disagreement discussed above between Bernanke and his critics (Allan and Keller 2007, 72ff). A thin theory is approximately the perspective of the Fed in the current monetary system. The other members of the monetary regime are minimally recognized by the Fed as independent, autonomous participants, expected to look out for themselves and thus minimally represented deterministically and reductionistically in Fed models. There appears no attempt on the part of the Fed to recognize the essential particularities of other members – or the potential differential effects of policy actions.

The thin recognition of Bernanke’s aggregative calculation, which rests on the fact that EME aggregate GDP growth had increased, would give no indication of the harmful effects that were being produced in individual countries and subgroups in the EME by Fed monetary policy. A lack of detailed information and misleading conceptualizations facilitates a mistaken view of one’s moral duty in the policy process. A thick theory of recognition of the ‘other’ facilitates a clear view of how doing one’s duty opens the opportunity for coordinated

⁵ See Feldmann (2017) for a full discussion of the use of Recognition Theory in the monetary arena.

optimal outcomes.

A fundamental tenet of recognition theory is that the dominant party must go farther than merely acknowledging the existence of others. In order to maintain its legitimacy a dominant policy actor must have a thick understanding of the other member countries in terms of their cultural, political and economic essentials so that ‘red lines’ would not be crossed and essentials of fellow actors would not be threatened (Allan and Keller 2007, 77). A thick theory of recognition helps avoid missing the elephant in the room and the potential threats, harms, and difficulties created by the dominant policymaker can be empathetically taken into account.

The knowledge of all the facts and circumstances, of the whole nature of the situation of the probable values and thick theory– are necessary prerequisites to applying the prima facie duties.

3.2. Five Prima Facie Duties

We return to Ross’s concept of prima facie duties with the purpose of modifying and tailoring Ross’s framework for use in Fed monetary policy decisions.

As Ross has it, the duties break down between two sets of special relations. One set of “special relations” is understood by looking at institutional context and past actions in order to understand those special obligations. A second set of special relations is understood by looking outward to the future and the world at large to see what is morally expected (Ross 1935, 21).

The defining moral perspective inherent in all moral systems is a strict attention to the “other” as captured in the formulation “other regardingness” (Little and Twiss, 1978). The special relations construct of Ross seeks to bring all of the ‘others’ affected by the moral decision whether near or far, past or future, into the immediate presence of the decision maker. The duties and obligations to past, present, and future constituencies can be simultaneously lined side by side, so to speak, so that no “other” is left out. Constituencies far removed in time or space (and elephants in the room) cannot then be overlooked and ignored.

This special relations concept is designed to neutralize the utilitarian tendency to look outward to 'hoped for' future consequences in an effort to produce an optimal future result. In looking to the future, the utilitarians tend to ignore other important relations and obligations arising from past actions. Ross wanted to make sure that the past facing inquiry received due attention. “When [one] fulfils a promise because he thinks he ought to do so, ... He thinks in fact much more of the past than of the future” (Ross 1935,17). One shouldn’t look only at potential benefits, one must keep faithful to one’s promises and agreements. This is relevant to Fed considerations because taking unprecedented policy actions constitutes a breach of an understanding and implicit agreement among and between the parties in the monetary arena. This is precisely what Bernanke is accused of when lack of respect for reserve currency obligations and extreme and unconventional actions are complained of.

As mentioned, Ross used familiar terms for these special duty relations. In adapting the Ross special relations scheme to the Fed context, I propose the following duties for use by policy decision makers. Looking to the past, the duty of *fidelity* would focus on the obligations and

promises that arose out of prior actions of the Fed, on its purposes, traditions, patterns of practice and promises. The duty of *reparation* would require repairing and remediating the harms caused by what were later discovered to be wrongful past actions of the institution.

The prima facie duties formed by looking outward and to the future rest on a general appraisal of the future condition of humankind. These are *beneficence*, *justice* and *non-harm*. The *duty of beneficence* focuses on improving lives in the future and obligates policy makers to produce outcomes that benefit humankind and make things better for all. The prima facie *duty of justice* involves maintaining a proper distribution of opportunities, benefits and burdens in accordance with standards of fairness and equity. The third type of forward-looking duty is that of avoiding any act that causes harm or injury to others. Ross referred to this as prima facie duty of *non-maleficence* – or simply *non-harm*. These duties comport with our common sense, moral intuitions and fit with the claim of Ross and others that propositions like these are self-evident and a fundamental part of the moral universe. This viewpoint of universal moral norms has its disclaimants but as we saw in the various criticisms from many countries and cultures these duties and underlying principles seem to be the undergirding norms of the monetary community.

As indicated, we will discuss these prima facie duties in terms of Fed policy making in the circumstances surrounding the financial and global economic crisis of 2007-2012. The objective is not to define the duties in detail but merely to give tangible examples of the decision framework in action and then sketch out arguments as to how the duties could be carefully considered by the Fed as a part of each monetary policy decision.

Ross considered non-harm the most important of the duties, so we shall discuss it first.

3.3. The Prima Facie duty of Non-harm

Ross put non-harm in a special category as a duty “of a more stringent character” (Ross 1935, 21). It might seem that harm avoidance would be implicit in the duty of beneficence or greater good. Ross said as much himself. “No doubt to injure others is incidentally to fail to do them good – and should be part of the beneficence calculus” (21). However, Ross still has it that non-harm should be viewed as a distinct duty because “... it seems to me clear that non-maleficence is apprehended as a duty distinct from that of beneficence, and as a duty of a more stringent character” (21). Ross recognizes here that if included with beneficence the prospect of failed policy and harms caused can too easily be overlooked or given minimal weight in utilitarian cost/ benefit calculations.

Ross is realistic in recognizing that persons suffer adversely even when the attempt is being made to do the right thing. “[T]he probability is that any act, however right it may be, will have adverse effects ... on some innocent people” (34). So the “stringent” view of harms as a separate and distinct duty is a necessary response to the EME critics who see the Fed as ignoring harms entirely or dismissing harmful policies as “net/net” beneficial overall.

Attempting to observe a duty of non-harm is a particular challenge for institutions like the Fed as their acts have many wide and disparate effects. So given a probability that some being harmed is seemingly unavoidable, a reasonable approach to follow would be for the policy maker to determine which group of persons can least endure and thus deserve priority attention under the prima facie duty of non-harm. Under the non-harm principle, one group needing special protection, it would seem, would be the persons who are most vulnerable

and at greatest risk in being further harmed. As Fed critic Guido Mantega of Brazil pointed out, it is often the poorest who were hurt the most in the spillovers from QE.

I propose then that the duty of non-harm must first and foremost be strictly observed where situations of “radical inequality” exist. This category was developed by two political philosophers, Thomas Nagel and Thomas Pogge. (Nagel 1977; Pogge 2005) The “radically unequal” by their account are individuals and groups living at the margins of society who are not only far worse off than those around them but often only barely surviving - in a state of permanent jeopardy. The least disruption in the economic order, such as a shock to the monetary system causing food prices to rise or essential goods to become unavailable, could be potentially life threatening.

Nagel characterized the condition of the worst off in terms of a “radical inequality” in the following way. The radically unequal are very badly off in absolute and relative terms--very much worse off than others. This radical inequality is *pervasive* and involves all aspects of life; and is *impervious* as most of the better-off have no real idea of what it is like to live in that way. Importantly, this inequality is *avoidable*, meaning that the better off are capable of improving the circumstances of the worse-off without becoming badly off themselves (Nagel 1977).

Given the criterion “badly off in absolute terms and in relative terms,” Pogge suggests that the condition of radical inequality would inarguably apply to those who entirely lack the basic amenities of food, clean water, health care etc. And he cites World Bank studies that specifically identify this group. The last criterion of the radically unequal, that the better off must be fully capable of improving the circumstances of the worse-off without becoming badly off themselves, seems fully realizable given the disparity between \$1-\$2 for the worse-off and \$75 per day at the top (Pogge 2005, 29).⁶

Furthermore, the principle of non-harm would put these radically unequal ahead of those for whom one is most responsible in normal circumstances. For example, the Fed would have to measure the harms to the poorest worldwide as it decided what level of unemployment level in the US is acceptable when continuing the policies pushing for lower levels of unemployment might cause serious, even life threatening, harms to the radically unequal.

Another point to consider in according special protection to the radically unequal is that the numbers of the world’s poor described as “radically unequal” under this framework are evidently not a part of the upside of the global economy and are likely to receive little if any benefits from Fed policies designed to grow the global economy. Yet, they seemingly are most likely to be harmed disproportionately on the downside, such as Mantega’s IMF testimony suggests.

Much more could be said in filling out each of the conditions of radical inequality and giving specific examples, but this seems sufficient for our purposes of introducing a Fed duty of non-harm.

3.4. Duty of Beneficence – the Greater Good - Making things better for all

⁶Thomas Pogge (2005, 29) citing UNDP, Human Development Reports 1999-2003 (New York: Oxford University Press).

The prima facie duty of beneficence would encompass the Fed's economic utilitarian goal of maximizing economic welfare as indicated in Bernanke's own words.

“... there is a greater good here which is the health and recovery of the U.S. economy. And for that purpose we have been keeping monetary policy conditions accommodated and trying to support recovery...”(Bernanke 2012).

“This policy not only helps strengthen the U.S. economic recovery, but by boosting U.S. spending and growth, it has the effect of helping support the global economy as well.” (Reuters 2012)

The Fed monetary policy actions already observe this duty when they seek to achieve the greater economic good. Thus, the prima facie duty of beneficence is clearly the most natural and comfortable duty for the Fed as an economic institution to fulfill. However, there are a couple critical points to make.

The first point has to do with the need to examine Bernanke's claim that ensuring the recovery of the US economy automatically means a benefit to the global economy. Whether the Fed actually promoted global economic welfare and fulfilled its duty of beneficence in the financial crisis as it claimed is not clear on the evidence. The US GDP recovered from -3.8% in 2009 to 1.9% in 2010 and to roughly 3% in 2019. The global economy also registered growth GDP rising from -.7% in 2009 to 4.9% in 2010 and now at the 3.5% range in 2019. These GDP results would suggest that against its own standards the Fed has met its duty of improving economic welfare. Even outspoken critics of the Fed agreed that despite the risks and harms, the initial Fed policy actions were initially needed and fully justified (Rajan 2014a). Based on the evidence post financial crisis it could be argued that the Fed did meet its obligations under the duty of beneficence.

However, despite benefits to the global economy in the aggregate, not everyone was benefitting. We have already seen that in the period soon after the initiation of ZIRP and QE1, there immediately began to emerge evidence of the adverse effects in the EME of U.S. monetary policy. The studies showed that the policy benefits to the US were provided at the expense of causing harm to a great many people. Prices of necessity commodities rose precipitously. The cereal import bill of the periphery eighty-two lowest-income countries doubled between 2006 and 2008 (McCalla 2008, 1). Subsequent research confirmed the linkage of effects in the EME to the unprecedented Fed policies.⁷ This research also showed that the Fed policies were only providing a few tenths of percent in GDP to the global economy, so there was no great support to the global economy as claimed by Bernanke (Miranda-Agrippino and Rey 2018). So there are legitimate questions whether Fed actions in the financial crisis did measure up even in fulfilling the duty of beneficence and promoting the global economic welfare over the longer term. In retrospect, the US-centric perspective and the focus on aggregate measures blind the Fed to the fact that it fell short in promoting the greater good in global terms. The point underscored by the Ross framework is that although a case were made that the policies of ZIRP and QE1 were initially the right thing to do under a duty of beneficence, as US and global economic conditions improved, the duty of beneficence itself was no longer the “duty proper.” The circumstances and conditions

⁷ Neely (2011), Rey (2103), Landau (2013), Ghosh et al (2012), Koepke (2015).

required a reassessment and a consideration of other duties such as the duties of justice, non-harm or reparation.

The second critical point is the need for expanding the definition of the greater good. Bernanke speaks of a “greater good” but immediately defines it solely in terms of economic goods and the economy. At present economic welfare is measured by Gross Domestic Product (GDP) and used by the central banks, with the aggregative growth of GDP in goods and services being the specific way that the Fed defines greater good. But aggregative economic welfare is not necessarily the best way of defining the greater good and overall betterment of mankind. For example, the conversations around the idea of maximizing human capabilities proposed by Amartya Sen represent an alternative strain of thinking about human welfare goals (Sen 1987). There is also the concept of “ideal” utilitarianism where the good to be maximized could be defined even more broadly in non-hedonistic terms, such as improving cultural and aesthetic experiences and societal relationships. The overall important point is that in defining the prima facie duty of beneficence thought must be given to how it might be measured differently by the Fed in order to achieve betterment of mankind and greater good goals. The need for a new definition to partially replace or supplement GDP in monetary policy discussions deserves immediate attention, especially as the goal of continued maximum economic growth clashes with the climate science findings of significant damage to the planet if global growth proceeds at the current pace.

3.5. Fidelity - Respect for Institutional Purpose, Practices and Traditions

The prima facie duty of fidelity consists of remaining faithful to the institutional purposes as reflected in the charter and history of the Fed and to its established special relationship in a global monetary system that is based on the US dollar. The Fed has claimed it is not central banker to the world. However, critics maintain that as dominant actor in the monetary arena and manager of the global reserve currency that its institutional responsibility should extend to all holders of the US dollar.

The duty of institutional fidelity is an expression of the critical role that central bank plays as a constraint on its government’s potential abuse of the power that goes along with power to create money (Dunn 2000, 261). This original purpose and traditional role of a central bank is the protection of the currency value (Finkelstein 2009, 150). For the Fed as manager of the dominant reserve currency, the duty of fidelity to preserve currency value extends to all who hold the Fed’s promissory notes.

The Fed’s duty of fidelity is in large part based in its global hegemonic role and its position as steward of the dominant reserve currency for the global economy. With the dollar representing 65% of world reserves (US Treasury Direct, IMF COFER) and 90% of global financial transactions amounting to \$3 quadrillion per year (BIS 2015), the Fed’s policies govern economic activities not only of the U.S. but also of the entire global economy.

The nub of the critics’ arguments is as follows. This currency relationship between the Fed and all holders of the US dollar gives rise to a contractarian obligation that the Fed should be faithful to its principles for all those who hold the currency. The US dollar is a Federal Reserve Note, in itself a binding promissory note, a contract of indebtedness between the Fed and the note holder that should be seen as a strict obligation. The obligations of fidelity and trust in its currency fall heavily on the Fed because the US dollar is accorded a

‘privileged’ place in the monetary system. Research has shown reserve currency status conveys numerous benefits - seigniorage revenue, safe haven status and settlement of major global commodity and commercial transactions - thus ensuring a high demand for US dollars and enabling the United States to fund its activities readily and cheaply (Dobbs et al. 2009). These analyses point to the substantial benefits of the reserve currency privilege that the US enjoys are a result of having the peoples of the world confident in holding its fiat currency. This exorbitant privilege arguably entails an equally outsized moral duty of fidelity.

As dominant actor the Fed sets the rules of the game and the other members of the monetary system must organize their economic affairs accordingly in reliance on the Fed’s constancy and faithfulness to those rules. The Fed’s dominant position and principled stand against beggar thy neighbor policies represent implied promises of the Federal Reserve to the members of the global monetary system. The Fed had never before experimented with zero interest rates and trillions in quantitative easing and when they did so unexpectedly this had capital surge and spillover effects that caused much turmoil in the EME. Thus when Rajan criticized a Fed monetary policy that “moves toward extremely and unconventionally accommodative policies” (Rajan 2014c, 2), he was bringing to the fore the fact that understood conventions - or ‘precedental rules’ - had been broken. Viewed against a duty of fidelity, this is a charge of institutional infidelity and breach of trust.

Basically, the institutional duty of fidelity of the Federal Reserve, then, is to eschew any abuse of the ability to issue notes at will and depreciate the currency. The Fed critic’s complaint that the effects of QE and ZIRP in excess dollar liquidity and capital surges were tantamount to a claim that the Fed was in effect creating currency at will. The initial result was a depreciated US dollar and corresponding appreciation in the EME currencies with the resulting asset booms and commodity price shocks, which looked and felt like the Fed was breaching its promise of stable currency values.

Recalling that Bernanke thought the other countries had to look out for themselves and the critics saying that the Fed was not paying attention, a claim that these policies were implemented with insufficient regard for the other members of the global monetary system to whom it owed a duty of fidelity seems warranted.

Bernanke defended these extreme and unprecedented actions with claims that he was honoring the higher duty of beneficence that what he did for the US was actually good for the EME as well. “An unconventional monetary ... it’s in everyone’s interest to have the U.S. economy growing faster” (Anand and Bellman 2014). But we have already seen that Helene Rey examined this claim and found only a small benefit to the global economy. Thus it is questionable whether the continuation of the unconventional policies can be defended against charge of breach of trust or privilege on the basis of fulfilling its duty of beneficence.

This expectation of adherence to a broader duty of fidelity and the implicit promise of a reserve currency bank to those in the global monetary regime who hold its currency can be heard in the references to reserve currency status of the Fed critics such as Guido Mantega, Jose Ocampo, R. Rajan and Helene Rey. The essential point is that the US dollar and the Fed, as the “centre bank,” are basically in control of global monetary system and must take all countries into account in setting monetary policy (Rey 2013). When that currency is the reserve currency of the global economy, the duty of institutional faithfulness extends to the

world at large, binding the global monetary regime and economy together. A steady faithfulness to the new rules of the game that take these moral duties into account would have an important benefit for the world. It nurtures the mutual understandings and trust needed for a cooperative approach to central banking that would lead to a more stable and fair global monetary system.

Observing this duty of fidelity has its rewards. The willingness to hold the US dollar that has been generated was hard earned through a recognition of its moral responsibility. A continuing commitment on the part of the Fed to honor this duty and take into account the full consequences of its monetary policies is essential to maintaining that trust.

3.6. Justice

Justice may seem an unusual duty to propose for a central bank. However, the commentary from Fed critics consistently refers to implicit standards of justice that the members of the monetary system expect the Fed to adhere to. Rajan's criticism of Fed policies "... where the benefits are largely domestic, while the costs fall largely abroad,..." is fundamentally a claim based on norms of distributive justice. He and others are simply saying it is unjust for the US to get the benefits and the rest of the world, especially the periphery EME countries, to bear the burdens. There is thus a strong justice component throughout the Mantega, Rey and Rajan critiques.

The critics are in essence attempting to force into Fed deliberations the larger distributive justice questions of how much and which "others" from the 'rest of the world' should count in a Fed monetary policy decision. To paraphrase their challenge, they are asking the fundamental questions whether a single country's (US) domestic interests or a single measure of greater good (GDP) can any longer be a morally acceptable priority in a globalized economy. GDP growth, inexpensive housing finance and low unemployment levels of the U.S. or even providing for the general aggregated good of the global economy are no longer justified as the actual duty of beneficence without taking the duty of justice into account. As the Fed operates in an increasingly globalized world, the duty of justice will present its deepest moral challenge in setting monetary policy.

Within the debate whether justice is a duty applicable to a national institution like the Fed, there has been a fundamental debate among theorists over whether an amorphous concept like global economic justice is even a viable standard. The debate is between the two basic schools of thought on justice in the international realm, the "statists" who say there can be no global justice standard and the "cosmopolitans" who say justice is a universal norm and applies across borders.

The Bernanke Fed in proclaiming that the Fed is not central banker to the world and that the US economy and citizens of the US are its only constituency has essentially adopted the 'statist' position. The critics of the Fed in pointing to spillovers and unfair burdens are essentially saying that the "cosmopolitan" notion of justice is applicable in monetary system matters. They are implicitly asserting that global economic justice is a universal binding moral standard on central banks, especially the Fed, irrespective of institutional jurisdiction or geographic boundaries (Beitz 2005, 17). I would argue that the cosmopolitan account is the appropriate standard for a duty of justice in our proposed framework for central bank decision making in a globalized economy.

It might be noted that some Fed officials have already conceded that the Fed has some responsibilities across geographic boundaries, a cosmopolitan view of sorts. For example, there is was the statement in the era of the QE by Stanley Fischer, a recent Vice Chairman of the Fed. “In a progressively integrating world economy and financial system, a central bank cannot ignore developments beyond its country’s border, and the Fed is no exception” (Fischer, 2014). Whether this is a view that will take hold in the future might be seen in the Fed actions in the next global recession or crisis.

So how might the Fed factor into its policy deliberations the merits of global equity and fairness claims? As Ross has it, the duty of justice simply requires that the benefits must be distributed fairly and that no constituency should be made to suffer more than its fair share of the burdens (Ross 1935, 19, 26). It is a tall order to evaluate the claims of a multiplicity of differently situated parties in a system as complex as the global monetary regime. So for the proposed Fed moral decision framework, the duty of justice must be somewhat limited in scope. I put the initial focus of monetary policy on making sure that at a minimum the relatively less well-off members of the global economy do not suffer an undue share of the burdens and thus are not made worse off in policy changes. And if their lot could be improved by policies that would be the preferable outcome. The idea is that there would be an overall symmetry to the framework, the duty of non-harm would protect the ‘radically unequal’ and the duty of justice would focus on the next tier up - the less well-off. This duty of justice thus would operate as a supplement and complement to the duty of non-harm.

As a way of thinking about how to target the less well-off I would propose the moral perspective and decision framework reflected in John Rawls’s concepts of the “difference principle” and the “maximin” (Rawls, 2001, 42, 43; Rawls 1971, 60-78) These concepts would be the basis of general axioms applied by a central bank in taking account of justice claims that range across geopolitical boundaries and constituencies but not within a state where the legislative mandates would apply.

The “difference principle” that I propose drawing on Rawls would stand for the proposition that contemplated policy actions unduly favoring the better off would need to be adjusted until the proposed policy provides a proportionately greater benefit to the less well-off members of the global economy. My proposed version of Rawls’s idea of the ‘maximin’ would take the general idea of the difference principle a step further in watching out for the less advantaged. Maximin would have it that the duty of justice would promote where possible the well-being of those who are relatively less well off toward making their prospects as great as they can be (Rawls 2001, 97-98; Rawls 1971, 152ff). These conceptions of the difference principle and maximin introduce the proper moral perspective for an institution like the Fed with a global constituency. They are proposed in the context of a cosmopolitan theory of justice designed to take the whole world into account in determining who is to be made better off and who is to be made worse off.

There may be questions from some about simply importing Rawlsian ‘statist’ principles developed for a specific polity and national governance structure into a global justice context. However, I would defend this application of Rawls and respond this way. First, the monetary system is essentially a global polity structure with a governance system of its own that plausibly meets statist criteria (Feldmann 2014). Second, Rawls’s stipulated limits on application within a state polity don’t have to be honored as I am not citing him as an

authority in backing this idea. These concepts are intuitive and common sense notions of justice that are easily adapted to wider settings, including the international monetary arena. They basically enunciate the principle that when allocating benefits and burdens, as a general matter policy officials should seek to redress existing social and economic inequalities. The general ideas behind these justice principles derived from Rawls are useful in the political economic realm of central banking where claims are often advanced on the basis of economic merit, desert or productive result and some rebalancing with justice and fairness criteria is needed .

For an economic policy institution, this duty of justice of the monetary authority operates at two levels—the country level and the individual level. So far we have discussed these duties of justice in terms of an aggregated country level, which is how monetary policy decision makers tend to look at the world. The comparison between worse off and better off is often seen to be between advanced and developing countries in the aggregate. For example, the average food budget for a household in a typical developing country is cited as 20% of household income, whereas it is only 8% in the advanced country.

However this aggregated perspective whereby countries not sub-groups or individuals are the focus still overlooks even deeper justice issues. The food budget as a per cent of income in the worse off in the developing countries is considerably higher than 20% -more like 50% to 60% for the lower quintiles. For the Indian agricultural laborers who comprise over half the country's population, for example, the food budget is 67% of annual income (Dasgupta et al. 201, 14). For this group in India and other EME countries the food price shock produced by the QE and ZIRP policies was devastating. This gives some idea of the reason that a commodity food price shock on the poorest was of such great concern to critics like the Brazilian finance minister Guido Mantega. The duty of justice takes on a greater urgency when taking a sub country point of view where the true plight of the less well-off is taken properly into account.

In the final analysis, individuals must be considered the ultimate constituents of the global institutions. The appeal and importance of focusing on the individual lies in the hard to dispute moral intuition that each individual has equal worth or, as Thomas Pogge has put it, “that each and every human being has a global stature as the ultimate unit of moral concern” (Pogge 2002, 169). It is important to maintain this perspective because counting each person avoids calculations like “net benefits exceed net burdens” that economists (and the Fed itself) are known to use. This “net benefit” idea deems an action justified, or morally acceptable, because the global economy is benefited on an aggregated and “net” basis. Vulnerable individuals and sub-groups are, like elephants in the room, too easily overlooked.

3.7. Reparation

Alongside the duties of non-harm and cosmopolitan justice that would address policies for the future, there would be an additional duty focusing on past injustices and harms, the duty of reparation. Under Ross's scheme, the prima facie duty of reparation is to redress wrongs and harms that one's actions have caused in the past (Ross 1935, 21). This idea of repair I propose is not, strictly speaking, a duty of reparation in the Ross sense as it would be impossible for the Fed to make up for all damages it may have caused. Under my idea of the

duty of reparation, the Fed would have a moral responsibility to cease and where possible reverse monetary past policy actions that were subsequently found to have harmful or unjust consequences. The duty of reparation that I propose would thus include but go further than what Thomas Pogge has referred to as an intermediate duty of justice, “to avert harms that one’s past conduct may cause in the future” (Pogge 2005, 134). I would also propose using policy making opportunities to construct policies that would help remediate the harmful effects of past policy actions.

Although the limited concept I propose would not entail a positive duty to redress all harms and injustices caused in the past, that doesn’t mean an institution shouldn’t be expected for moral reasons to do whatever it can to recognize previous harms and not only avoid these in the future but, as the opportunity arises, do what it could to repair the damage. Under this idea of reparation, the Fed should actively seek to identify and acknowledge harms of past policies employing puffed out causation theories and take special care in ceasing and reversing harmful policies. The Fed should not be denying responsibility and overlooking the elephant in the room as critics have complained.

Drawing from the criticisms of the Fed, I offer the five prima facie duties or rule-based decision principles: non-harm, fidelity, beneficence, justice, and reparation. The duty of *non-harm* would protect individuals that exist at the margins. The duty of *fidelity* would respect institutional purposes and rules of expected behavior. The duty of *beneficence* would focus on the greater good and bettering the lot of humankind. The duty of *justice* would fairly and equitably allocate the benefits and burdens of monetary policies. The duty of *reparation* would redress wrongs and reverse harmful effects of past policy actions.

With a relentlessly empirical, pluralistic Kantian/consequentialist system in light of the prima facie duties, the major challenge for the decision-maker is then to apply the framework and sift the facts carefully to see which one emerges as the “actual duty”, the “duty proper”, or what Ross also called “greatest duty” in the particular circumstance.

4. CHALLENGES IN APPLYING THE FRAMEWORK: A PROCEDURE FOR DECIDING AMONG COMPETING DUTIES

The decision process I describe may seem imprecise and woolly headed if compared to the apparent precision of the simplified, modeled world of filtered data and elegant mathematical formulae that contemporary economists prefer to deal in. But in the formalist decision procedures, there is no place for the complexities of the ‘whole nature of the situation’ of the world we live in. We have only a calculated reality that only holds as long as the artificial conditions of the modeled world can be sustainably imposed. So Ross’ s insistence that a complex theory that fits the facts is better than one that is simple is a practical real world approach for the Fed despite any apparent imprecision.

If Ross’s system is to be viable in practical policy-making, the decision maker must understand the intuition-based process by which the duty proper is discerned. As Ross carefully put it, the decision or act ‘arises from but is not grounded in the facts’ (Ross 1935). The action is grounded in the self-evident prima facie duties. This seems a fine distinction but on reflection this careful formulation puts an emphasis on the duty to be performed - not on the empirical consequences- as the motivation for action. Doing one’s duty is the only

morally proper motivation for action according to Ross who follows Kantian thinking closely here. This Ross formulation gets away from reliance in utilitarian logics on the facts and the conditions of future consequences as the motivations of ones actions and decisions.

Ross had a lot to say about how one decides among the competing *prima facie* or conditional duties but we can only cover a few concepts here. It is mostly about having confidence in one's intuitional and qualitative judgment faculties to comprehend the fundamental moral priorities that arise from the facts.

The *prima facie* duties arise by intuition - they are self-evident according to Ross. To repeat, because it is important, Ross compared a moral intuition to a mathematical intuition or an inference in logic.

[A *prima facie* duty] is self-evident just as a mathematical axiom, or the validity of a form of inference, is evident. The moral order expressed in these propositions is just as much part of the fundamental nature of the universe ... as is the spatial or numerical structure expressed in the axioms of geometry or arithmetic. In our confidence that these propositions [of *prima facie* duties] are true there is involved the same trust in our reason that is involved in our confidence in mathematics... (29-32)

Although Ross believed that *prima facie* duties are self-evidently true and that we can trust our reason to tell us so, still the discernment of a particular duty in a particular circumstance is not immediately self-evident and requires mental effort and empirical analysis. Ross admits that a particular duty is not logically derived from self-evident principles.

[A] judgment about a particular duty is not a logical conclusion derived from (or justified by) self-evident principles." (31)

Nor, he admits, is there a definite or overriding general rule for deciding among competing *prima facie* duties.

"...there is no definitive principle by which we can draw the conclusion that it is on the whole right or on the whole wrong." (31)

...For the estimation of the comparative stringency of these *prima facie* obligations no general rules can, so far as I can see, be laid down. (31)

Although there is not a general rule or definitive principle, the discernment of the "duty proper" is still a matter of reliable intuitive judgement according to Ross. It arises not from the pure reason but from practical reason involving an assessment of the whole nature of the situation and an active insight into the moral order of the universe (34). Ross recognizes that practical reason can err in its interpretation of the facts and so he is modest in his claims. A judgment is not *necessarily* entirely right or "on the whole right," as Ross puts it. The best judgment that the decision maker is able to form is what Ross calls a "considered opinion" or what he calls at another point a "probable opinion" of the duty proper (31). (One thinks here of Keynes's emphasis on probability.) A considered opinion is not a "logically justified conclusion from general principles recognized as self-evident" (31). It is, rather, "what we think is the best we can do" (40) "based on all the evidence available to [us]" (41). The idea is that a particular act moves from being merely *prima facie* duty to being the 'duty proper' and actually right for that particular circumstance as one has relentlessly examined the facts.

But even then it is actually right only in a particular factual configuration and could still change over time if the facts change and new information and evidence becomes available.

Although he lays down no set framework, Ross gives a picture of the mental process that he envisions occurring in selecting among conflicting prima facie duties. The decision would be a balancing act among competing considerations and duties. Under Ross's explanation, the moral intuition emerges after looking at the facts and "balancing" the competing duties to find the right act, "...[R]ight acts can be distinguished from wrong acts only as being those which have the greatest balance of prima facie rightness" (Ross, 41).

Ross also uses other terms like "fitness and correctness" to represent the connection between the circumstances and the "right" thing to do.

"...common use of the word 'right' naturally conveys ... simply the notion of fitness or correctness,..." (Ross 1939, 55).

Ross also uses the idea of suitability to explain rightness and fittingness, saying at another point, the right thing to do is that act with "the greatest amount of suitability possible in the circumstances" (Ross 1939, 54).

At another point, perhaps providing the best insight into his view of the process of careful moral discernment, Ross compares moral judgment between prima facie duties to a judgment of beauty. Here he invokes the idea of harmony and describes how he thinks the mental process of judgment in aesthetics works, calling to mind Kant's ideas in his Critique of Judgment. As Ross puts it:

There seems to be something not altogether different from the way in which a situation calls for a certain act, and the way in which one part of a beautiful whole calls for the other parts. ...there is a direct harmony between the parts of the composition, as there is between a moral situation and the act [duty] which completes it (Ross, 1935, 54).

It is in this act of balancing, fitting and harmonizing the facts of a situation to the moral act which completes it that the moral order is revealed in a particular situation.

There is an important shared feature of the concepts of balance, fittingness and harmony. They keep both the qualitative and quantitative elements fully and simultaneously engaged in the moral decision process. Balance has in one sense a physical and mathematical equivalency sort of connotation—something we set upon a scale or objects held in each hand and weighed one against the other. It is also qualitative as when we "balance" something in our minds, we weigh one set of thoughts and considerations against the other. Fittingness also has a mathematical sort of geometric connotation; such as the round peg fitting the hole. And fit is also a qualitative term and used in aesthetic contexts, such as an object "fitting" into the picture. Harmony is also used in both qualitative and quantitative ways. As an aesthetic term as Ross uses it here there are qualitative judgments in art and design recognizing the harmony in composition as colors and lines. But harmony is also a quantitative even mathematical term in the visual arts as the physics of color as well as the Golden Ratio of Leonardo Da Vinci or the Hogarth line would indicate.

As quantitative and qualitative judgments are two distinct and complementary modes of

practical reasoning it seems that in his choice of terms of judgment Ross seeks to incorporate both modes of thinking into the moral intuitive judgment process. The categories of balance or fittingness are not to be pinned down in a deductive, logically conclusive or quantitatively determined mode. However, Ross emphasized that although a judgment is not a logical deduction, “[t]his...does not, however, make the doing of our duty a mere matter of chance” (31). There is a moral order in the universe in Ross’s Kantian system. The moral order gives rise to and is maintained by the observance of the prima facie duties, which Ross avers that upon reflection and employment are readily revealed as true and self-evident.

The decision process I have described may seem at once intricate and imprecise. But I would argue that Ross’s conception of an active moral intuition discerning among the prima facie duties to express the moral order is an essential complement to economic decision-making in institutions like the Fed. It balances out the mathematical formalism of modern economics where the allures of utilitarian logic and illusions of numeral precision dominate a policy decision-making approach oblivious to the imbalances and disharmony it may wreak in the moral and social order.

5. CONCLUDING THOUGHTS

As we live in a time of a mathematical formalism, Ross’s concerns about utilitarian thinking and his emphasis on duties like justice and fidelity represent a much needed broadening of the moral perspective for policy institutions like the Fed whose decisions have an enormous impact on the people of the world.

There are many features of this adaptation of Ross’s moral decision system that recommend it as a policy decision-making framework for the Fed. It takes the whole nature of the situation into account with a broad theory of causation, a thick theory of recognition and a proper probability analysis of the harms and potential for success. It puts moral considerations up front and out in the open and ensures that policy decisions are justified against broad justice criteria. The normative preferences of the decision makers are up front and explicit and do not remain hidden away in the assumptions and inputs of the econometric models. It is moral or “other regarding” in the broadest sense as it brings the special obligations and special relations to all “others”—past, present and future, near and far—into the policy decision mix.

Ross’ system is consequence-sensitive and circumstance-dependent but it places emphasis on the duties inherent in preserving the moral order. The decision *arises out of the facts* and thus empirical conditions are the focus of the assessment. However, *the decision must be grounded in the duties* of non-harm, justice, fidelity, beneficence and reparation. Recognizing that circumstances change, Ross acknowledged that moral priorities might also change thereby providing the flexibility and discretion that decision makers insist on. However, discretion remains bounded and contained.

Viewing the responsibilities of the Fed systematically in terms of Ross’s framework would help ensure a continual focus on the moral status of “others” as units of concern, and prevent the Fed from overlooking the elephant in the room and the consequences of its policies on real people.

This framework certainly does not make the work of the Fed simpler, but again, referencing

Ross, 'it is more important that a theory fit the facts than that it be simple.' Dealing with the facts of the world is the moral burden of a globally dominant institution like the Fed, and the reciprocal moral responsibility of the privilege it enjoys as the hegemonic reserve currency bank.

REFERENCES

- Ahmed, Shaghil and Andrei Zlate. 2014. "Capital Flows to Emerging Market Economies: A Brave New World?" *Journal of International Money and Finance* 48: 221–248.
- P Allan and A Keller, 'Is a Just Peace Possible without Thin and Thick Recognition?' in T Lindemann and E Ringmar (eds.) *The International Politics of Recognition*. Paradigm Publishers, Boulder, CO, 2007)
- Anand, Geeta, and Eric Bellman. 2014. "Rebuttal for Rajan: Bernanke Defends U.S. Policy." *India RealTime*. April 15. <http://blogs.wsj.com/indiarealtime/2014/04/15/rebuttal-for-rajan-bernanke-defends-u-s-policy-in-visit-to-mumbai/>.
- Atwell, John. 1969. "What Is the Accordion Effect Thesis?" *Philosophical Quarterly* 19, no. 77:337–42.
- Blackden, Richard, and Harry Wilson. 2011. "Fed Chief Ben Bernanke Denies US Policy Behind Record Global Food Prices." *Telegraph*, February 3. <http://www.telegraph.co.uk/finance/newsbysector/retailandconsumer/8302111/Fed-chief-Ben-Bernanke-denies-US-policy-behind-record-global-food-prices.html>.
- Bernanke, Ben. 2010. "Implications of the Financial Crisis for Economics". *Lecture at the conference co-sponsored by the Center for Economic Policy Studies and the Bendheim Center for Finance*, Princeton, New Jersey, 24 September. <https://www.bis.org/review/r100929a.pdf>
- _____. 2012. "U.S. Monetary Policy and International Implications." *Speech in Tokyo Monetary Conference*. October 14. <http://www.federalreserve.gov/newsevents/speech/bernanke20121014a.htm>
- _____. 2013. "Monetary Policy and the Global Economy." *Speech at the London School of Economics*. March 25. <http://www.federalreserve.gov/newsevents/speech/bernanke20130325a.htm>.
- _____. 2015a. "Federal Reserve Policy in an International Context." Paper presented as the Mundell-Fleming Lecture at the 16th Jacques Polak Annual Research Conference Hosted by the International Monetary Fund. November 5. Transcript. <http://www.brookings.edu/~media/Blogs/Ben-Bernanke/2015/11/04-fed-policy-international-context/110515BROOKINGSBERNANKE.pdf?la=en>.
- _____. 2015b. "Federal Reserve Policy in an International Context." *Paper presented as the Mundell-Fleming Lecture at the 16th Jacques Polak Annual Research Conference Hosted by the International Monetary Fund*. November 5. <http://www.imf.org/external/np/res/seminars/2015/arc/pdf/Bernanke.pdf>.
- _____. 2016. "What did you do in the Currency War, Daddy?" *Ben Bernanke's Blog*. January 5. <http://www.brookings.edu/blogs/ben-bernanke/posts/2016/01/05-currency-war-daddy>.

- BIS (Bank for International Settlements). 2015a. "Statistics on payment, clearing and settlement systems in the CPMI countries—Figures for 2014." Preliminary release. September. <http://www.bis.org/cpmi/publ/d135.htm>.
- Blackden, Richard, and Harry Wilson. 2011. "Fed Chief Ben Bernanke Denies U.S. Policy behind Record Global Food Prices." *Telegraph Online*. February 3. <http://www.telegraph.co.uk/finance/newsbysector/retailandconsumer/8302111/Fed-chief-Ben-Bernanke-denies-US-policy-behind-record-global-food-prices.html>.
- Bowman, David, Juan Londono, and Horacio Sapriza. 2014. "U.S. Unconventional Monetary Policy and Transmission to Emerging Market Economies." *International Finance Discussion Papers 1109*. June. Washington, DC: Board of Governors of the Federal Reserve System.
- Bratman, Michael. 2006. "What Is the Accordion Effect?" *Journal of Ethics* 10, no. 1/2:5–19.
- Bruno, Valentino, and Hyun Song Shin. 2015. "Capital flows and the risk-taking channel of monetary policy." *Journal of Monetary Finance* 71 (April):119–32.
- Caruso-Cabrera, Michelle. 2014. "Banker showdown: Bernanke tells off India's Rajan." *CNBC News*. April 10. <http://www.cnbc.com/2014/04/10/banker-showdown-bernanke-tells-off-indias-rajan.html>.
- Dasgupta, D., R. N. Dubey, and R. Sathish. 2011. "Domestic Wheat Price Formation and Food Inflation in India: International Prices, Domestic Drivers (Stocks, Weather, Public Policy), and the Efficacy of Public Policy Interventions in Wheat Markets." *Working Document No. 2/2011-DEA, Department of Economic Affairs, Ministry of Finance, Government of India*. 1–56. <http://mpra.ub.uni-muenchen.de/31564/>.
- Davidson, Donald. 2001. *Essays on Actions and Events*. Oxford: Clarendon Press.
- Davis, Owen. 2015. "How Do U.S. Interest Rate Hikes Affect Emerging Markets?" *IBTimes*. September 17. <http://www.ibtimes.com/how-do-us-interest-rate-hikes-affect-emerging-markets-2102118>.
- Dobbs, Richard, David Skilling, Wayne Hu, Susan Lind, James Manyika, and Charles Roxburgh. 2009. "An exorbitant privilege: implications for reserve currency competitiveness." *McKinsey Global Initiative—McKinsey Global Institute*. http://www.mckinsey.com/insights/economic_studies/an_exorbitant_privilege.
- Dunn, John. 2000. *The Cunning of Unreason*, HarperCollins, NY, 2000
- Edwards, Sebastian. 2015. "Monetary Policy Independence Under Flexible Exchange Rates: An Illusion?" National Bureau of Economic Research. Working Paper 20893. <https://www.nber.org/papers/w20893>.
- Eichengreen, Barry. 2012. *Exorbitant Privilege: The Rise and Fall of the Dollar*. New York: Oxford University Press.
- ENS Economic Bureau. 2014. "Bernanke, Rajan face-off over U.S. QE spillover: RBI Governor has called for more global coordination in monetary policy and creation of a

‘safety net.’” *ENS New Delhi*. Updated: April 12, 1:29 AM. <http://indianexpress.com/article/business/business-others/bernanke-rajan-face-off-over-us-qe-spillover/>.

Feldmann, John. 2012. “The Fed as a Moral Enterprise.” *Soundings: An Interdisciplinary Journal*, 95, no. 4:420–51.

_____. 2014. “The Federal Reserve, the Global Monetary Regime, and Real-World Economic Justice”, *Soundings: An Interdisciplinary Journal*, Volume 97, Number 2, 2014, pp. 131-168

_____. 2016. “Causation and Consequences in Monetary Policy: Federal Reserve Policies Based on an Inadequate Theory of Causal Responsibility”, *Soundings: An Interdisciplinary Journal*, Volume 99, Number 3, 2016, pp. 321-366

_____. 2017. “The avoidance of monetary system conflict: A role for recognition theory in reconstituting the global monetary system”, *Global Constitutionalism* (2017), 6:3, 442–476 © Cambridge University Press

Feinberg, Joel. 1970. *Doing and Deserving*. Princeton: Princeton University Press.

Finkelstein, Andrea Lynne. 2009. *Harmony and the Balance: An Intellectual History of Seventeenth-Century English Economic Thought*. Ann Arbor: University of Michigan Press.

Fleming, Michael, and Nicholas Klagge. 2010. *Federal Reserve Bank of New York, Current Issues* 14, no. 4: April 20. www.newyorkfed.org/research/current_issues.

Fratzscher, Marcel. 2009. “What Explains Global Exchange Rate Movements During the Financial Crisis?” *Journal of International Money and Finance*. 28, no.8: 1390–1407.

Fratzscher, Marcel, Marco Lo Duca, and Roland Straub. 2013. “On the International Spillovers of US Quantitative Easing.” *Working Paper Series 1557*, European Central Bank. <https://www.ecb.europa.eu/pub/pdf/scpwps/ecbwp1557.pdf>

Ghosh, A., J. Kim, M. S. Qureshi, and J. Zalduendo. 2012. “Surges.” *IMF Research Department Working Paper*, WP 12/22. <http://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2012/wp1222.pdf>.

Harding, Robin, and Alan Rappeport. 2011. “Fed Denies Policy Is Causing Food Rises.” *Financial Times*, February 4.

Gourinchas, Pierre-Olivier, and H el ene Rey. 2007. “From World Banker to World Venture Capitalist: U.S. External Adjustment and the Exorbitant Privilege.” In *Current Account Imbalances: Sustainability and Adjustment*, edited by Richard H. Clarida, 11–66. Chicago: University of Chicago Press.

Gourinchas, Pierre-Olivier, H el ene Rey, and Nicolas Govillot. 2010. “Exorbitant Privilege to Exorbitant Duty.” *Institute of Monetary and Economic Studies, Bank of Japan Discussion Paper* No. 2010—E-20. <http://www.imes.boj.or.jp/research/papers/english/10-E-20.pdf>.

- Harding, Robin, and Alan Rappeport. 2011. "Fed Denies Policy Is Causing Food Rises." *Financial Times Online*. February 4. <http://www.ft.com/intl/cms/s/0/5c4ae-aea-2fbd-11e0-91f8-00144feabdc0.html#axzz43oyYPS2p>.
- Harsanyi.1975. "Can the Maximin Principle Serve as a Basis for Morality? a Critique of John Rawls' Theory, *American Political Science Review* 69, 2 (June 1975), pp. 594–606
- Hart, H. L. A., and A. M Honore. 1985. *Causation in the Law*. 2nd edition. New York: Oxford University Press.
- Hausman, Joshua, and Jon Wongswan. 2011. "Global Asset Prices and FOMC Announcements." *Journal of International Money and Finance* 30: 547–571.
- International Monetary Fund International Monetary Fund). 2015. "Currency Composition of Official Foreign Exchange Reserves 2012–2015." <http://data.imf.org/?sk=E6A5F467-C14B-4AA8-9F6D-5A09EC4E62A4>.
- Index Mundi. n.d. "Global GDP Growth." <http://www.indexmundi.com/g/g.aspx?c=xx&v=66>.
- Inman, Philip. 2010. "U.S. accused of forcing up world food prices." *Guardian Online*. November 5. <http://www.theguardian.com/business/2010/nov/05/us-accused-of-worsening-price-rises>.
- Kennedy, Simon, Joshua Zumbun, and Jeff Kearns. 2013. "Fed Officials Rebuff Coordination Calls as QE Taper Looms." *Bloomberg*, Personal Finance, August 26. <https://www.bloomberg.com/news/2013-08-25/fed-officials-rebuff-coordination-calls-as-stimulus-taper-looms.html>.
- Keynes, J.M. 1921. *A Theory of Probability*, Macmillan & Co. London
- Koepke, R. 2015. "What Drives Capital Flows to Emerging Markets? A Survey of the Empirical Literature" , *IIF Working Paper, Institute of International Finance*, Washington, DC, April
- Krichene, Noureddine. 2008. "Recent Inflationary Trends in World Commodities Markets." *Working Document, International Monetary Fund*, WP/08/130. May.
- Landau, Pierre. 2013. "Global Liquidity: Public and Private." *Paper presented at the Jackson Hole Conference*. August 31. <http://www.kc.frb.org/publicat/sympos/2013/2013Landau.pdf>.
- Little, David, Sumner B Twiss, 1978. *Comparative Religious Ethics: A New Method*. NY Harper & Row.
- Mantega, Guido. 2011. *International Monetary and Financial Committee, Statement by Guido Mantega Minister of Finance, Brazil*; On behalf of Brazil, Colombia, Dominican Republic, Ecuador, Guyana, Haiti, Panama, Suriname, Trinidad and Tobago. Twenty-Third Meeting: April 16.
- . 2012. *International Monetary and Financial Committee, Statement by Mr. Guido Mantega Minister of Finance of Brazil*; On behalf of the Constituency comprising Brazil,

- Colombia, Dominican Republic, Ecuador, Guyana, Haiti, Panama, Suriname, and Trinidad and Tobago. Twenty-Fifth Meeting: April 21.
- McCauley, Robert N., Patrick McGuire, and Vladyslav Sushko. 2015. "Global dollar credit: links to U.S. monetary policy and leverage." *BIS Working Papers No. 483*. <http://www.bis.org/publ/work483.pdf>.
- McKee, Michael. 2015. Commentary on Bloomberg TV. November 4.
- Mackintosh, J. 2013. "The Short View." *Financial Times*, Europe ed., August 20.
- McCalla, Alex. 2008. "World Food Prices: Causes and Consequences." *Fellows Address before the Canadian Agricultural Economics Society, Quebec City*, August. www.kysq.org/docs/McCalla.doc.
- Melloan, George. 2011. "Federal Reserve Policies Causing Turmoil Abroad." *Wall Street Journal Online*. February 23. <http://online.wsj.com/news/articles/SB10001424052748704657704576150202567815380>.
- Mercopress. 2011. "U.S. Printing Press Is Flooding the World with Dollars, Claims Mantega." <http://en.mercopress.com/2011/05/03/us-printing-press-is-flooding-the-world-with-dollars-claims-mantega>.
- Miranda-Agrippino, Silvia, and Hélène Rey. 2012. "World Asset Markets and Global Liquidity." *Speech presented at the Frankfurt ECB BIS Conference*, London Business School. February.
- Miranda-Agrippino Silvia, Hélène Rey 2019 The Global Financial Cycle Working Paper Revised March 2019 http://www.helenerey.eu/AjaxRequestHandler.ashx?Function=GetSecuredDOC&DOCUrl=App_Data/helenerey_eu/Working-Papers_en-GB/_Documents_2017-18/224384170_67186463733_MirandaAgrippinoRey2019.pdf
- Nagel, Thomas. 2005. "The Problem of Global Justice." *Philosophy and Public Affairs* 33, no. 2:113–47.
- Neely, Christopher J. 2011. "The Large-Scale Asset Purchases Had Large International Effects." *Working Paper Series 2010-018C*. St. Louis: Federal Reserve Bank of St. Louis. January. https://research.stlouisfed.org/conferences/qe/Neely_-_2010-018_1.pdf.
- Ocampo, Jose Antonio. 2012. "The Federal Reserve and the Currency Wars." *Project Syndicate*, October 2 <http://www.project-syndicate.org/commentary/mantega-fed-ecb-monetary-quantitative-easing-by-jose-antonio-ocampo#2DYmuGGfdB6Cl4fQ.99>.
- Pogge, Thomas. 2002. *World Poverty and Human Rights*. Cambridge, U.K.: Polity Press.
- . 2005. "Real World Justice." *Journal of Ethics* 9, no. 1/2:29–53.
- . 2011. "Are We Violating the Human Rights of the World's Poor?" *Yale Human Rights and Development Law Journal* 14, no. 2:1–33.
- Rajan, Raghuram. 2014a. "Competitive Monetary Easing: Is It Yesterday Once More." *Remarks at the Brookings Institution*. April 10. <http://www.brookings.edu/~/>

media/events/2014/04/10%20global%20monetary%20policy%20hutchins/
rajan_remarks_at_brookings.pdf.

———. 2014b. Statement by Dr. Raghuram Rajan, Alternate Governor for India (Representing the Constituency consisting of Bangladesh, Bhutan, India, and Sri Lanka) to the International Monetary and Financial Committee, Washington, DC. April. <https://www.imf.org/External/spring/2014/imfc/statement/eng/ind.pdf>.

———. 2014c. Statement by Dr. Raghuram Rajan, Alternate Governor for India (Representing the Constituency consisting of Bangladesh, Bhutan, India, and Sri Lanka) to the International Monetary and Financial Committee, Washington, DC. October. <https://www.imf.org/External/AM/2014/imfc/statement/eng/ind.pdf>.

Rawls, John. 1971. *Theory of Justice* Cambridge MA Harvard University Press

———. 2001. *Justice as Fairness: a Restatement*, Cambridge MA Harvard University Press

Rathbone, John, and Jonathan Wheatley. 2012. “Brazil’s Finance Chief Attacks U.S. Over QE.” *Financial Times Online*. September 20. <http://www.ft.com/intl/cms/s/0/69c0b800-032c-11e2-a484-00144feabdc0.html>.

Reuters. 2012. “Bernanke Says Fed Policy Could Benefit Global Economy.” *New York Times*. October 14. http://www.nytimes.com/2012/10/15/business/bernanke-defends-fed-from-claims-it-is-being-selfish.html?_r=0.

Rey, Hélène. 2013. “Dilemma Not Trilemma: The Global Financial Cycle and Monetary Policy Independence.” *Paper presented at the Kansas City Federal Reserve Jackson Hole Conference*. August 26. <http://www.kc.frb.org/publicat/sympos/2013/2013Rey.pdf>.

———. 2014. “International Channels of Transmission of Monetary Policy and the Mundellian Trilemma.” *Paper presented at the 15th Jacques Polak Annual Research Conference Hosted by the International Monetary Fund*. Washington, DC. November 13–14. <http://www.imf.org/external/np/res/seminars/2014/arc/pdf/Rey.pdf>.

———. 2015. “International Channels of Transmission of Monetary Policy and the Mundellian Trilemma.” December 22. http://www.helenerey.eu/AjaxRequestHandler.ashx?Function=GetSecuredDOC&DOCUrl=App_Data/helenerey_eu/Published-Papers_en_GB/_Documents_2015-16/157224237_67186463733_21decemberMundellFleming.pdf.

Ross, WD 1935. *Right and the Good*. New York, Oxford University Press

———. 1939. *Foundations of Ethics*. The Gifford Lectures, New York, Oxford University Press

Sen, Amartya. 1987 *Commodities and Capabilities*, New Delhi, Oxford University Press.

———. 1987 *The Standard of Living* The Tanner lectures Cambridge: Cambridge University Press.

- Stoeckel, A. 2008. A. “High Food Prices: Causes, Implications, and Solutions.” *Australian Government, Rural Industries Research and Development Corporation (RIRDC) Publication no. 08/100*, June.
- Rogers, John H., Scotti Chiara, and Jonathan H. Wright. 2014. “Evaluating Asset- Market Effects of Unconventional Monetary Policy: A Cross-Country Comparison.” *International Finance Discussion Papers 1101*. Washington, DC: Board of Governors of the Federal Reserve System. March. <http://www.federalreserve.gov/pubs/ifdp/2014/1101/ifdp1101.pdf>.
- Warnock, Francis E., and Veronica Cacdac Warnock. 2009. “International Capital Flows and U.S. Interest Rates.” *Journal of International Money and Finance* 28:903–19. http://faculty.darden.virginia.edu/warnockf/papers/WarnockWarnock_Flows_and_Rates_JIMF.pdf.
- World Bank Data. n.d. “GDP Growth.” <http://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.MKTP.KD.ZG>.
- Wheatley, Jonathan, and Philip Graham. 2010. “Brazil in Currency War Alert.” *Financial Times Online*. September 27. <http://www.ft.com/cms/s/0/33ff9624-ca48-11df-a860-00144feab49a.html>.
- White, William. 2012. “Ultra Easy Monetary Policy and the Law of Unintended Consequences.” *Federal Reserve Bank of Dallas Globalization and Monetary Policy Institute Working Paper, No. 126*. <http://www.dallasfed.org/assets/documents/institute/wpapers/2012/0126.pdf>.
- Zhang, Moran. 2012. “Bernanke Defends Fed from Claims It Is Being Selfish and Hurting Emerging Economies.” *IBTimes Online*. October 12. <http://www.ibtimes.com/bernanke-defends-fed-claims-it-being-selfish-hurting-emerging-economies-846263>.

Grey Relational Grades and Neural Networks: Empirical Evidence on Vice Funds

BY/PAR JOHN FRANCIS DIAZ (1), THANH TUNG NGUYEN (2)

- (1) Associate Professor, Department of Finance and Department of Accounting, College of Business, Chung Yuan Christian University, Taoyuan City, Taiwan
di.jiang@cycu.edu.tw, johnfrancis_diaz@yahoo.com
- (2) International Master of Business Administration Program, College of Business, Chung Yuan Christian University, Taoyuan City, Taiwan
tung15121992@gmail.com

ABSTRACT

This research examines time-series predictability of Vice Funds Indices through the Grey Relational Analysis (GRA), and also applies three types of Artificial Neural Networks (ANN) model, namely, Back-propagation Perception Network (BPN), Recurrent Neural Network (RNN), and Radial Basis Function Neural Network (RBFNN) to capture nonlinear tendencies of Vice Funds indices. The study finds that among the three ANN models, BPN has the best predicting power. When the data is separated into 10%, 33% and 50% testing data sets to test the proficiency of the available forecasting information in the time-series of the predictors, the predictive power of the BPN model again dominated the findings 60% of the time. Traders, investors and fund manager can rely on BPN predicting power with large or even small data set. Nevertheless, the result also suggests the predicting power of both RNN and RBFNN model with smaller data sets. Overall, it is suggested that traders and fund managers have stronger chance of achieving more accurate forecasting using the BPN model in Vice Funds indices. Findings of this research have policy implications in the creation of forecasting and investing strategies by examining models that minimize errors in predicting Vice Funds indices.

Keywords: Vice Funds Indices, Grey Relational Analysis, Artificial Neural Network

RÉSUMÉ

Cette recherche examine la prévisibilité des séries chronologiques des indices Vice Funds par le biais de l'analyse relationnelle grise (GRA), et applique également trois types de modèle de réseaux de neurones artificiels (ANN), à savoir le réseau de perception à propagation arrière (BPN), le réseau de neurones récurrents (RNN) et le Radial Basis Function Neural Network (RBFNN) pour capter les tendances non linéaires des indices Vice Funds. L'étude révèle que parmi les trois modèles ANN, BPN a le meilleur pouvoir de prédiction. Lorsque les données sont séparées en 10%, 33% et 50% de jeux de données pour tester la compétence des informations de prévision disponibles dans la série chronologique des prédicteurs, le pouvoir prédictif du modèle BPN de nouveau domine les résultats 60% du temps. Les traders, les investisseurs et le gestionnaire de fonds peuvent compter sur la puissance de prédiction de BPN avec des ensembles de données volumineux ou même petits. Néanmoins, le résultat suggère également la puissance de prédiction des modèles RNN et RBFNN avec des ensembles de données plus petits. Dans l'ensemble, il est suggéré que les traders et les gestionnaires de fonds ont plus de chances d'obtenir des prévisions plus précises en utilisant le modèle BPN dans les indices Vice Funds. Les résultats de cette recherche ont des implications politiques dans la création de stratégies de prévision et d'investissement en examinant des modèles qui minimisent les erreurs de prédiction des indices Vice Funds.

Mots-clés: indices des fonds du vice, analyse relationnelle grise, réseau de neurones artificiels

JEL Classification: G10, G17

Éthique et économique/Ethics and Economics, 17 (1), 2020
<http://ethique-economique.net/>

1. INTRODUCTION

Interest continued to grow in Corporate Social Responsibility (CSR) with the expanding investments in CSR funds. Nowadays, both private and institutional investors are increasingly diversifying their portfolios by investing in companies that set industry-wide best practices with regard to sustainability. As responsible investors grow in numbers, money is utilized to initiate a shift toward a more economically-just, ethically-driven and operationally-sustainable businesses. As Porter and Kramer (2007) put it, doing business today with the thinking of saving tomorrow's needs. Thus, Socially Responsible Investing (SRI) has become more appealing to the discerning investors as the number of business and ethical issues being exposed increased over the years.

Despite the rapid success of SRIs, which basically is investing in firms with certain standard in social, environment, ethical, moral or even in religious aspects; investors, traders and portfolio managers still consider investing in what they call "vice" companies during recession or difficult economic times, because they have higher than expected returns (Hong and Kacperzyk, 2009). Investors always have several legal options by which they can benefit at a company's unsavory and unethical habits; and companies that benefit from arms and weapons dealing, and addiction to tobacco and alcohol are examples of this. Investing in firms with much larger scales of operations like the production of tanks, jet fighters, and aircraft carriers are all legal, despite their revenues are coming from the destruction caused by and war.

Most of the non-CSR companies are coming from vice industries such as gaming, alcohol, firearms, tobacco, and the recently legalized (on selected locations), marijuana use. This kind of industry produces, what we consider addictive products, and it's even more sustainable in returns than the other industry. We can find this kind of investment through ETFs (exchange-traded funds) or mutual funds. For example, a sin ETF, simply tracks the ISE SIN index of casinos, alcohol producers, cigarette makers, launched in 2007 in USA and only survived only a year before it closed. An ETF that focused on alcohol and cigarette are also non-existent, even though these products have a huge amount of support from consumers.

One problem that sin ETFs are encountering is the inadequate volume of investor. Sin mutual funds, on the other hand, also succumb to the pressure of the government and the market, and lighten up on their "pro sin" position. They revised their names and are now called the "Barrier Fund" (formerly the Vice Fund) and they trade under the symbol USA Barrier Mutual Investor (ticker: VICEX). Some investors may have moral considerations with investing in such vice industries, but unconstrained investors with no concerns about the morality of such investments, should try considering the Barrier Fund. Investors of Vice Funds are actually experiencing a good number of return. For example, compared with the S&P 500, VICEX has a 10-year annualized return of 10.4%, compared to the S&P's 8.2%. During the 2008 recession, in VICEX gained 17.8%, while on the other hand, the S&P climbed just 12.3%. However, in 2009, when stocks were recovering from the bear market lows, VICEX had a 12.7% gain, but the S&P 500 Index advanced 26.5%. These results can provide investors some ideas on the performance of Vice Funds compared with regular stock investments. Besides VICEX, there is also Fidelity Select Consumer Staples (ticker:

FDFAX) and Rydex Leisure Investments (ticker: RYLIX), these are the 3 known best mutual funds for sin or vice investments.

This paper plans to capture non-linear characteristics of the so-called Vice Funds for a better forecasting accuracy by minimizing errors. Grey relational analysis (GRA) method will be firstly used to determine which among the factors considered, namely, stock index, volatility index, US dollar index, trading index, commodity research bureau (CRB) and crude oil futures index have the greatest influence on 10 Vice Fund indices returns through their relevant ranks. Three types of ANN models will be also utilized to examine the best training data sets of the Thomson Reuters CSR indices returns. The Back-propagation Perceptron Network (BPN), Recurrent Neural Network (RNN), and Radial Basis Function Neural Network (RBFNN), according to the researches made by Huang et al. (2008), Zhang and Xiao (2000), and Shen et al. (2011), respectively, based on their individual studies produced satisfactory performance when it comes to prediction accuracy of ANN models.

The primary motivation of this research is that GRA and ANN models have never been applied to forecast Vice Funds index returns. The first objective of this paper is to apply ANN, a relatively more powerful forecasting tool to predict Vice Funds index returns. Second, is to determine which of the three ANN models are best to forecast returns based on the lowest values of mean absolute error (MAE) and root mean square error (RMSE). The third objective is to determine which of the six determinants have the strongest effect on Vice Funds index returns through their relevant ranks based on their grey relational grades (GRGs). And lastly, to check the robustness of GRA results, this paper divides the six variables in half depending on their relevant ranks based on their grey relational grades (GRGs) between those with high GRGs and low GRGs. And then ANN models will be applied to identify the group of determinants (all variables, high-GRG variable, and low-GRG variables) that has the greatest impact on Vice Funds Indices returns. This will verify whether GRA findings are consistent with that of the ANN results pin-pointing financial variables that affects the Vice Funds index performance.

The fulfillment of these objectives of the paper is a beneficial additional literature in applying GRA and ANN models in examining Vice Funds index returns. Some possible good policy implications from the results of this paper are the following. First, provision of economic value for fund managers, investors, and traders in creating investing strategies to identify factors that greatly affect their returns and volatility. Second, technical analysts of time-series data can consider the findings in this paper as an initial step for extending the methodology of out-of-sample forecasting for Vice funds. Third, academic significance is seen to provide academicians and researchers to have new understanding in forecasting Vice Funds indices. Lastly, future stakeholders like the government and the investing public can also benefit by having better understanding of predicting and knowing factors affecting their returns. The results should contribute in solidifying the fact that these relatively new investment instruments can be forecasted given specific inputs and right modeling, thus, can convince potential investors on the viability of Vice Fund indices as possible portfolio diversification channels.

The paper also contains the following two sections: Section 2 narrates related studies, and Section 3 describes the data and methodology of GRA, BPN, RNN and RBFNN, and Section 4 showed the empirical results and analysis. Lastly, Section 5 showed the conclusion.

2. LITERATURE REVIEW

This paper collected literature that discuss the importance of Vice Funds indices in investing and in performance measures in the business environment, as well as the utilization of methodologies used in this study. This section discusses papers reviewing the performance of vice funds and stocks; and highlights researches that showed the suitability of GRA and ANN models in studying various financial instruments.

Hong and Kacperczyk (2009) found that social norms affect stock prices and returns, because sin stocks are less held by norm-constrained institutions such as pension funds, and also receive less coverage from analysts than regular stocks. However, the study found that sin stocks have higher expected returns than otherwise comparable stocks, because of the relative high risk (high returns) of them being neglected by norm-constrained investors and facing greater litigation risk heightened by social norms.

Jo et al. (2010) made a direct comparison of vice investing socially-responsible investing, and discovered that vice-oriented investing has historically performed better than socially-responsible investment from 2004 to 2008 period. However, they suggested using a single year of data that in volatile markets the diversification of socially-responsible investment should be prioritized, and thus sin-based investments should be avoided.

In a related study, Areal et al. (2010) studied market timing possibilities by comparing the performance of vice funds to socially-responsible funds. The authors used high and low volatility as proxies for bear and bull markets, respectively. VICEX fund performance is compared to that of 13 religious and 38 socially-responsible funds. Moral stocks are related to investments by religious groups like Catholic doctrine, Islamic principles and Lutheran catechism. On the other hand, socially-responsible funds consider investments in environmental, human rights protection and sustainability initiatives. The study found that vice fund outperforms both the religious and socially-responsible funds during low volatility or markets, but not during high volatility or bear market regimes. Lastly, Herbohn et al. (2014) explores the relationship between sustainability performance and disclosure of non-environmentally-friendly Australian mining and energy firms. The paper found that there is a weak link between the sustainability performance and disclosure, and suggested that extractive companies should do more of CSR activities in order to have more solid reporting.

Chen and Diaz (2012) studied the spillover effects faith and non-faith exchange-traded funds to the stock market, and vice-versa. The authors observed that faith and non-faith ETFs have significant positive and negative relationships with their stock index returns, respectively. They found that non-faith ETFs showed an ability to provide minimal losses during economic downturns and claimed that their results occur because “sin investments can expect positive returns even during an abysmal economy, because vices are insulated from economic slumps and are possible safe havens during recessions. In another set of study, Morales and Krueger (2013) studied the prices of individual vice-oriented firms in the alcohol and tobacco industries, and compared their performance to the Vanguard’s S&P 500-based mutual fund (i.e., VTINX). The paper found that portfolios consisting either of eight alcohol companies or eight tobacco companies are more highly correlated with the S&P 500 than the individual companies.

Regarding the power of GRA in picking financial variables that closely affect the returns of investment instruments, the study of Hamzacebi and Pekkaya (2011) selected the best alternative stocks among different firms and GRA was found to have the greatest optimization technique for stock selection. In another set of related studies, Feng and Wang (2000) and Kung and Wen (2007) utilized the model in looking at financial ratios and other financial indicators that affects financial performance.

This paper is also interested in the predictability of financial markets using neural networks. For example, Chiang et al. (1996), Avci (2007) and Huang et al. (2008) all used the BPN network to forecast financial markets and revealed increased performance when the ANN model is applied. Chaveesuk et al. (1997) and Shen et al. (2011) found that neural networks, including radial basis function network (RBFNN) are more flexible compared to regression models, and are more immune to imperfect data. Also, Zhang and Xiao (2000) proved that recurrent neural network (RNN) is effective and a very powerful tool in making one-step and multi-step predictions based on few data points in using a computer-generated chaotic time-series.

Chen and Fang (2008) predicted the performance of the Asian Currency Unit (ACU) by using the BPN, RNN, Time-Delay Recurrent Neural Network (TDRNN), General Autoregressive Conditional Heteroscedasticity (GARCH), and random walk models. The authors showed that ANN models outperformed GARCH and random walk models, and among the ANN models. Lastly, both studies of Kadilar et al. (2009) and Pradhan and Kumar (2010) used ANN to forecast the Turkish and Indian currencies, respectively against the US dollar. Their paper showed that the method has best forecasting accuracy compared to seasonal ARIMA and ARCH models. The predictability of sustainability indices will be tested by ANN models, which have been vastly applied in the capital markets literature.

The above literature also looked into possible macroeconomic and financial factors that can possibly predict the movements of financial instruments, particularly vice funds and stocks. The literature also discussed combining powerful non-linear tools like GRA and ANN, which motivated this paper that vice funds and indices are a good avenue in contributing to the literature of its predictability based on a number of variables.

3. DATA AND METHODOLOGY

Ten actively-traded Vice Fund indices from the Yahoo! Finance website will be utilized for this research. This study uses daily data starting July 1, 2009 (or right after the National Bureau of Economic Research announced the end of the Subprime Mortgage Crisis of 2008) until December 30, 2016. The data sources of the 6 variables are Google.com/finance for the stock and volatility indices; Forexpros.com for the US dollar index; Jefferies.com for the CRB index; and Theice.com for the Brent crude oil futures index.

3.1. Grey relational analysis (GRA)

GRA necessities only lesser number of data to quantitatively measure the connection among factors, and can measure incomplete message on various relevance factors through examining the random factor series. Deng (1989) suggested the GRA in the Grey system theory; and defined it a process of calculating the association of two discrete series in a Grey system, with the likelihood that this relationship can change with time.

In the GRA process, the first step is the data preprocessing which is composed of the following three equations below:

a) Higher-the-better expectancy denotes that the higher the expected objective, the better.

$$(1) x_i^*(k) = \frac{x_i(k)}{\max x_i(k)} .$$

b) Smaller-the-better expectancy means that the smaller expected objective, the better.

$$(2) x_i^*(k) = \frac{x_i(k)}{\min x_i(k)} + 2 .$$

c) Nominal-the-best expectancy shows that there is a specific value that is expected to achieve between maximum and minimum.

$$(3) x_i^*(k) \left\{ \begin{array}{l} \left[\frac{x_i(k)}{x_{\text{exp}}} \dots x_i(k) \leq x_{\text{exp}} \right] \\ \left[-\frac{x_i(k)}{x_{\text{exp}}} + 2 \dots x_i(k) > x_{\text{exp}} \right] \end{array} \right\} .$$

Where:

$x_i(k)$ is the k th coordinate of the i th point is the generating value of Grey relational analysis;

$\min x_i^0(k)$ is the minimum value of $x_i^{(0)}(k)$;

$\max x_i^0(k)$ is the maximum value of $x_i^{(0)}(k)$.

The size of the arrangement of grey levels chooses the grey relation and the key factors can be situated in these levels.

The next step in the procedure is to determine the grey relational grade (GRG) through the grey relational coefficient. The GRG is a measurement process that looks at the association of the sequences and can be characterized into localization GRG and globalization GRG.

Localization GRG selects the specific sequence $x_0(k)$, as the reference sequence, and the other sequence $x_i(k)$, as the compared sequence. The grey relational coefficient $x_0(k)$ and $x_i(k)$ is calculated as:

$$(4) \gamma(x_0(k), x_i(k)) = \frac{\Delta_{\min} + \zeta \Delta_{\max}}{\Delta_{0i}(k) + \zeta \Delta_{\max}} ,$$

Where: $\zeta \in (0,1]$ is the distinguished coefficient; $\Delta_{0i}(k) = |x_0(k) - x_i(k)|$; and

$$(5)(5) \Delta_{\min} = \min_{\forall i} \min_{\forall k} \Delta_{0i}(k) = \min_{\forall i} \min_{\forall k} |x_0(k) - x_i(k)|,$$

$$(6)(6) \Delta_{\max} = \max_{\forall i} \max_{\forall k} \Delta_{0i}(k) = \max_{\forall i} \max_{\forall k} |x_0(k) - x_i(k)|.$$

The distinguished number is generally set to 0.5 for its controlled distinguishing effect and stability, affecting only the grey relational value of the order, but not the rank of the GRG.

Globalization GRG treats each order $x_i(k)$ as the reference sequence, and the other order $x_j(k)$ as compared sequence. The grey relational coefficient $x_i(k)$ and $x_j(k)$ is designed as:

$$(7)(7) \gamma(x_i(k), x_j(k)) = \frac{\Delta_{\min} + \zeta \Delta_{\max}}{\Delta_{ij}(k) + \zeta \Delta_{\max}},$$

Where: $\zeta \in (0,1]$ is the distinguished coefficient; $\Delta_{ij}(k) = |x_i(k) - x_j(k)|$; and

$$(8)(8) \Delta_{\min} = \min_{\forall i, \forall j} \min_{\forall k} \Delta_{ij}(k) = \min_{\forall i, \forall j} \min_{\forall k} |x_i(k) - x_j(k)|,$$

$$(9)(9) \Delta_{\max} = \max_{\forall i, \forall j} \max_{\forall k} \Delta_{ij}(k) = \max_{\forall i, \forall j} \max_{\forall k} |x_i(k) - x_j(k)|.$$

The indicated distinguished coefficient is generally set to 0.5 for a stable and adequate distinguishing effect. It affects only the grey relational value of the sequence, but not the rank of the grey relational grade.

After computing the grey relational coefficient, we can get the GRG among x_0 and x_i ,

or x_i and x_j based on the formula below:

$$(10)(10) \gamma(x_0, x_i) = \sum_{k=1}^n \beta_k \gamma(x_0(k), x_i(k)),$$

$$(11)(11) \gamma(x_i, x_j) = \sum_{k=1}^n \beta_k \gamma(x_i(k), x_j(k)),$$

Where: β_k represents the weighted value, and $\sum_{k=1}^n \beta_k = 1$. Each can be assigned with varying weights based on the significance of the factor within the system. The calculation of GRG is

identified by equal weights and according to the average value of the grey relational coefficient. Thus, let $\beta_k = \frac{1}{n}$, $k=1,2,\dots, n$.

The last procedure in the GRA process is to organize the grey relational ordinal in a descending order. This constructed sequence offers the priority listing to choose the order that is closely associated to the reference sequence. Highest value specifies that it is the main factor of influence, and the lowest has the least effect.

1.1. Artificial Neural Networks

Back-propagation Perceptron Network (BPN)

The BPN model has a construction called multilayer perceptrons (MLP) and utilizes Error Back Propagation (EBP) as its learning algorithm. The BPN model calculates the input values in the hidden layer. The model involves the diffusion of input directly to the hidden layer from the input layer. This produces an output with transfer functions, which is normally called Sigmoid Function is then moved to the output layer, and is represented with the following equation:

$$(12)(12) \quad f(x) = \frac{1}{1 + e^{-x}}.$$

The BPN network augments a hidden layer to the system that demonstrates the interaction among input processing elements. The decrease of the error function needs the use of the smooth transition function and Gradient Steepest Descent method. The method of the formula of a modified network weights is set when the yield of processing element j in layer n becomes the non-linear function for the output of processing element in layer $n-1$.

$$(13) \quad A_j^n = f\left(\underset{j}{net^n}\right) = f\left(\underset{j}{\sum_{i,j} w_{ij} A_i^{n-1}} - \underset{j}{\theta_j}\right),$$

Where:

f represents the transfer function;

W_{ij} denotes the weight of net_j^n = activity function processing element i in layer $n-1$, as well as the processing element j in layer n .

θ_j is for the bias of processing element j in layer n , or the threshold value.

The BPN model minimizes the differences between the output of network and target output. The learning quality from this supervised learning is given by the error function E :

$$(14) E = \frac{1}{2} \sum_j (T_j - A_j)^2,$$

Where:

T_j represents the target output of processing element j ; and

A_j denotes the network output of processing element j .

Recurrent Neural Network (RNN)

RNN model is a vigorous neural network that creates connections between units form a directed cycle. The RNN model assimilates time factors to go around the network structure. The process feeds back the output number of the neuron in the hidden layer or the output layer to become the output of neuron in the next stage. The learning progression accelerates, because of the mutual feedback progressions between neurons.

The forward propagation of the RNN model multiplies output $xi(t)$ by an corresponding weight $w_{ji}(t)$, and $net_j(t)$ is the product of that process. Then the network converts $net_j(t)$ through a nonlinear function f to get the output $y_j(t)$ in the feedback processing layer. This procedure of multiplying $y_j(t)$ by an equivalent weight $v_{kj}(t)$ again produces a product $net_k(t)$. The expression $net_j(t)$ is changed through a nonlinear function f and gets the product $z_k(t)$ in the output layer. This relationship can be presented as follows:

$$(15) y_j(t) = f(net_j(t)),$$

$$net_k(t) = \sum v_{kj}(t)y_j(t).$$

Radial Basis Function Neural Network (RBFNN)

RBFNN model is a mixture learning network that pools both unsupervised and supervised learning instructions. The procedure uses unsupervised learning to classify the cluster center and resolve on the initial value. This network can also model random nonlinear transformations which early linear perceptrons can't.

The RBFNN model is analogous to the architecture of the BPN, which consists of three layers. The input layer the data is imported from each input node related to all of the hidden nodes of the single hidden layer. The hidden layer is made up of a set of nodes, one for each radial basis function center (Broomhead and Lowe, 1988). The construction of numerous radial basis functions through the use of curve fitting is one of the major features of RBFNN. This aspect of the model leads to the learning and mapping relationships between input and

output values. As specified by Bors and Gabbouj (1994) and Bors and Pitas (1996), the Gaussian function is the most commonly utilized in RBFNN and is represented as:

$$(16) \phi_j(X) = \exp\left[-(X - \mu_j)^T \sum_j^{-1} (X - \mu_j)\right], \text{ for } j=1, \dots, L,$$

Where:

X represents the input feature vector,

L denotes the number of hidden units, and

μ_j and \sum_j are the mean and the covariance matrix of the j th Gaussian function, respectively.

4. EMPIRICAL RESULTS AND ANALYSIS

This section discusses the findings of this paper from the results of the GRA model, and the ranking of the GRGs to the different results, determines which of the three ANN models are best to forecast returns, identifies which of the six determinants have the strongest effect on Vice Funds index returns.

4.1. Grey Relational Analysis

Table 1 shows the results of the GRA model for the 10 Vice Funds. Based on the GRA rankings, the S&P 500 index dominated the top spot of relational predictors 90% (9 out of 10 Vice Funds index) of the time, while the USD Index is also at the top 2 predictor 90% of the time. Only the INNA.MI index has the rankings of the S&P 500 index and USD index switched. The Volatility Index, Trade Index, CRB Index and Brent Crude Oil Index are the more consistent ranking variable placing 3rd, 4th, 5th, and 6th, respectively, for the ten Vice Funds indices.

The relationship between S&P 500 Stock Index performance and investment instruments have been found in the work of Preston and O'Bannon (1997), and Wang (2011). On one hand, Simon and Wiggins (2001) showed that sentiment indicators such as the Volatility Index, the put-call ratio, and the Trade Index are widely used by technical analysts as contrary market indicators. The results demonstrate that these indicators generally had both statistically and economically significant predictive power for subsequent S&P futures. Sariannidis et al. (2016) have found that an increase in the oil returns, as well as in the oil price volatility, leads to a decrease in the value of the Index employed. It was also found that asymmetry affects positively the stock price of the Eurozone social responsibility companies.

4.2. ANN model for Vice Funds

The three ANN models, namely, BPN, RNN and RBFNN are utilized in this study to compare the predictive efficiency of the six independent variables by having the smallest possible forecast error, that is, Mean Absolute Error (MAE) and Root Mean Square Error (RMSE) in determining Vice Funds indices. This paper followed the earlier researches of

Chen and Fang (2008) by manipulating training or testing data sets (i.e., 10%, 33% and 50%) to test the efficiency of the available forecasting information.

Table 1: Vice Funds Indices and GRGs of the six determinants

Currency ETNs and six variables	1	2	3	4	5	6
	S&P 500 stock index	Volatility index	US Dollar Index	Trade Index	CRB Index	Brent crude oil index
1 BJK	300.6308	284.5461	289.8785	166.5309	150.3708	125.5525
Ranking	1	3	2	4	5	6
2 FDFAX	301.5714	272.6208	303.8139	170.9614	154.1699	128.251
Ranking	1	3	2	4	5	6
3 INAA.MI	280.9571	275.1172	281.1143	144.4655	147.3903	123.7401
Ranking	2	3	1	5	4	6
4 IYK	310.3167	278.5625	299.7973	169.8683	153.8047	128.5515
Ranking	1	3	2	4	5	6
5 PBJ	308.9655	279.5752	298.1929	169.2692	153.4117	128.3688
Ranking	1	3	2	4	5	6
6 PEJ	305.5128	280.8757	294.2764	169.1338	153.5233	128.7386
Ranking	1	3	2	4	5	6
7 PPA	302.2715	284.9396	291.1839	167.8507	152.4678	128.0078
Ranking	1	3	2	4	5	6
8 RYLIX	307.881	280.1238	295.8312	169.283	153.5453	128.6181
Ranking	1	3	2	4	5	6
9 VDC	309.7664	279.5177	298.7966	169.6096	153.6746	128.5609
Ranking	1	3	2	4	5	6
10 VICEX	308.4168	277.4671	298.4177	170.0984	153.9352	128.5711
Ranking	1	3	2	4	5	6

Table 2 illustrates the comparison of the forecasting efficiency for the full data set among the three ANN models in determining the Vice Funds index return. The paper finds that the BPN model totally outperformed the RNN and RBFNN models 100% (10 out of 10 Vice Funds index) of the time by having the lowest values of MAE and RMSE. Between RNN and RBFNN models, the latter ANN model has generally the lower forecasting error 80% (8 out of 10 Vice Funds index) of the time. Among the indices PPA has the lowest error from the BPN model with 0.0645 for MAE, and 0.2463 for RMSE, followed by INAA.MI with 0.0738 for MAE, and 0.2559 for RMSE. Contrary to the earlier findings of Ranaweera et al. (1995) that RBFNN model performs better than the BPN model, this paper is not consistent with this claim, and gives more favor to the BPN model. The power of the BPN model has been earlier studied by the works of Chen and Fang (2008), and Adebisi et al. (2012). From these results, one good trading policy implication is that traders and fund managers have stronger chance of achieving more accurate forecasting results by using the BPN model.

Technical analysts of time-series data can consider these finding as an initial step for an extended methodology of out-of-sample forecasting for Vice funds, and utilizing the BPN model will yield favorable results compared to the other ANN models.

Table 2: The comparison of forecasting ability of neural networks for Vice Funds

ETNs	Test	BPN	RNN	RBFNN
BJK	MAE	0.0969	0.1777	0.1815
	RMSE	0.3023	0.4034	0.4025
FDFAX	MAE	0.0996	0.1834	0.1469
	RMSE	0.3037	0.3882	0.3680
INAA.MI	MAE	0.0738	0.1509	0.1262
	RMSE	0.2559	0.3697	0.3436
IYK	MAE	0.0985	0.1846	0.1453
	RMSE	0.3087	0.3965	0.3503
PBJ	MAE	0.1087	0.1877	0.1490
	RMSE	0.3171	0.3822	0.3490
PEJ	MAE	0.0909	0.1659	0.1305
	RMSE	0.2894	0.3491	0.3285
PPA	MAE	0.0645	0.1664	0.1312
	RMSE	0.2463	0.3871	0.3419
RYLIX	MAE	0.0820	0.1657	0.0918
	RMSE	0.2683	0.3486	0.2809
VDC	MAE	0.1029	0.1800	0.1987
	RMSE	0.3153	0.3958	0.4116
VICEX	MAE	0.1177	0.2062	0.1380
	RMSE	0.3384	0.4098	0.3446

Note: MAE: mean absolute error; RMSE: root mean square error

Table 3 illustrates more detailed results for each Vice Funds index's testing data (i.e., 10%, 33% and 50%) using the BPN model. The MAEs of the 33% and 50% testing data set both dominated the 10% data set 100% (10 out of 10 indices) of the time, with each of them having 5 indices. For example, BJK has the lowest MAE of 0.0469 using 50% of data set, compared to 0.0857 and 0.1582 of the 33% and 10% data sets, respectively; also FDFAX has the lowest MAE of 0.0477 using 33% of data set, compared to 0.0740 and 0.1770 of the 50% and 10% data sets, respectively. These results from the MAE are also consistent with the

results of the RMSE for the BPN model. These findings are consistent with the earlier study of Moshiri et al. (1999), which proved the forecast power of the BPN in larger data sets, and weak on fewer data sets (i.e., 10% vs. 33% and 50% data sets). Consistent with the earlier findings, this study recommends that technical analysts of traders and fund managers are better off depending on the predicting power of the BPN model using larger data sets (i.e., 33% and 50% of data); and can benefit financial analysts in using out-of-sample forecasting.

Table 3: Forecasting ability of BPN on Vice Funds

Vice Funds on BPN Model	MAE			RMSE		
	10%	33%	50%	10%	33%	50%
BJK	0.1582	0.0857	0.0469	0.3977	0.2928	0.2165
FDFAX	0.1770	0.0477	0.0740	0.4207	0.2183	0.2721
INAA.MI	0.1467	0.0443	0.0304	0.3830	0.2106	0.1743
IYK	0.1508	0.0741	0.0704	0.3884	0.2722	0.2654
PBJ	0.1828	0.1009	0.0425	0.4275	0.3177	0.2061
PEJ	0.1588	0.0370	0.0768	0.3985	0.1924	0.2772
PPA	0.0919	0.0256	0.0761	0.3031	0.1599	0.2758
RYLIX	0.1660	0.0497	0.0304	0.4074	0.2230	0.1745
VDC	0.1510	0.0594	0.0983	0.3886	0.2438	0.3136
VICEX	0.1402	0.0667	0.1463	0.3745	0.2582	0.3825

Note: MAE: mean absolute error; RMSE: root mean square error

Table 4 shows more detailed results for each Vice Funds index's testing (i.e., 10%, 33% and 50%) using the RNN model. This time, the MAEs of the 33% testing data set has the most number of lowest MAEs and RMSEs 60% (6 out of 10 indices) of the time, followed by the 50% data set with 40% (4 out of 10 indices) accuracy level. For example, IYK has the lowest MAE of 0.0752 using 33% of data set, compared to 0.0814 and 0.3971 of the 50% and 10% data sets, respectively. The 10% data set did not perform compared to the other two larger data sets. According to Zhang and Xiao (2000), the RNN model is good at forecasting using fewer data sets. However, in this study, the RNN model is better off in using larger data sets (i.e., 33% and 50%). Therefore, one policy trading implication of this result is that, chartists of portfolio managers can look at the possibility of relying on the forecasting efficiency of the RNN model on larger data sets, specifically in investing in Vice Funds, contrary to the earlier findings of the literature.

Table 4: Forecasting ability of RNN on Vice Funds

Vice Funds		MAE			RMSE	
RNN Model	10%	33%	50%	10%	33%	50%
BJK	0.3212	0.1381	0.0738	0.5668	0.3717	0.2717
FDFA	0.4148	0.0693	0.0662	0.6440	0.2633	0.2573
INAA.MI	0.2898	0.0824	0.0805	0.5383	0.2870	0.2837
IYK	0.3971	0.0752	0.0814	0.6302	0.2742	0.2852
PBJ	0.4490	0.0659	0.0483	0.6701	0.2566	0.2198
PEJ	0.4165	0.0352	0.0460	0.6453	0.1876	0.2144
PPA	0.3070	0.0579	0.1344	0.5541	0.2407	0.3666
RYLIX	0.4128	0.0266	0.0578	0.6425	0.1630	0.2404
VDC	0.3725	0.0705	0.0972	0.6103	0.2654	0.3117
VICEX	0.4618	0.0492	0.1075	0.6795	0.2219	0.3279

Note: MAE: mean absolute error; RMSE: root mean square error

Table 5 illustrates more detailed findings for each Vice Funds index's testing (i.e., 10%, 33% and 50%) using the RBFNN model. For this table, again, the MAEs of the 33% testing data set has 60% (6 out of 10 indices) more number of lowest MAEs and RMSEs, followed by the 50% data set with 40% (4 out of 10 indices) accuracy level. For example, PEJ has the lowest MAE of 0.0376 using 33% of data set, compared to 0.0642 and 0.2895 of the 50% and 10% data sets, respectively. Again, the 10% data set did not perform compared to the other two larger data sets. The predictive power of the RBFNN model on larger data sets is not consistent with the initial findings of Chaveesuk et al. (1999), which showed the flexibility of the model on smaller or imperfect data. However, this paper still recommends the RBFNN model in larger sample of data sets for better forecasting efficiency consistent with the findings of this paper.

4.3. Verifying GRA results through the ANN

The GRA model identified and ranked the best variable that determines Vice Funds indices in Table 2. Following this ranking, the paper separated the top three variables with high GRGs, namely, S&P500 Stock Index, Volatility Index and US Dollar Index; and the bottom three variables with low GRGs, namely Trade Index, CRB Index and Brent Crude Oil Index. Table 6 illustrates the findings of the BPN model in comparing the prediction accuracy of All Variables, High GRG Variables and Low GRG Variables. Among the group of variables, the High GRG group dominated the other two groups 58.33% (7 out of 12 indices) of the time; and has the most number of lower MAEs and RMSEs compared to three Vice Funds Indices of All Variables group, and none from the Low GRG Variables group. For example, FDFAX's MAE of 0.0920 and RMSE of 0.3033 are the lowest from the High GRG Variables compared to the MAE of 0.0996 and RMSE of 0.3156 from All Variables, and lastly, Low GRG Variables with MAE of 0.2077 and RMSE of 0.4557. The ranking made by

the GRA model helped in identifying the variables that closely determines Vice Fund Indices. Surprisingly, the BPN model doesn't need the complete set of predictor variables to reach the lowest MAEs and RMSEs. These results of the BPN model having lower prediction error in smaller data sets is not consistent with the earlier study of Moshiri et al. (1999) in studying inflation time-series data. Thus, this study recommends that the BPN model can be also suitable in both smaller and larger data sets as predictors of financial time-series data, and that technical analysts can have more flexibility on the predictive power of the BPN model.

Table 7 shows the results of the prediction accuracy of All Variables, High GRG Variables and Low GRG Variables utilizing the RNN model. This time, the All Variables group, completely dominated the High GRG and Low GRG groups, wherein 100% (10 out of 10 indices) of the time, the MAEs and RMSEs are the lowest when using the complete set of predictor variables. For example, BJK for All Variables has MAE of 0.1777 and RMSE of 0.4034, followed by High GRG Variables with MAE of 0.2228 and RMSE of 0.6771, and lastly, Low GRG Variables has MAE of 0.2247 and RMSE of 0.6840. These findings are not again consistent with the previous work of Zhang and Xiao (2000) in applying the RNN model, which explained the RNN model's more accurate prediction utilizing few data sets. This paper suggests that the RNN model may also be more effective in using larger data sets, thus, technical analyst might want to also consider more data in using the RNN model.

Table 5: Forecasting ability of RBFNN on Vice Funds

Vice Funds RBFNN Model	MAE			RMSE		
	10%	33%	50%	10%	33%	50%
BJK	0.3370	0.1502	0.0573	0.5805	0.3875	0.2394
FDFA	0.2696	0.0918	0.0793	0.5193	0.3031	0.2816
INAA.MI	0.2215	0.0858	0.0714	0.4706	0.2929	0.2672
IYK	0.3093	0.0405	0.0862	0.5562	0.2013	0.2936
PBJ	0.3389	0.0574	0.0507	0.5821	0.2396	0.2252
PEJ	0.2895	0.0376	0.0642	0.5381	0.1940	0.2534
PPA	0.2340	0.0364	0.1232	0.4837	0.1909	0.3510
RYLIX	0.1932	0.0323	0.0499	0.4396	0.1797	0.2233
VDC	0.4245	0.0699	0.1017	0.6515	0.2643	0.3190
VICEX	0.2734	0.0340	0.1065	0.5229	0.1845	0.3264

Note: MAE: mean absolute error; RMSE: root mean square error

Table 6: Testing GRA results for Vice Funds with BPN prediction

BPN	All Variables		High GRG Variables		Low GRG Variables	
	MAE	RMSE	MAE	RMSE	MAE	RMSE
BJK	0.0969	0.3113	0.2237	0.4730	0.2077	0.4557
FDFAX	0.0996	0.3156	0.0920	0.3033	0.2061	0.4540
INAA.MI	0.0738	0.2717	0.1003	0.3167	0.0993	0.3151
IYK	0.0985	0.3138	0.0825	0.2872	0.2075	0.4555
PBJ	0.1087	0.3297	0.0783	0.2798	0.2025	0.4500
PEJ	0.0909	0.3015	0.0723	0.2689	0.1944	0.4409
PPA	0.0645	0.2540	0.0434	0.2083	0.1519	0.3897
RYLIX	0.082	0.2864	0.2701	0.5197	0.1814	0.4259
VDC	0.1029	0.3208	0.088	0.2967	0.2043	0.4520
VICEX	0.1177	0.3431	0.1004	0.3169	0.2312	0.4808

Note: MAE: mean absolute error; RMSE: root mean square error

Table 7: Testing GRA results for Vice Funds with RNN prediction

RNN	All Variables		High GRG Variables		Low GRG Variables	
	MAE	RMSE	MAE	RMSE	MAE	RMSE
BJK	0.1777	0.4034	0.2228	0.6771	0.2247	0.6840
FDFAX	0.1834	0.3882	0.2642	0.8032	0.2641	0.8174
INAA.MI	0.1509	0.3697	0.2242	0.7134	0.2310	0.7255
IYK	0.1846	0.3965	0.2540	0.7729	0.2768	0.8029
PBJ	0.1877	0.3822	0.2598	0.8201	0.2639	0.8198
PEJ	0.1659	0.3491	0.2438	0.7911	0.2646	0.8215
PPA	0.1664	0.3871	0.2353	0.7278	0.2468	0.7313
RYLIX	0.1657	0.3486	0.2467	0.8073	0.2533	0.8179
VDC	0.1800	0.3958	0.2738	0.7906	0.2866	0.7988
VICEX	0.2062	0.4098	0.2752	0.8279	0.3031	0.8583

Note: MAE: mean absolute error; RMSE: root mean square error

Table 8 shows the results of the prediction accuracy of All Variables, High GRG Variables and Low GRG Variables utilizing the RBFNN model. This time, the High Variables group, completely dominated the All Variables and Low GRG groups, wherein 100% (10 out of 10 indices) of the time, the MAEs and RMSEs are the lowest when using only the High GRG set of predictor variables. For example, BJK has MAE of 0.1272 and RMSE of 0.3567, while All Variables has MAE of 0.1815 and RMSE of 0.4260, and Low GRG Variables has MAE of 0.1972 and RMSE of 0.4441. This finding relates to the flexibility of the RBFNN model when dealing with imperfect data, as suggested by Chaveesuk et al. (1997) and Shen et al. (2011). Thus, this paper recommends that technical analysts of portfolio management companies may use the RBFNN model when encountering smaller or half the number of predictor data sets.

Table 8: Testing GRA results for Vice Funds with RBFNN prediction

RBFNN	All Variables		High GRG Variables		Low GRG Variables	
	MAE	RMSE	MAE	RMSE	MAE	RMSE
BJK	0.1815	0.4260	0.1272	0.3567	0.1972	0.4441
FDFA	0.1469	0.3833	0.1222	0.3496	0.1768	0.4205
INAA.MI	0.1262	0.3553	0.1103	0.3321	0.1538	0.3922
IYK	0.1453	0.3812	0.1189	0.3448	0.132	0.3633
PBJ	0.1490	0.3860	0.0895	0.2998	0.1845	0.4295
PEJ	0.1305	0.3613	0.0789	0.2809	0.1391	0.3730
PPA	0.1312	0.3622	0.0668	0.2585	0.1402	0.3744
RYLIX	0.0918	0.3030	0.0906	0.3010	0.1651	0.4063
VDC	0.1987	0.4458	0.1325	0.3640	0.1681	0.4100
VICEX	0.1380	0.3715	0.1049	0.3239	0.1983	0.4453

Note: MAE: mean absolute error; RMSE: root mean square error

5. CONCLUSIONS AND FUTURE RESEARCH

Socially responsible investing is getting more popular, however, other investors are still considering vice companies and funds, especially during economic downturns, because they produce higher than expected returns (Hong and Kacperzyk, 2009). This research examined time-series predictability of Sin ETFs through the GRA, and also applies three types of ANN models, namely, BPN, RNN, and RBFNN to capture nonlinear tendencies for a better forecasting accuracy. The research aimed to find which ANN model has stronger predictive

power compared with the other models, based on the ranking of the GRGs. The paper first applied the GRA model in determining which among the 6 variables of stock and volatility indices, US dollar index, Trade index, CRB index, and Brent crude oil futures index have the strongest influence on Vice Funds based on their relevant ranks. The ANN models were used to predict Vice Fund index returns, based on the lowest values of MAE and RMSE. To check the robustness of GRA results, this paper divided the six variables in half depending on their relevant ranks based on their GRGs between those with high GRGs and low GRGs. This study benefits to financial market players in determining appropriate ANN models in trying to forecast Vice Funds Indices.

The paper found that BPN had the best predicting power compared with RNN and RBFNN, the paper also learned that RNN and RBFNN models also got good performance with predicting accuracy. This paper also separated the data to 10%, 33% and 50% testing data level to test the proficiency of the available forecasting information in the time-series of the predictors. The predicting power of BPN model also showed with Vice Funds indices, 60% of the Vice Funds were best modeled by BPN model, 30% by RNN model and only 10% by RBFNN model. Traders, investors and fund manager can rely on BPN forecasting power with large or even small data sets. The result also suggested the predicting power of RNN and RBFNN model with a smaller set of data. Overall, the best forecasting ability was achieved using the BPN model. The study suggested that traders and fund managers have stronger chance of achieving more accurate forecasting in utilizing the BPN model. The GRAs table showed the dominance of High GRG of the influence toward Vice Funds indices. However, still, traders and fund managers can benefit by combining all six variables to get better forecasting accuracy.

Some possible good policy implications from the findings of this research are the a) creation of investing strategies by examining factors that influence their returns; and b) considering these results as a preliminary procedure to utilize out-of-sample forecasting in the future. The findings also offer academicians and researchers new ideas in minimizing errors in predicting Vice Funds indices. The current GRA and ANN models only utilize data at the end of the trading day, future research may consider using intra-daily data, or broader CSR indices to forecast the direction of the CSR market rather than the purely focusing on individual indices. Future research may also use different ANN architectures and learning algorithms. For example, hybrid intelligent systems, like combining fuzzy logic, expert systems, genetic algorithms, and wavelet networks, (aside from the study's GRA) with ANNs, need to be also explored. ANNs can be performed to forecast time series, while fuzzy logic and expert systems can aid in identifying trading signals. Genetic algorithms can be utilized to pick input variables instead of GRA, as well as the optimal parameters for the system. Wavelet networks have been used in many applications such as time series prediction, and signal classification and compression. These characteristic of the above models are complementary to the other ANNs for a more accurate forecasting, and can be utilized for future research to assist in determining the effect of a particular variable on Vice funds returns, and other time-series data.

REFERENCES

- Adebiyi, A. A., C. K. Ayo, Marion O. Adebiyi, and S. O. Otokiti. (2012). Stock Price Prediction Using Neural Network with Hybridized Market Indicators. *Journal of Emerging Trends in Computing and Information Sciences*, 3(1), 1–9.
- Areal, N., M.C. Cortez, F. Silva (2010). Investing in Mutual Funds: Does it Pay to be a Sinner or a Saint in Times of Crisis? *SSRN Working Papers*, 1-21.
- Avcı, E. (2007) Forecasting daily and seasonal returns of the ISE-100 Index with neural network models, *Dogus University Journal*, 8(2), 128-42.
- Bors, A. and Gabbouj, G. (1994) Minimal topology for a radial basis function neural network for pattern classification, *Digital Signal Processing: A Review Journal*, 4(3), 173-88.
- Bors, A. and Pitas, I. (1996) Median radial basis functions neural network, *IEEE Transactions on Neural Networks*, 7(6), 1351-64.
- Broomhead, D. and Lowe, D. (1988) Multivariate functional interpolation and adaptive causes of contagion of the Asian financial crisis, *Asia Pacific Management Review*, 13(4), 665-84.
- Chaveesuk, R., Ratana, C. and Smith, A. (1999) Alternative neural network approaches to corporate bond rating, *Journal of Engineering Valuation and Cost Analysis*, 2(2), 117-31.
- Chen, J. and Fang, Y. (2008) Forecasting the performance of the Asian currency unit and the causes of contagion of the Asian financial crisis, *Asia Pacific Management Review*, 13(4), 665-84.
- Chen, J. and J.F. Diaz (2012). Spillover and leverage effects of faith-based exchange-traded funds. *Journal of Business Policy and Research*, 7(2), 1-12.
- Chiang, W., Urban, T. and Baldrige, G. (1996) A neural network approach to mutual fund net asset value forecasting. *International Journal Management Science*, 24(2), 205-15.
- Deng, J. (1989) Introduction to grey system theory, *Journal of Grey System*, 1(1), 1-24.
- Feng, C. and Wang, R. (2000) Performance evaluation for airlines including the consideration of financial ratios, *Journal of Transport Management*, 6, 133-42.
- Hamzacebi and Pekkaya (2011) Determining of stock investments with grey relational analysis, *Expert Systems with Applications*, 38, 9186-95.
- Herbohn, K., Walker, J., & Loo, H. Y. M. (2014). Corporate social responsibility: The link between sustainability disclosure and sustainability performance: Sustainability disclosure and performance. *Abacus*, 50(4), 422–459.
- Hong, H. and Kacperczyk, M. (2009). The price of sin: The effect of social norms on market. *Journal of Financial Economics*, 93, 15-36.
- Huang, S., Tsai, C, Yen, D. and Cheng, Y. (2008) A hybrid financial analysis model for business failure prediction, *Expert Systems with Applications*, 35, 1034-40.

- Jo, H, T. Saha, R. Sharma and S. Wright (2010) Socially-responsible Investing vs. Vice Investing. *AABRI Academic Journals*, 1-10.
- Kadilar, C., Simsek, M. and Aladag, C. (2009) Forecasting the exchange rate with ANN: The case of Turkey, *Istanbul University Econometrics and Statistics e-Journal*, 9(1), 17-29.
- Kung, C. and Wen, K. (2007) Applying grey relational analysis and grey decision-making to evaluate the relationship between company attributes and its financial performance: A case study of venture capital enterprises in Taiwan, *Decision Support Systems*, 43, 842-52.
- Morales, M., and T.M. Krueger (2013). Can Smoking and Drinking be Good for you?: The Sin Stock Investment Premium. *Mustang Journal of Business and Ethics*, 4(1), 47-62.
- Moshiri, S., Cameron, N. and Scuse, D. (1999). Static, dynamic, and hybrid neural networks in forecasting inflation, *Computational Economics*, 14, 219-235.
- Porter, M. E., & Kramer, M. R. (2007). Strategia e società. Il punto d'incontro tra il vantaggio competitivo e la corporate social responsibility. *Harvard Business Review Italia*, 14(1/2), 1-18.
- Pradhan, R. and Kumar, R. (2010) Forecasting exchange rate in India: An application of Artificial Neural Network Model, *Journal of Mathematics Research*, 2(4), 111-17.
- Preston, L. E., & O'bannon, D. P. (1997). The corporate social-financial performance relationship: A typology and analysis. *Business & Society*, 36(4), 419-429.
- Sariannidis, Nikolaos, Grigoris Giannarakis, Eleni Zafeiriou, and Ioannis Billias. (2016). "The Effect of Crude Oil Price Moments on Socially Responsible Firms in Eurozone. *International Journal of Energy Economics and Policy*, 6(2).
- Shen, W., Guo, X., Wu, C. and Wu, D. (2011) Forecasting stock indices using RBFNN optimized by artificial fish swarm algorithm, *Computer and Information Science*, 24(3), 378-85.
- Simon, D. P., & Wiggins, R. A. (2001). S&P futures returns and contrary sentiment indicators. *Journal of futures markets*, 21(5), 447-462.
- Wang, Yungchih George. (2011). Corporate Social Responsibility and Stock Performance? Evidence from Taiwan. *Modern Economy*, 02(05), 788-99.
- Zhang, J. and Xiao, X. (2000) Predicting chaotic time-series using recurrent neural network, *Chinese Physics Letter*, 17(2), 88-90.



La pobreza en México. Evolución reciente, explicación y perspectivas

BY/PAR | **MARÍA TERESA HERRERA RENDÓN Y/O NEBEL (1)**

MIGUEL ÁNGEL CARREÑO (2)

(1) *Universidad Popular Autónoma del Estado de Puebla*, mariateresa.herrera@upaep.mx

(2) *Universidad Autónoma del Estado de México*, madiaz@colpos.mx

ABSTRACT

Using a very important dimension of the capabilities approach, agency freedom, we want in this work to demonstrate that poverty in Mexico can be seen as a cause of the lack of agency freedom. For this we take as a proxy of agency freedom the responsibility in its three categories: The subsequent responsibility, the previous responsibility and the otherness responsibility. And as a poverty proxy the labor trend index proposed by the National Council for the Evaluation of Social Development Policy in Mexico (CONEVAL). Using a MCO we show that the data is significant at the level of Federal Entities.

Key words: Agency, Poverty, Capabilities.

RÉSUMÉN

Rescatando una dimensión muy importante del enfoque de capabilities, la libertad de agencia, queremos en el presente trabajo demostrar que la pobreza en México puede ser vista como causa de la falta de libertad de agencia. Para ello tomamos como proxy de la libertad de agencia a la responsabilidad en sus tres categorías: La responsabilidad posterior, la responsabilidad anterior y la responsabilidad autrui. Y como proxy de pobreza al índice de tendencia laboral propuesto por el consejo nacional de evaluación de la política de desarrollo social en México (CONEVAL). Usando el MCO mostramos que los datos son significativos a nivel de Entidades Federativas.

Palabras claves: Agency, Poverty, Capabilities.

JEL Classification: I32

1. INTRODUCCIÓN

Los niveles de pobreza se han agravado en los últimos años no sólo en México sino a nivel mundial de aquí que siga siendo un problema importante dentro de la agenda internacional. Queremos subrayar que los avances que se han hecho en medición de la pobreza son importantes, pero sigue siendo vital investigar tanto sobre las alternativas para erradicar eficazmente la pobreza, como sus causas. Éste último es el objetivo principal de éste artículo.

De acuerdo con las últimas estimaciones del banco mundial (2018), el 10 % de la población mundial vivía con menos de USD 1,90 al día en 2015, en comparación con el 11 % en 2013. A pesar de los avances logrados, en la actualidad aún existen 736 millones de personas viviendo con menos de USD 1,90 al día (datos de 2015).

Sin embargo, es importante subrayar como bien lo señala el mismo reporte de 2018, que la distribución de la pobreza por ingreso no es la misma a nivel mundial. Si analizamos ésta problemática social por regiones, descubriremos que en Asia oriental y en el Pacífico existen 47 millones de personas extremadamente pobres y en Europa y Asia central 7 millones, estos han reducido la pobreza extrema a menos del 3 % y alcanzarán la meta fijada para 2030.

Pero para África, al sur del Sahara, el caso es preocupante ya que más de la mitad de la población extremadamente pobre vive en esta zona. De hecho, la cantidad de pobres de esa región aumentó en 9 millones, por lo que en 2015 había 413 millones de personas que vivían con menos de USD 1,90 al día, cifra superior a la de todas las demás regiones en conjunto. Si esta tendencia se mantiene, para 2030 prácticamente 9 de 10 personas extremadamente pobres vivirán en África al sur del Sahara.

Para el caso de América Latina y el Caribe, los datos más recientes de la CEPAL (2019) muestran que, en 2018, el número de personas viviendo en condiciones de pobreza llegó a 184 millones (30,2% de la población), de los cuales 62 millones se encontraban en situaciones de pobreza extrema (10,2% de la población), cabe señalar que éste es el porcentaje más alto desde 2008.

Para México, según el informe de CONEVAL (2018), teníamos en México 49.5 millones de pobres en 2008, en 2010 52.8 millones, en 2012 eran 53.3 millones de personas y en 2016 53.4 millones de personas, dentro de las cuales 9.4 millones de personas están en una situación de extrema pobreza.

La literatura especializada subraya que existen variables materiales y no materiales que explican el fenómeno de la pobreza. Podemos enumerar algunas de ellas: el ingreso; el ingreso per cápita; el rezago educativo; el acceso a los servicios de salud; el acceso a la seguridad social; la calidad y espacios en la vivienda; el acceso a los servicios básicos de la vivienda; el acceso a la alimentación; el grado de cohesión social, y el grado de accesibilidad a carretera pavimentada, éstas son las variables que emplea CONEVAL en México para medir la pobreza.

A lo largo de éste trabajo, veremos entre otras cosas, que el ingreso es importante, pero no determinante en el fenómeno de la pobreza, un peso muy importante es atribuido, al menos teóricamente, a las variables no materiales.

Dentro de las variables subjetivas o no materiales como bien lo señala Amartya Sen, podemos encontrar a la exclusión social (Sen, 2000, Ferragina et al, 2013, 2017), la falta de relaciones o redes interrelacionales (Berreta y Maggioni: 2017) o la falta de libertad de agencia o responsabilidad (Nebel y Herrera, 2017; Herrera, Nebel y Carreño, 2017, Herrera y Carreño, 2018).

En éste trabajo queremos probar que la falta de agencia es una de las variables no material y una explicación al porque en México a pesar de la inversión que se ha hecho en programas sociales no se han visto avances significativos en la reducción de la pobreza material.

Nuestra muestra está limitada a la población económicamente activa (PEA), nos hemos interesado en este sector ya que comprende 55 millones de trabajadores y, como veremos más adelante, las condiciones de los trabajadores mexicanos se han ido deteriorado drásticamente a lo largo del tiempo. Así pues, utilizaremos el índice de tendencia laboral (ITL) de 2005 a 2015 de CONEVAL, como proxy de pobreza material. Así como los datos de responsabilidad del trabajo de 2014 de INEGI, como proxy de agencia.

Primero veremos la evolución del concepto de pobreza, después veremos la importancia de las variables no materiales concentrándonos en la libertad de agencia propuesta por el enfoque de capabilities y la responsabilidad como proxy de agencia. Más adelante veremos la evolución de la pobreza material de 2005 a 2015, después veremos las variables no materiales, y al final analizaremos la relación entre las variables materiales y no materiales de la pobreza, más adelante tratamos las perspectivas de la pobreza y para terminar damos nuestras conclusiones.

2. DEFINICIÓN Y EVOLUCIÓN DE LA POBREZA MATERIAL

2.1 Definición

Los primeros indicios sobre el concepto de pobreza, los encontramos en Inglaterra en la *Poor Law* antigua que data de 1535 (Quadagno, 1984:418), en la cual el pobre era considerado como un mendigo y en la *Poor Law* se indicaba la manera de castigarlo. En 1601 la *Elizabethan Poor law* dio un giro importante en la historia del *welfare*, ya que en ella se reconoce el estado de responsabilidad por los indigentes. Esta ley hacía la diferencia entre los pobres con cuerpos capaces y los pobres impotentes. Y declara que es deber de la comunidad ayudar a los individuos que no se podían ayudar por ellos mismos. Cabe mencionar que para el año 1832, la *Poor Law* era administrada por alrededor de 15,000 parroquias independientes.

En 1834 fue aprobada la *Poor Law* nueva, el cambio es importante ya que el tema filosófico central era el de cómo regresarles a los pobres con cuerpos capaces una condición económica y moral independiente. Es interesante subrayar que las parroquias dejan la administración en manos del gobierno quien gestionaba a través de una autoridad central llamada la *Poor Law Commission*. En 1871, pasa a ser la *Local Government Board* (Rothery, 2016).

En cuanto a la medición de la pobreza las primeras contribuciones en Inglaterra, son atribuidas a dos ingleses, a Charles Booth y a Seebohm Rowntree. Booth fue el primero que investigó la pobreza en Londres. Su investigación, arrojó una tasa de pobreza de 35% en el *East End* de Londres y su trabajo fue publicado bajo el título: ***Vida y Trabajo del Pueblo***, en

1889. Un aporte también interesante de Booth, subrayado por Gibson-Brydon, es que atribuye las causas de la pobreza al “*in character and morality (or lack thereof), rather than in structural problems within the economy*” (MacKay, 2017).

Por su parte Rowntree, investigó el fenómeno de la pobreza en York. Llevó a cabo un análisis sobre las condiciones de vida de los pobres, su investigación se basó en un censo de la clase trabajadora es decir 11,560 familias el equivalente a 46,754 individuos. Los resultados se publicaron en su libro titulado: ***Pobreza: Un estudio de la vida en la ciudad***. Uno de los aportes de Rowntree es que distingue dos tipos de pobreza, la pobreza primaria debida a una falta de ingreso y la pobreza secundaria debida a un exceso de gasto o gasto indebido (Freeman, 2011).

El concepto de pobreza y su manera de medirla ha evolucionado hacia diferentes direcciones a lo largo de la historia. En América Latina la Comisión Económica para América Latina y el Caribe (CEPAL) en los años 50, subrayaban que no obstante el crecimiento en la región, la desigualdad se mantenía “invariable” e incluso, había empeorado.

En los años ochenta se recae en una visión unidimensional debido a la influencia y predominio de los enfoques económicos más ortodoxos (Consenso de Washington), relegando a un segundo plano, durante casi veinte años, la multidimensional de la pobreza, reduciendo el concepto a la falta de ingreso.

Afortunadamente, el enfoque de capabilities ha replanteado el concepto de pobreza regresándole su aspecto multidimensional y definiéndolo de una manera mucha más rica como una falta de libertades. Las aportaciones de Peter Townsend (1979) y a Amartya Sen (1981, 2000) han sido importantes en este plano. Según los principios de Townsend, los individuos, familias y grupos de una población se encuentran en situación de pobreza si carecen de recursos para obtener los tipos de alimentación, participar en actividades y tener las condiciones de vida y comodidades habituales o aprobadas por la sociedad. Sen, por su parte, define a la pobreza como una falta de libertades, libertad de agencia y libertad de bienestar.

Dentro de la libertad de bienestar la pobreza es vista como la privación de capacidades básicas que permiten que las personas puedan tener la oportunidad de evitar el hambre, la desnutrición, la carencia de una casa, o de ser capaces de tomar parte en la vida de la comunidad.

La libertad de agencia considera al individuo como un ser que formula juicios sobre su propio bienestar y es capaz de tomar decisiones que le permiten emanciparse y participar en la vida política, es decir, adquiere control sobre su propia *existencia*. Así concebido, el agente es un ser autónomo y responsable, capaz de elegir,¹ y no aquel individuo incapaz de concebir lo que tiene que ser su vida y como debe conducirla (Bertin, A. 2014:421). Así pues, la posesión de lo que Sen llama la cualidad de agencia, le permite al individuo renunciar incluso a su propio bienestar o libertad.

Así pues, una falta de libertad de agencia significa que las personas no pueden llevar a término lo que buscan, valoran y se proponen realizar.

¹ Sen, 1985.

Recientemente, Sen en 2000, dice que la concepción de la pobreza vista como un fenómeno multidimensional puede verse enriquecido por el enfoque de la exclusión social, haciendo hincapié que esta puede verse como una causa de la pobreza.

Para Ferragina et al (2013:6, 2017) la exclusión social también llamada “poverty-related”, es el proceso a través del cual las personas, especialmente aquellas con ingresos bajos, pueden llegar a ser socialmente, políticamente y económicamente excluidas de la sociedad principal (Backwith, D. 2015).

Para Sen y Ferragina es evidente que hay una relación estrecha entre exclusión social y pobreza, pues la exclusión social puede ser un aspecto constitutivo de la pobreza, en tanto que se refiere a la privación de la posibilidad de vivir una vida que uno tiene razones para valorar.

Nosotros vemos aquí, a la pobreza y/o exclusión social como manifestaciones de la falta de la *calidad de agencia en una sociedad determinada*. Así pues, para nosotros la *multidimensionalidad* de la pobreza no se resume a ingreso, bienes primarios, salud, vivienda, felicidad, esperanza de vida y educación, estas son manifestaciones de la pobreza

Por otro lado, Crocker desarrolla la idea de que la agencia tiene que ser vista como una Meta-capabilidad que está por arriba del resto de las capacidades y que por lo tanto determina el bien-estar individual y colectivo (Crocker, 2009; Ronill, 2004; Cortina, 2007 y Nebel y Herrera R. N, 2017, 2018). Es importante remarcar que autores como Conill (2004) & Cortina (2008) y Crocker (2009) insisten en que la calidad de la agencia tiene una prioridad normativa sobre las demás capacidades y por ende sobre la consecución del bienestar.

Nebel y Herrera (2007, 2008), siguiendo a Ballet, Bazin, Dubois & Mahieu (2007; 2008; 2014) sostienen que la *capacidad* de agencia se manifiesta en la forma en la cual individuos actúan de manera responsable. Y proponen utilizar como proxy de agencia a la responsabilidad, es decir a la forma en la cual una persona acepta y se compromete en la realización de un fin y/o deber.

En otras palabras, sin la posesión efectiva de la calidad de agencia o de la responsabilidad la libertad de bien-estar puede verse comprometida. Tenemos entonces que enriquecer el análisis de la pobreza a través de las variables no materiales.

Así pues, sin responsabilidad no aseguramos mejoras en los indicadores de pobreza. Y la vemos aquí tanto como una causa como una consecuencia de la pobreza.

2.2 Evolución de la pobreza material por ingreso en México

Retomando las aportaciones del enfoque de capabilities, decíamos en Herrera y Carreño (2018) que las variables objetivas de la pobreza pueden ser vistas como la privación de capacidades básicas que permiten que las personas puedan tener la oportunidad de evitar el hambre, la desnutrición, la carencia de una casa, o de ser capaces de tomar parte en la vida de la comunidad.

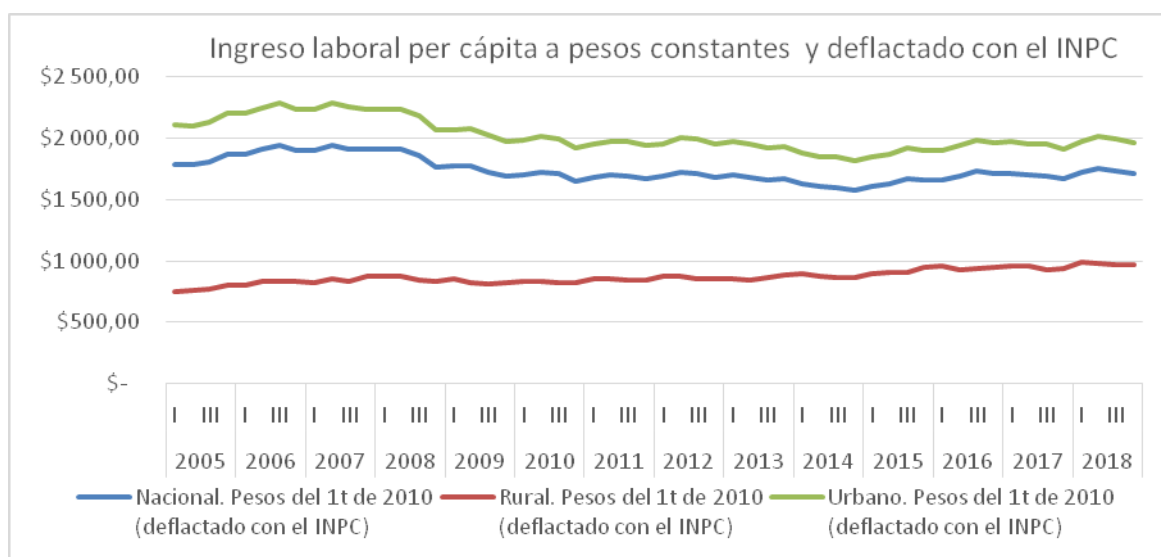
En México CONEVAL se ha inspirado en las aportaciones de Sen y de Town para medir la evolución de la pobreza. Las variables que utiliza son: el Ingreso corriente per cápita; Rezago educativo; Acceso a los servicios de salud; Acceso a la seguridad social; Calidad y

espacios en la vivienda; Acceso a los servicios básicos de la vivienda; Acceso a la alimentación; Grado de cohesión social, y Grado de Accesibilidad a carretera pavimentada. Sin embargo, como ya lo señalado en Nebel y Herrera (2017) y Herrera y Carreño (2018) esta manera de medir no debe de verse como el fin sino como el punto de partida ya que están variables son manifestaciones de pobreza.

Los indicadores que vamos a usar aquí han sido también desarrollados por CONEVAL, pero son específicos a la población económicamente activa. El primero es muy conocido y ya empleado en economía el poder adquisitivo del ingreso real, los segundos son ligeramente más elaborados se trata de la línea de bienestar mínimo y el índice de tendencia laboral de la pobreza (ITLP).

En cuanto al poder adquisitivo del ingreso real, podemos ver que el ingreso laboral per cápita real ha disminuido tanto el nacional, como el urbano y el rural. Se observa, por un lado, que el urbano tuvo su nivel más alto entre 2006 y 2007 y su nivel más bajo a finales de 2014, después de 2014 subió ligeramente, pero no recuperó los niveles alcanzados en 2006, cerrando con \$1717.90 pesos en 2018. Por otro lado, vemos que el poder adquisitivo de las zonas rurales es casi 3 veces inferior al urbano.

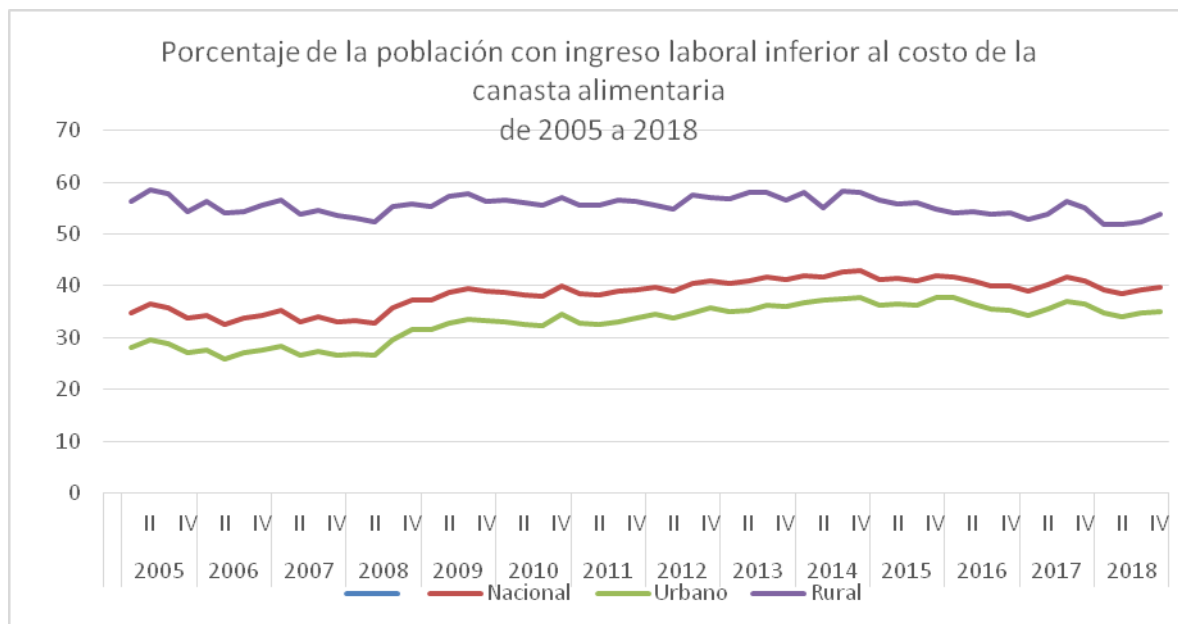
Gráfica No.1. Poder adquisitivo del ingreso real de 2005 a 2018



Fuente: CONEVAL.

Como consecuencia de la reducción del poder adquisitivo del ingreso laboral y de un mayor crecimiento en los precios rurales y urbanos, la población nacional con un ingreso laboral inferior a la Línea de Pobreza Extrema por Ingresos (canasta alimentaria) aumentó de 35.2% en 2005 a 39.2% en 2018 promedio anual (ver gráfica No. 2). Además, como se esperaría el porcentaje de la población por debajo de la línea de pobreza rural es más elevada relativamente al urbano.

Gráfica No.2. Línea de pobreza extrema (canasta alimentaria) de 2005 a 2018



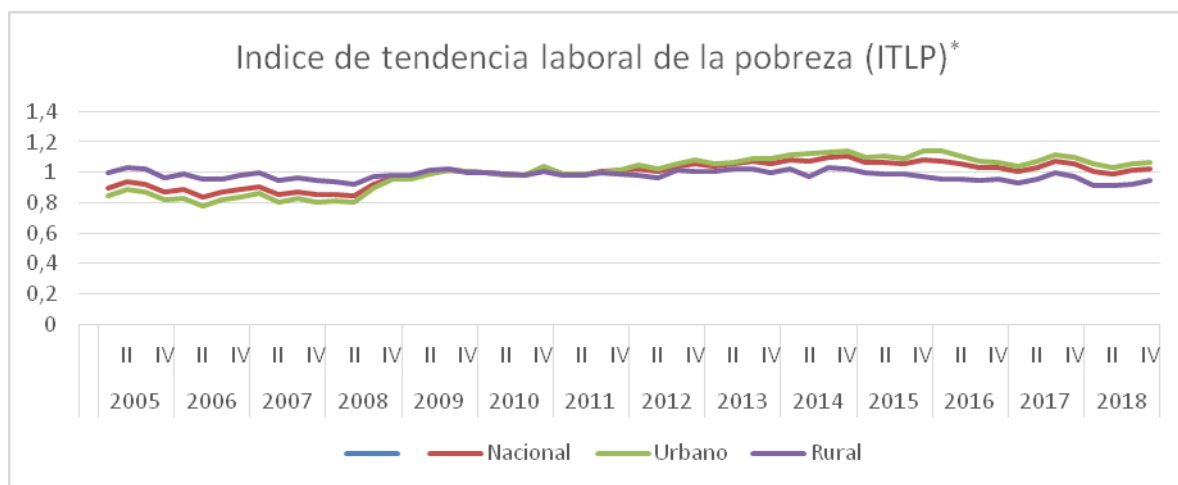
Fuente: CONEVAL

En cuanto a la evolución del índice de tendencia laboral de la pobreza, otro indicador usado por CONEVAL, éste muestra la tendencia de la proporción de personas que no puede adquirir la canasta alimentaria con el ingreso de su trabajo. Como bien lo subraya CONEVAL, no constituye una medición de pobreza, puesto que no comprende todas las fuentes de ingreso ni todas las dimensiones de la Metodología multidimensional de la pobreza dada a conocer por el CONEVAL en diciembre de 2009. Sin embargo, nos da elementos para describir la tendencia de la pobreza material referida al ingreso. Como podemos ver en la gráfica el porcentaje de las personas que trabajan y que no pueden adquirir la canasta básica con el ingreso de su trabajo ha aumentado.

De 2005 a 2018, el Índice de la Tendencia Laboral de la Pobreza (ITLP) nacional presentó un aumento de 10% pasando de 0.9058 en 2005 a 1.0089 promedio anual en 2018. Este cambio en el ITLP se debió principalmente a la disminución en el poder adquisitivo del ingreso laboral y a un aumento del costo de la canasta alimentaria (ver gráfica No. 3).

Esta tendencia se observa tanto en zonas rurales como urbanas, con un aumento importante después de la crisis de 2008.

La tendencia por entidad federativa en los últimos años la podemos ver en el cuadro No. 2 y No. 3 del apéndice. Las Entidades Federativas más pobres pueden verse en el cuadro No. 2, vemos que entre las entidades con peores condiciones se encuentran: Veracruz, Chiapas, Guerrero, Oaxaca y Puebla, entidades que ya habíamos subrayado antes como entidades en situaciones de extrema pobreza, pero aquí sobre salen otras entidades que no aparecen en esta clasificación y son: Morelos, la Ciudad de México (CDMX), Tabasco, Sinaloa. Particularmente vemos un deterioro importante en 2014 en CDMX, Sinaloa y Morelos.

Gráfica N.3. Índice de la Tendencia Laboral de la Pobreza (ITLP)

Fuente: Elaboración del autor con datos de CONEVAL.

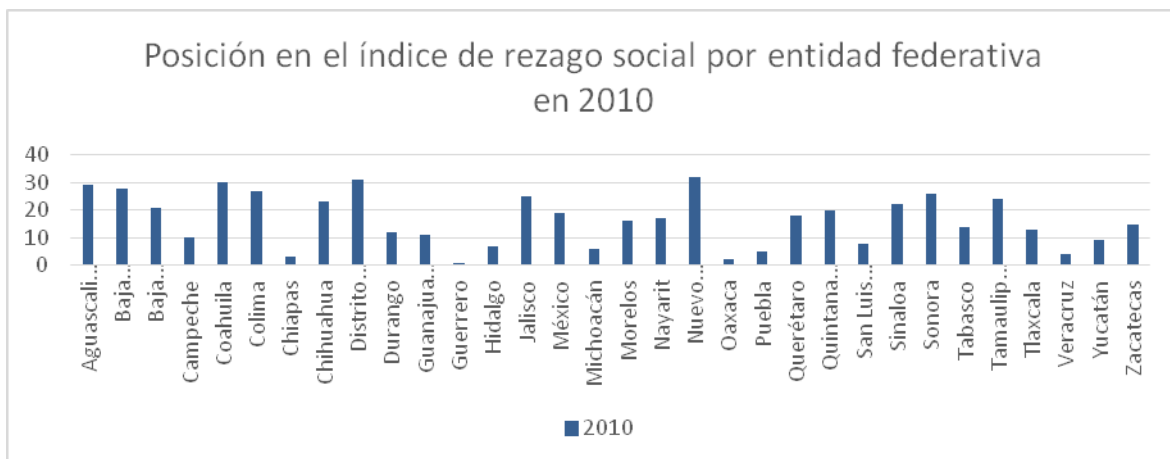
*El ITLP es un indicador que muestra trimestralmente la tendencia de la proporción de personas que no puede adquirir la canasta alimentaria con el ingreso de su trabajo. Este índice depende del desempeño del mercado laboral y la evolución de la línea de bienestar mínimo y se construye a partir de información de la Encuesta Nacional de Ocupación y Empleo (ENOE) generada por el INEGI

2.3 Pobreza multidimensional por carencias. Análisis por Entidad Federativa

Podemos ver también el comportamiento de la pobreza por estado, a través del índice de rezago social (IRS) que contempla las siguientes variables: Población de 15 y más analfabeta; Población de 6 a 14 años que no asiste a la escuela; Población de 15 años y más con educación básica incompleta; Población sin derechohabiencia a servicios de salud; Viviendas con piso de tierra; Viviendas que no disponen de excusado o sanitario; Viviendas que no disponen de agua entubada de la red pública; Viviendas que no disponen de drenaje; Viviendas que no disponen de energía eléctrica; Viviendas que no disponen de lavadora y Viviendas que no disponen de refrigerador.

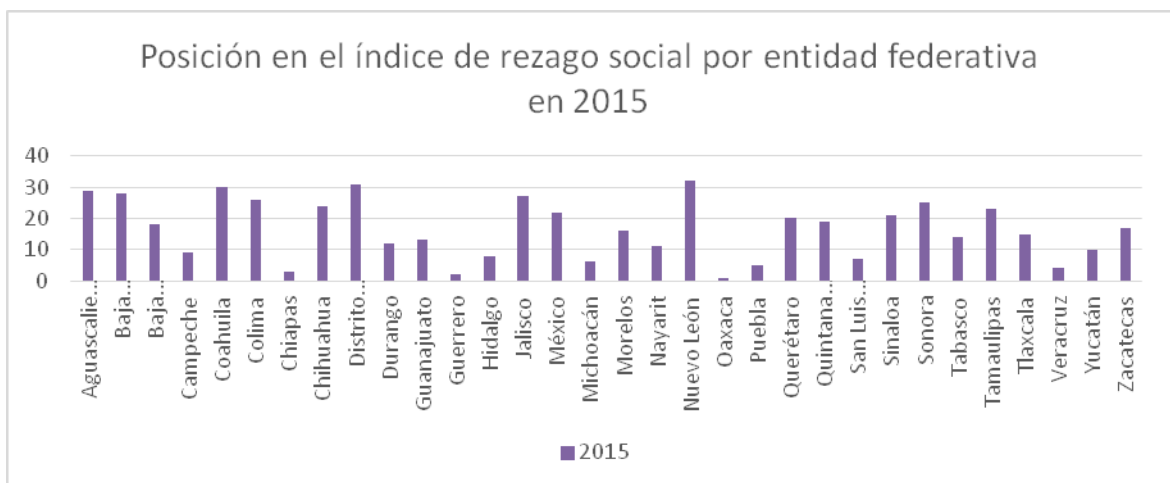
Para el año 2010, los estados más rezagados eran Guerrero, Chiapas, Oaxaca, Veracruz y Puebla. Para 2015, siguen siendo los mismos con una caída importante en el indicador para Oaxaca (ver gráfica No.5). Mientras que las Entidades Federativas con menos rezago son: Nuevo León, Aguascalientes, Coahuila y el Distrito Federal.

Gráfica No. 5. Índice de rezago social en 2010



Fuente: CONEVAL

Gráfica No. 6. Índice de rezago social en 2015



Fuente: CONEVAL

3. POBREZA NO MATERIAL POR LIBERTAD DE AGENCIA Y POR ENTIDAD FEDERATIVA

Conill (2004) & Cortina (2008) y Crocker (2009) insisten, al igual que Booth, en que la cualidad de la agencia tiene una prioridad normativa sobre las demás capacidades y por ende sobre la consecución del bienestar. Y decíamos más arriba que una de las maneras en las cuales los individuos expresan esta categoría es en la forma en la cual actúan de manera responsable. Esto es, una persona que tiene ingresos, y una amplia dotación de funcionamientos y que decide sumir en la pobreza material a un grupo de personas, esclavizándolas e impidiendo su libertad negativa, ésta persona claramente no manifiesta ser

responsable. Lo mismo sucedería con las empresas que deciden lanzar desechos tóxicos al mar.

Siguiendo la literatura y nuestra proposición, tenemos que existen tres categorías de responsabilidad: la responsabilidad posterior, la responsabilidad anterior y la responsabilidad *autrui*.

Primero por *responsabilidad anterior* (**Ran**) entendemos la capacidad del sujeto para asumir obligaciones o compromisos morales. En otras palabras, la responsabilidad que permite a un sujeto comprometerse a futuro ante sí-mismo y otros².

La *responsabilidad posterior* (**Rost**) considera la relación que existe entre un acto y un sujeto (Bovens: 1998, 29-31). Empieza por determinar lo que se hizo o lo que se podría hacer, para *luego* buscar su causa, es decir asignar este acto a una persona como siendo su autor. Es un proceso reconstructivo. Identifica una persona como teniendo la responsabilidad de tal acto particular, investigando lo que hubo de libertad y de debida prudencia cuando se cometió y responde a la pregunta “yo lo hice” (Ballet, Bazin, Dubois & Mahieu: 2014, 29-31, 35-39).

Y la *responsabilidad *autrui** (**Riud**) de Emmanuel Lévinas (1974; 1982; 1989). Según el filósofo francés la consciencia moral no surge de la conciencia de sí cartesiana. Sino que es la cara del otro – en su alteridad absoluta, no reducible a mí propia subjetividad – que me llama a responder a una exigencia de justicia que me precede absolutamente³. La responsabilidad es aquí por lo tanto un *llamado desde el otro*, cual *reivindicación de justicia* me precede siempre y que despierta en mí, a modo de respuesta al llamado, mí *ser-responsable*.

3.1 Niveles de responsabilidad por Entidad Federativa

Nosotros queremos demostrar aquí que la libertad de agencia en su cualidad de agencia es un elemento no material de la pobreza y que puede ser visto como una causa o como una consecuencia. Para ello hemos medido la responsabilidad individual (responsabilidad del trabajador) y la responsabilidad del lugar donde trabajan (responsabilidad de la firma). Cuando el individuo es responsable tiene valores por arriba de .75 siendo 1 el máximo y si no es responsable está por debajo de .75 siendo 0 el mínimo.

Cómo ya decíamos en Herrera, nebel y Carreño (2017) para que podamos decir que existe cualidad de agencia en éste contexto particular, es necesario que haya tanto responsabilidad del contexto laboral como responsabilidad del trabajador simultáneamente.

² Este párrafo debe mucho al artículo de Paul Ricœur. Ricœur propone pasar del reconocimiento de sí al mantenimiento de sí en la promesa por medio de tres *capabilidades* que el identifica como fundacionales: la *capabilidad* de hablar, de actuar y de narrar. Sin embargo, el aporte de este artículo queda críptico si no es leído en referencia a su ética (Ricœur, 1989).

³ « *Je parle de la responsabilité comme de la structure essentielle, première, fondamentale de la subjectivité. Car c'est en termes éthiques que je décris la subjectivité. L'éthique, ici, ne vient pas en supplément à une base existentielle préalable ; c'est dans l'éthique entendue comme responsabilité que se noue le nœud même du subjectif. J'entends la responsabilité comme responsabilité pour autrui, donc comme responsabilité pour ce qui n'est pas mon fait, ou même ne me regarde pas ; ou qui précisément me regarde, est abordé par moi comme visage.* » Lévinas, 1982, 91-92.

Cómo bien se podrá intuir, los niveles de responsabilidad no van a variar de un año al otro, estos son el producto de procesos sociales, culturales, educativos más complejos que requieren tiempo para instalarse y transformarse.

En el cuadro No. 1 reproducimos los datos promedios nacionales de las tres categorías de responsabilidad publicados en Herrera y Carreño (2017). Estos primeros datos han sido un importante punto de partida, ya que como vemos, la responsabilidad posterior del trabajador (**Rost Labour**) y la responsabilidad autrui de la firma (**Riud Firma**) muestran tener cifras cercanas a cero lo que significa por el lado de los trabajadores que estos no aceptan sus errores y del lado de la firma éstas no tienen en realidad ningún compromiso social, no les interesa la cara del otro, por lo tanto, serán el origen de externalidades negativas. Esta misma estructura se conserva a nivel de cada Entidad Federativa (ver el apéndice I).

Cuadro No1. Responsabilidad a nivel nacional (2014)

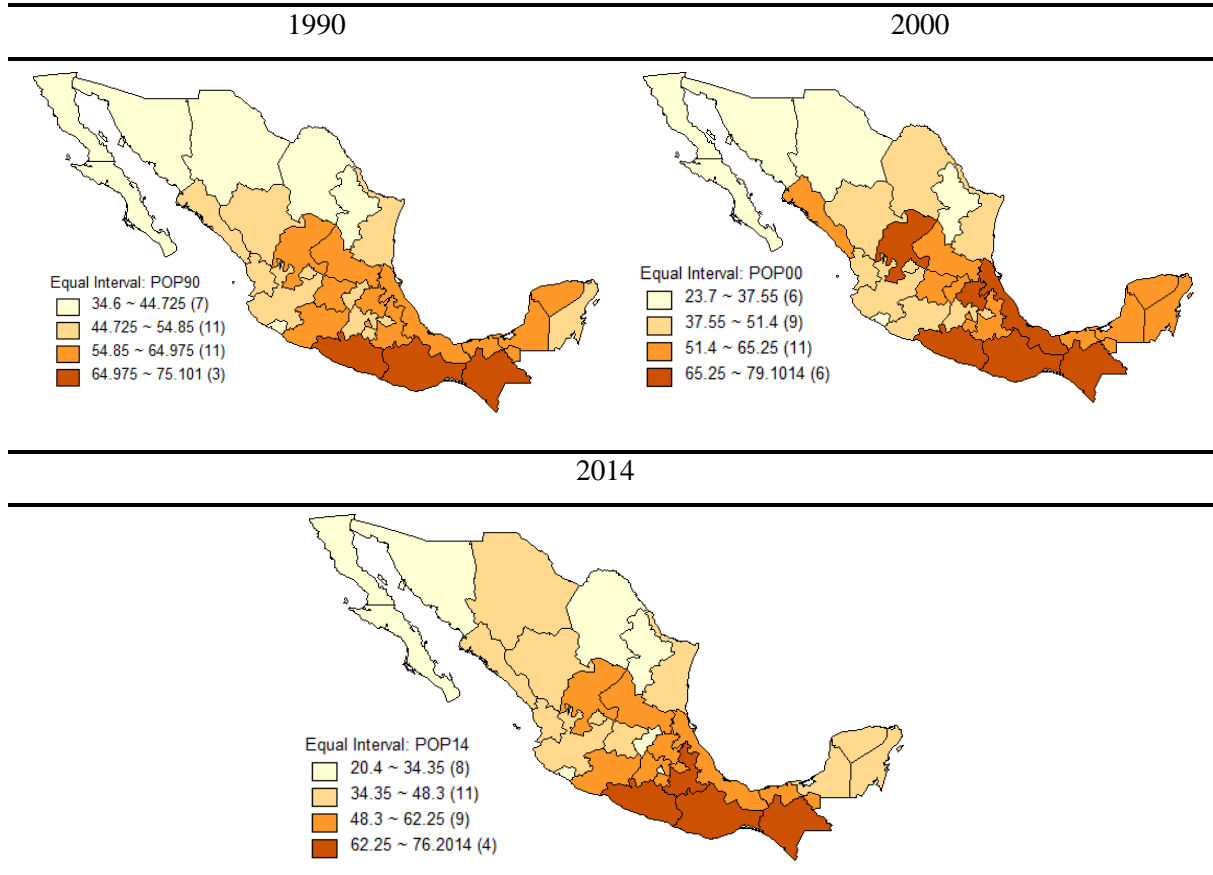
Responsabilidad Firma (RF)	Promedio	Des.S	Responsabilidad trabajadores (RT)	Promedio	Des.S.
Rost Firma	0.83	0.27	Rost Labour	0.49	0.45
Ran Firma	0.76	0.36	Ran Labour	0.80	0.34
Riud Firma	0.35	0.38	Riud Labour	0.93	0.20
Total Real Resp.	0.65		Total Real Resp.	0.74	

Fuente: Herrera et al. (2017).

Estos niveles bajos en estos dos tipos de responsabilidad son desde nuestro punto de vista importantes para analizar la pobreza. Así como el nivel tan elevado de la responsabilidad autrui del trabajador (Riud Labour), que decíamos que seguramente éstos niveles tan altos de responsabilidad están amortiguando los efectos negativos de Riud Firma. Observábamos que el extracto de la población más pobre muestra niveles de Riud Labour, muy elevados por arriba del promedio nacional (ver Herrera y Carreño, 2018:19).

Ahora utilizando la técnica de mapeo y usando la medida de pobreza de CONEVAL para 2000, 2010 y 2014, podemos dividir las entidades federativas en cuatro grupos: las que reflejan niveles de pobreza muy baja (amarillo claro), baja (amarillo fuerte), alta (naranja) y muy alta (marrón). Los Estados en condiciones de pobreza extrema o muy alta son justamente los estados que reflejan tener los niveles más bajos en responsabilidad estos son: Chiapas, Oaxaca, Guerrero, Puebla y Veracruz, que se pueden apreciar en el cuadro No. 2.

Mapa No. 1. Pobreza en México



Fuente: Mejía P, Del Monte y Herrera (2017)

Vemos en el cuadro No. 2 que estos Estados reflejan tener ausencia de responsabilidad en dos o tres categorías. Pero resalta la ausencia de responsabilidad particularmente en Chiapas, Puebla y Veracruz. Lo que nos da indicios para considerar a la responsabilidad como causa de pobreza.

Decíamos ya en Herrera y Carreño (2017y 2018), que no es posible tener niveles bajos de responsabilidad posterior del trabajador con niveles muy altos de responsabilidad autrui y anterior del trabajador. Lo que esto significa es que muy probablemente sea la manera como se implementa éste tipo de responsabilidad en el contexto laboral, a base de castigos o bien por despidos, lo que nos éste dando niveles de responsabilidad posterior del trabajador muy bajos.

Por lo tanto, los bajos niveles de responsabilidad posterior (**Rost Labour**) pueden ser vistos como una consecuencia de los niveles altos de pobreza material (P_M), puesto que las personas con más necesidades tendrán miedo de perder su empleo o sufrir represarías y por lo tanto esquivarán los errores cometidos. Y a su vez pueden ser causa de pobreza material.

Por otro lado, un nivel bajo de responsabilidad autrui de la firma (**Riud Firma**), recordaremos, quiere decir que a las firmas no les interesan sus consecuencias sobre los demás. Este tipo de responsabilidad podría ser una de las variables explicativas con mayor peso y como determinante de la pobreza en México. *No olvidemos que la Riud Firma puede ser un municipio, una institución gubernamental, una empresa pública o privada es decir cualquier lugar donde un individuo trabaje.*

Cuadro No. 2. Niveles de responsabilidad en Entidades Federativas pobres y rurales

<i>Estados rurales y pobres</i>	Rost Firma	Rost Labour	Ran Firma	Ran Labour	Riud Firma	Riud Labour
CHIAPAS	0.75	0.35	0.76	0.86	0.24	0.92
OAXACA	0.87	0.47	0.75	0.80	0.51	0.94
GUERRERO	0.88	0.36	0.67	0.80	0.29	0.97
PUEBLA	0.83	0.42	0.73	0.77	0.35	0.86
VERACRUZ	0.77	0.42	0.73	0.84	0.43	0.92

Fuente: Herrera, Nebel y Carreño (2017). De acuerdo con la prueba de Kruskal y Wallis al 5% de significancia, al interior del grupo de estados pobres sí existen diferencias significativas entre los diferentes tipos de responsabilidad entre las mismas empresas, mismos trabajadores y en la combinación de ambos.

Así pues, podemos decir finalmente que Riud Labour es una variable que impide que los efectos negativos de Riud Firm y Rost Labour se propaguen.

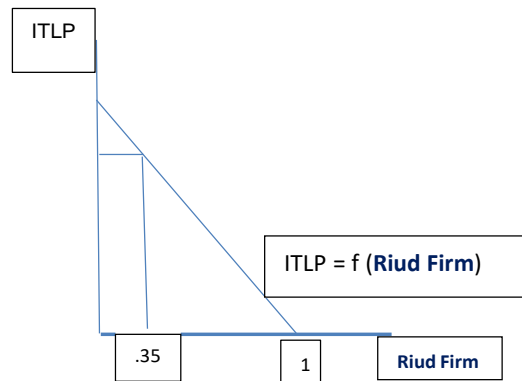
Si vemos los resultados de responsabilidad por entidad federativa, veremos que el nivel de Riud Firm de Tamaulipas es el más bajo de todo el país, pero tienen el nivel de Riud Labour más alto de todo el país. Y si comparamos los datos para ésta Entidad Federativa de rezago social vemos que el nivel es muy bajo. La misma reflexión podríamos hacer para Querétaro y Aguascalientes.

4. POBREZA Y RESPONSABILIDAD POR ENTIDAD FEDERATIVA

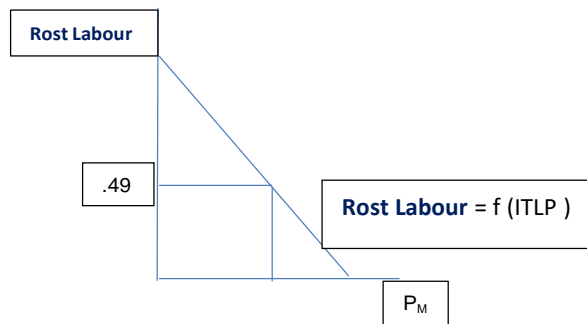
En la siguiente parte vamos a ver si las afirmaciones anteriores se cumplen usando en una primera aproximación los datos de CONEVAL: el Índice de la Tendencia Laboral de la Pobreza (ITLP) de 2015 como proxys de la pobreza material y la responsabilidad posterior del trabajador y la responsabilidad autrui de la empresa de 2014, como proxy de la libertad de agencia⁴. Gráficamente las podemos ilustrar de la siguiente manera (ver gráfica No. 7 y 8).

⁴ Queremos subrayar que los resultados cuantitativos que presentamos no son todavía conclusivos, es necesario aplicar otras técnicas y considerar una base de datos usando datos microeconómicos pues estos datos son agregados. Esto será el objeto de un artículo futuro.

Gráfica No. 7. Responsabilidad autrui de la empresa (Riud Firm) y pobreza material (ITLP)



Gráfica No. 8. Responsabilidad posterior del trabajo (Rost Labour) y pobreza material (ITLP)



En la siguiente parte sólo nos concentraremos en ver si la relación postulada en la gráfica No. 7 se cumple. Más adelante nos ocuparemos de la relación propuesta en la gráfica No.8.

4.1 Metodología

En esta investigación se utilizó la metodología de estimación de los modelos de regresión lineal clásica. El modelo de regresión lineal con k variables explicativas se puede denotar en forma matricial de la siguiente manera:

$$Y = X\beta + u$$

donde \mathbf{Y} es un vector de n observaciones de la variable respuesta; \mathbf{X} es una matriz de dimensión $n \times k$ que contiene las observaciones de las variables explicativas, β representa el vector de k parámetros a estimar y \mathbf{u} es un vector de n perturbaciones aleatorias.

El método de estimación utilizado fue el de los mínimos cuadrados ordinarios (MCO), el cual permite estimar los parámetros poblacionales asociados a las variables explicativas del modelo. Es importante destacar que el método de MCO se basa en la minimización de la suma de cuadrados de los residuales del modelo (o diferencias entre las observaciones de la variable respuesta y sus valores predichos).

El método MCO permitirá obtener los mejores estimadores lineales, insesgados y de mínima varianza siempre que se cumplan los supuestos de homoscedasticidad, no autocorrelación, no multicolinealidad, correcta especificación y normalidad de los términos de error.

Las variables utilizadas en este estudio son las siguientes:

Variables dependientes o explicadas (Y):

ITLP 2015 (Coneval, 2016)

Variables independientes (Xi):

Responsabilidad autrui de la empresa 2014 (Inegi, 2014)

Responsabilidad posterior del trabajador 2014 (Inegi, 2014)

4.2 Resultados

En seguida veremos los resultados de las funciones siguientes:

ITLP ₂₀₁₅ =f(Riud Firm ₂₀₁₄)	1.1
ITLP ₂₀₁₅ =f(Rost Labour ₂₀₁₄)	1.2

Donde Riud Firm es como antes la responsabilidad autrui de la empresa, 2014; ITLP es el índice de Tendencia Laboral de la Pobreza, 2015 y Rost Labour es la responsabilidad posterior del trabajador 2014.

Los resultados los podemos ver a continuación:

ITLP ₂₀₁₅ =f(Riud Firm ₂₀₁₄)	1.1
---	-----

Los resultados de la regresión son robustos. Es decir que mientras más bajos son los niveles de responsabilidad autrui de la empresa el índice de tendencia laboral se deteriora es decir aumenta. Y el coeficiente es muy significativo de -1.548783, tal como podemos ver en la tabla aquí abajo.

Dependent Variable: ITLP15

Method: Least Squares

Date: 03/22/19 Time: 12:54

Sample: 1 32

Included observations: 32

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	1.583671	0.092670	17.08931	0.0000
Riud Firm ₂₀₁₄	-1.548783	0.230061	-6.732040	0.0000
R-squared	0.601701	Mean dependent var		0.985938
Adjusted R-squared	0.588425	S.D. dependent var		0.233996
S.E. of regression	0.150118	Akaike info criterion		-0.894331
Sum squared resid	0.676061	Schwarz criterion		-0.802722
Log likelihood	16.30929	Hannan-Quinn criter.		-0.863965
F-statistic	45.32036	Durbin-Watson stat		1.544155
Prob(F-statistic)	0.000000			

ITLP₂₀₁₅=f(Rost Labour₂₀₁₄)..... 1.2

Aquí nuevamente encontramos que bajos niveles de responsabilidad posterior del trabajador están provocando un deterioro en el índice de tendencia laboral. Sin embargo, como bien decíamos más arriba y como bien se puede ver en los cuestionarios que aplicamos en 2014. Los trabajadores dicen que la manera en la cual las empresas implantan la responsabilidad posterior es a base de castigos. Lo que hace que los trabajadores tengan miedo de aceptar los errores cometidos, esto es se educa a que los trabajadores no digan que cometieron un error. Este fenómeno lo encontramos en otros casos, como es en el ámbito penal en México. Lo que narra la gente⁵, es que no meten denuncias contra un agresor, por miedo a que éste se vaya a vengar.

En nuestro estudio esto visiblemente está impactando negativamente al ITLP. Pero subrayo esto no implica que necesariamente los trabajadores no sean responsables, seguramente en otros contextos si lo son, como bien mostramos en 2017, los extractos más pobres de los trabajadores muestran tener promedios muy altos en los tres tipos de responsabilidad y que están por arriba de la media nacional (ver Herrera, Nebel y Carreño, 2017).

⁵ Subir en México a un taxi y hablar con el taxista siempre es enriquecedor. Recientemente un taxista me contó que subió a dos pasajeros a su taxi, una mujer y un hombre, la mujer le arrebató su celular antes de bajar. Afortunadamente no lejos estaba un policía quien vio la escena. El taxista lo llamo y pidió ayuda, la mujer dijo que no era cierto y que el taxista la había violado. El policía le dijo que él había visto la escena y que les convenía a cada quien seguir su camino. El taxista me dijo después que, aunque le hubieran robado el celular no lo denunciaría porque al momento de denunciar tienen que dejar sus datos personales y que temía a que fueran a tomarán represarías contra él. Narraciones similares se escuchan frecuentemente.

Dependent Variable: ITLP15

Method: Least Squares

Date: 03/22/19 Time: 12:56

Sample: 1 32

Included observations: 32

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	1.711001	0.137116	12.47845	0.0000
ROST Labour 14	-1.385195	0.255653	-5.418270	0.0000
R-squared	0.494589	Mean dependent var		0.985938
Adjusted R-squared	0.477742	S.D. dependent var		0.233996
S.E. of regression	0.169103	Akaike info criterion		-0.656161
Sum squared resid	0.857870	Schwarz criterion		-0.564553
Log likelihood	12.49858	Hannan-Quinn criter.		-0.625796
F-statistic	29.35765	Durbin-Watson stat		1.988688
Prob(F-statistic)	0.000007			

5. PERSPECTIVAS DE LA POBREZA

Si la responsabilidad es una meta-capabilidad que está por arriba del resto de las capacidades, la presencia de esta cualidad de agencia en una sociedad es fundamental. Ya que ésta determina en última instancia el bien-estar.

Lo que hemos visto, es que los niveles de responsabilidad son muy bajos en todo el país, particularmente los niveles de la responsabilidad autrui de la empresa lo cual es muy preocupante. Ya que recordemos que la responsabilidad autrui de la empresa mide los niveles de responsabilidad en cualquier contexto laboral en el que se desenvuelven cerca de 55 millones de trabajadores, este contexto laboral puede ser: una alcaldía, un municipio, una escuela, una empresa, los trabajos en el sector informal etc. Así que las externalidades negativas, producto de un bajo nivel de Riud Frima, tendrán un impacto a nivel macroeconómico.

Como bien lo ven Nebel y Herrera (2017, 2018) la responsabilidad se desarrolla en el individuo a lo largo de su vida, no podemos decir que cambie de un año al otro. Lo que significa que las expectativas en mejoras en la pobreza son bajas para los próximos años si antes no se trabaja en este aspecto fundamental.

6. CONCLUSIONES

Hemos tratado de subrayar la importancia de las variables no materiales en la determinación de la pobreza. Específicamente hemos destacado la relevancia de la libertad de agencia y la

hemos elevado al plano de Meta-capabilitie. Si esta variable efectivamente es de tal importancia en la consecución del bien-estar es necesario asegurar la presencia de esta categoría en la sociedad.

Lo que hemos visto usando como proxy de la libertad de agencia a la responsabilidad, en sus tres categorías, es que en México subsisten simultáneamente niveles muy altos de responsabilidad autrui del trabajador y responsabilidad anterior del trabajador junto con muy bajos niveles de responsabilidad autrui del contexto laboral y de la responsabilidad posterior del trabajador. Sin embargo, hemos subrayado que es muy difícil de entender teóricamente que existan bajos niveles de responsabilidad posterior con altos niveles de responsabilidad anterior y autrui del trabajador, esto antropológicamente no es posible, de hecho, cuando aislamos a los individuos con más carencias, vemos que los niveles de responsabilidad están por arriba del promedio nacional, esto es, los pobres no son pobres porque no son responsables. Por lo tanto, sólo nos queda decir que es el nivel de responsabilidad del contexto laboral el que actúa de manera negativa en la pobreza.

Para comprobar esto hemos relacionado el índice de tendencia laboral de la pobreza (ITLP) como proxy de pobreza material y la responsabilidad autrui de la empresa y la responsabilidad posterior del trabajador. Los resultados son altamente robustos, es decir, existen niveles bajos de responsabilidad correlacionados con un deterioro en el ITLP.

Sin embargo, nos hace falta seguir trabajando considerando otras variables, especialmente las tres categorías de responsabilidad en su conjunto y con otro tipo de indicadores de carencias como podría ser el rezago social, o las variables más desagregadas de la Encuesta Nacional de Hogares. Lo que decíamos más arriba es que es posible que los altos niveles de responsabilidad en algunas categorías contrarresten los efectos negativos de la falta de responsabilidad autrui de la empresa.

Queremos también hacer hincapié, que estos resultados nos hacen fortalecer nuestra idea que los programas de combate contra la pobreza, serán menos eficaces en las Entidades Federativas más pobres que reflejen niveles bajos de responsabilidad en sus diferentes categorías, como son en Veracruz, Chiapas, Guerrero, Michoacán, México y Puebla. Llama la atención que, en caso de Veracruz, se ve ausencia de responsabilidad en cuatro categorías, probablemente esto explique la pobreza persistente en este lugar y la degradación social, así como el aumento de la violencia en esta Entidad Federativa, lo mismo sucede con Guerrero. Y estos bajos niveles en responsabilidad en el resto de los Estados, aquí arriba citados podrían degradar la situación de pobreza y de violencia. Así pues, las políticas en caminadas a reducir pobreza tendrán más éxito si se trabaja en el mejoramiento de este tipo de variables no materiales simultáneamente.

BIBLIOGRAFÍA

Banco Mundial (2018). *Según el Banco Mundial, la pobreza extrema continúa disminuyendo, aunque a un ritmo más lento.*
<https://www.bancomundial.org/es/topic/poverty/overview>

Backwith, D. (2015). *Social Work Poverty and Social Exclusion*, Open University Press McGraw-Hill Education, Inglaterra.

- Ballet Jérôme., Bazin Damien., Dubois Jean Louis, Mahieu Francois Régis., (2014). *Freedom, Responsibility and Economics of the Person*, London, Routledge.
- Bertin, A. (2014), “Glosario de los términos utilizados en el enfoque de capabilities”, en Nebel, M., Flores-Crespo, P., H.R. Nebel, M.T. (Ed.) (2014). *Desarrollo como libertad en América Latina. Fundamentos y Aplicaciones*, México: Editorial Universidad Iberoamericana, 442p.
- Bovens (1998). *The Quest for Responsibility, Accountability and Citizenship in Complex Organizations*. Cambridge University Press, Inglaterra.
- CEPAL (2007). ‘Sinóptica Económica de América Latina 1950-2007’, en *Introducción del LatinoBarómetro 2007*, Corporación Latinobarómetro, Chile.
- (2019). La pobreza en América Latina se mantuvo estable en 2017, pero aumentó la pobreza extrema, alcanzando su nivel más alto desde 2008, mientras la desigualdad se ha reducido apreciablemente desde 2000. [HTTPS://WWW.CEPAL.ORG/ES/COMUNICADOS/LA-POBREZA-AMERICA-LATINA-SE-MANTUVO-ESTABLE-2017-PERO-AUMENTO-LA-POBREZA-EXTREMA](https://www.cepal.org/es/comunicados/LA-POBREZA-AMERICA-LATINA-SE-MANTUVO-ESTABLE-2017-PERO-AUMENTO-LA-POBREZA-EXTREMA)
- CONEVAL (2019). *Resultados de pobreza en México en 2018 a nivel nacional y por Entidad Federativa*, 31 de julio.
- (2015). <https://www.coneval.org.mx/Medicion/Paginas/ITLP.aspx>
- Cortina, A. (2007). *Ética de la razón cordial: educar en la ciudadanía en el siglo XXI*. Oviedo: Nobel.
- Conill S. (2004). *Horizontes de economía ética*. Aristóteles, Adam Smith, Amartya Sen, Madrid: Tecnos, España.
- Crocker, D. (2009). *Ethics of global development. Agency, Capability and Deliberative Democracy*, Cambridge: Cambridge University Press.
- Ferragina, E., et al. (2013). *Poverty, Participation and Choice: The Legacy of Peter Townsend*, York: Joseph Rowntree Foundation.
- Ferragina, E., et al. (2017). *Poverty and Participation in Twenty-First Century Multicultural Britain*. *Social Policy and Society*, 16 (4). pp. 535-559.
- Freeman, M. (2011). “Seebohm Rowntree and Secondary Poverty, 1899-1954”, 1. *Economic History Review*, 64(4), 1175-1194.
- Herrera R. N. M. T, Nebel, M. y Díaz C. M. (2017). “Medición de la meta-capacidad de agencia en el ámbito laboral. Agencia, responsabilidad y bienestar en México”. *Ethique et Economie*, Vol. 14, No.2, 26-57 pp.
- Herrera R. N. M. T. y Diaz C. Miguel (2018). “La agencia como pre-condición para eliminar pobreza”, *Cuadernos de Trabajo en Estudios Regionales en Economía, Población y Desarrollo*, vol. 45, junio.
- INEGI (2014). *Responsabilidad en el trabajo*. Módulo especial de la encuesta nacional de hogares. México.
- Lévinas, E. (1974). *Autrement qu’être ou au-delà de l’essence*, Nijhoff : Lattaye.

- MacKay, L. (2017). The Moral Mapping of Victorian and Edwardian London: Charles Booth, Christian Charity, and the Poor-but-Respectable. *Labour/Le Travail*, (80), 353.
- Maggioni M. y Beretta S. (2017). "Life's About change. How relations Transform Individual Attitudes, Choices and Behaviors," *Rivista Internazionale di Scienze Sociali*, Vita e Pensiero, Pubblicazioni dell'Università Cattolica del Sacro Cuore, vol. 137(3), 249-276.
- McGauran, J., y Offer, J. (2007). A Philosophy of Charity and the Debates over the English and Irish Poor Laws in the 1830s. *Social Policy and Administration*, 51(5), 719-737.
- Quadagno (1984). *From Poor Laws to Pensions: The Evolution of Economic Support for the Aged in England and America*. The Milbank Memorial Fund Quarterly. Health and Society, Vol. 62, No. 3 (Summer, 1984), pp. 417-446.
- Ricœur, P. (1989). *Soi-même comme un autre*, Paris : Seuil.
- Robeyns, I. (2004). "Capabilidades y teorías de la justicia social" en Nebel, M., Flores-Crespo, P., Herrera R. Nebel, M.T. (2014). *Desarrollo como libertad en América Latina. Fundamentos y Aplicaciones*, México: Editorial Universidad Iberoamericana, 73-96 pp.
- Sen, A. (1981). *Poverty and famines: an essay on entitlement and deprivation*,
- Sen A. (2000). *Social Exclusion: Concept, Application and Scrutiny*. Social Development Papers # 1. Office of Environment and Social Development. Asian Development Bank.
- Rothery, K. (2016). *The implementation and administration of the "New Poor Law" in Hertfordshire c1830-1847*. Tesis de doctorado, Universidad de Hertfordshire.

APÉNDICE**Cuadro No. 1. Responsabilidad por Entidad Federativa**

Estados de la Republica	Rost Firm ^I	Rost Labour ^{II}	Ran Firm ^{III}	Ran Labour ^{IV}	Riud Firm ^V	Riud Labour ^{VI}
AGUASCALIENTES	0,84	0,55	0,67	0,82	0,29	0,93
BAJA CALIFORNIA	0,81	0,49	0,85	0,75	0,35	0,96
BAJA CALIFORNIA SUR	0,85	0,43	0,81	0,74	0,33	0,94
CAMPECHE	0,85	0,41	0,72	0,80	0,33	0,94
COAHUILA DE ZARAGOZA	0,86	0,47	0,79	0,88	0,34	0,95
COLIMA	0,79	0,50	0,81	0,85	0,26	0,94
CHIAPAS	0,76	0,35	0,76	0,87	0,25	0,93
CHIHUAHUA	0,83	0,51	0,79	0,84	0,31	0,93
DISTRITO FEDERAL	0,86	0,55	0,70	0,85	0,35	0,92
DURANGO	0,81	0,53	0,79	0,80	0,36	0,95
GUANAJUATO	0,88	0,55	0,80	0,80	0,44	0,92
GUERRERO	0,89	0,37	0,67	0,81	0,30	0,98
HIDALGO	0,81	0,65	0,72	0,75	0,43	0,94
JALISCO	0,76	0,49	0,71	0,71	0,36	0,92
MEXICO	0,90	0,62	0,74	0,83	0,34	0,91
MICHOACAN	0,83	0,38	0,77	0,84	0,46	0,89
MORELOS	0,84	0,48	0,78	0,75	0,37	0,90
NAYARIT	0,82	0,48	0,86	0,83	0,39	0,96
NUEVO LEON	0,82	0,62	0,74	0,76	0,31	0,94
OAXACA	0,88	0,47	0,76	0,80	0,51	0,95
PUEBLA	0,83	0,42	0,73	0,77	0,35	0,86
QUERETARO	0,88	0,47	0,75	0,85	0,22	0,94
QUINTANA ROO	0,89	0,46	0,75	0,79	0,34	0,97
SAN LUIS POTOSI	0,83	0,52	0,76	0,75	0,38	0,94
SINALOA	0,84	0,52	0,79	0,79	0,39	0,89
SONORA	0,87	0,55	0,84	0,80	0,40	0,92
TABASCO	0,84	0,43	0,78	0,86	0,42	0,95
TAMAULIPAS	0,84	0,40	0,75	0,82	0,21	0,97
TLAXCALA	0,81	0,45	0,69	0,75	0,44	0,89
VERACRUZ	0,77	0,42	0,73	0,84	0,43	0,92
YUCATAN	0,82	0,48	0,73	0,76	0,29	0,93

ZACATECAS	0,81	0,48	0,81	0,73	0,36	0,93
Promedio total	0,83	0,49	0,76	0,80	0,35	0,93

Fuente: Herrera, Nebel y Carreño (2017).

^IResponsabilidad Posterior de la empresa; ^{II} Responsabilidad Posterior del trabajador; ^{III} Responsabilidad anterior de la empresa; ^{IV} Responsabilidad anterior del trabajador; ^V Responsabilidad autrui de la empresa; ^{VI} Responsabilidad autrui del trabajador.

Cuadro No.2. Índice de la tendencia laboral de la pobreza (ITLP)

Estados con menor ITLP							
	2006	2008	2010	2012	2014	2016	2018
Coahuila	0.66	0.71	0.97	0.87	0.82	0.79	0.76
Chihuahua	0.57	0.66	0.97	1.01	0.89	0.72	0.73
Guanajuato	0.76	0.86	0.98	0.94	0.96	0.87	0.73
Jalisco	0.84	0.83	0.97	0.93	0.97	0.88	0.8
Sonora	0.69	0.74	1.01	1.01	0.97	1.01	0.96

Fuente: CONEVAL (2015). <https://www.coneval.org.mx/Medicion/Paginas/ITLP.aspx>

Cuadro No.3. Índice de la tendencia laboral de la pobreza (ITLP)

Estados con mayor ITLP							
	2005	2008	2010	2012	2014	2016	2018
Chiapas	1.02	0.98	1.0	1.02	1.07	1.05	1.06
CDMX	0.8	0.84	1.08	1.16	1.31	1.29	1.2
Guerrero	0.96	0.93	1.03	1.09	1.05	1.08	1.07
Morelos	0.87	0.96	1.01	1.12	1.29	1.3	1.37
Oaxaca	0.95	0.95	1.01	0.98	1.05	1.03	1.05
Puebla	0.94	0.93	0.95	1.00	1.05	0.99	0.92
Sinaloa	0.92	0.94	1.08	1.2	1.31	1.15	1.09
Tabasco	0.93	0.93	1.03	1.07	1.02	1.07	1.25
Veracruz	0.97	0.95	1.02	0.99	1.13	1.17	1.12

Fuente: CONEVAL (2015). <https://www.coneval.org.mx/Medicion/Paginas/ITLP.aspx>

Blockchain Technology and Corporate Governance: The Issue of Smart Contracts — Current Perspectives and Evolving Concerns

BY/PAR AKRAM ALMATARNEH

Associate Professor of Business Administration
American University in Dubai

ABSTRACT

Traditional contracts are being replaced in an increasing number of instances by smart contracts that is, “decentralized agreements built in computer code and stored on a blockchain”, which are able to automatically execute the terms within the contract and control the relations between parties so that no further “explicit but redundant” negotiations are needed. This paper assesses current and evolving concerns regarding the adoption of blockchain technology in the areas of financial services, and corporate and public governance. The author evaluates the risks and benefits of the utilization of smart contracts and assesses their suitability (in terms of transparency, accountability, responsibility and fairness) for use in the public services’ “space”. It concludes that while the benefits outweigh the disadvantages, great care should be exercised in terms of design and use because this is still a developing area in terms of both the technology itself and the regulatory environment.

Keywords: Smart Contracts; Blockchain; Corporate Governance; Financial & Public Services

RESUME

Les contrats traditionnels sont remplacés dans un nombre croissant de cas par des contrats intelligents, c'est-à-dire «des accords décentralisés construits en code informatique et stockés sur une blockchain», qui sont capables d'exécuter automatiquement les termes du contrat et de contrôler les relations entre les parties afin qu'aucune autre négociation «explicite mais redondante» ne soit nécessaire. Cet article évalue les préoccupations actuelles et leurs évolutions concernant l'adoption de la technologie blockchain dans les domaines des services financiers et de la gouvernance d'entreprise et publique. L'auteur évalue les risques et les avantages de l'utilisation de contrats intelligents et évalue leur aptitude (en termes de transparence, de responsabilité, d'équité) à une utilisation dans «l'espace» des services publics. Il conclut que même si les avantages l'emportent sur les inconvénients, une grande prudence doit être exercée en termes de conception et d'utilisation, car il s'agit toujours d'un domaine en développement en termes à la fois de technologie et d'environnement réglementaire. Mots-clés: Smart Contracts; Blockchain; Gouvernance d'entreprise; Services financiers et publics

JEL Classification: M14

1. INTRODUCTION

Traditional contracts are looking like they will soon be a thing of the past, as they are being replaced by smart contracts, i.e. “decentralized agreements built in computer code and stored on a blockchain”, which are able to automatically execute the terms within the contract and control the relations between parties so that no further “explicit but redundant” negotiations are needed (Sklaroff, 2017).

A contract, simply defined, is generally a formal written agreement enforceable by law (although verbal agreements can exist). A feature of traditional contracts is the thousands of pages of paper printed and squandered when such contracts are read and the fine details sifted through to find any loopholes and the document further amended (perhaps several times) and then earlier versions and excess hard copies discarded. Conversely, a smart contract has multiple definitions, depending on whether it is being described from a computing language point of view or a business one. One such former definition is that “smart contracts are decentralized agreements built in computer code and stored on a blockchain” (Sklaroff, 2017). In simple terms, smart contracts are like normal contracts, except that they are computerized and they automatically execute the terms within the contract and control the relations between parties, so no further ‘explicit but redundant’ negotiations are needed (Sklaroff, 2017).

This paper attempts to assess the current and evolving concerns regarding blockchain technology in the area of corporate governance. Blockchain technology proposes to create value by the creation, verification, validation, and secure storage of business transactions and activities, both within and between institutions (Hsieh *et al.*, 2018).

The author evaluates the risks and benefits of the utilization of smart contracts and assesses their suitability (in terms of transparency, accountability, responsibility, and fairness) for use in the public services’ “space”. The author concludes that while the benefits outweigh the disadvantages, great care should be exercised in terms of design and use because this is still a developing area in terms of both the technology itself and the regulatory environment.

In this paper, the author examines the different uses of blockchain technology in the business world with a special focus on smart contracts in financial services and public governance. Firstly, this paper provides a general discussion on the nature of blockchain and a historical perspective of its development. Secondly, this paper evaluates the risks and benefits of utilizing blockchain technology for the provision of public services. Finally, this paper assesses the suitability of this technology for ensuring the main objectives of corporate governance, with those being transparency, accountability, responsibility, and fairness.

2. THE NATURE OF BLOCKCHAIN

To truly understand how smart contracts work, we must first establish an understanding of “blockchains” as they are a vital component of smart contracts. A blockchain is a “distributed database of organized economical [sic] transactions” (Tulsidas, 2018) and/or all vital information in the digital world. They allow all the parties involved in the transaction to see what is going on, by “providing a decentralized database, or digital ledger”

(Subassandran, 2018). Many considered blockchain to be the “technological backbone of cryptocurrency, but now [it] has started to have a significance of its own” (Savelyev, 2017).

A blockchain is essentially a decentralized peer-to-peer (P2P) mechanism or operation consisting of a permanent, distributed, digital ledger, resistant to tampering and carried out collectively by all the nodes of the system. Computers on the network (“the nodes”) use cryptographic algorithms and smart contracts to confirm the transactions that are then written into blocks, and chains of such blocks form a ledger. When transactions occur, records of ownership of such as assets and their values are permanently entered in ledgers and there are as many identical ledgers as the number of related nodes (OECD, 2018).

As an irreversible and tamper-proof public records repository for documents, contracts, properties, and assets, the blockchain can be used to embed information and instructions with a wide range of applications. These include, for instance, smart contracts, namely automatized, self-executing actions in the agreements between two or multiple parties; and multi-signature transactions, which require the consent of multiple parties for their execution and smart properties, namely, the digital ownership of tangible and intangible assets embedded in the blockchain, which can be tracked or exchanged on the blockchain itself. In these cases, the advantage of the blockchain consists of removing the need for a trusted third-party, such as a notary, instead enforcing the execution of instructions by a cryptographic code, with protection of participants against risks of fraud. It also offers a significant reduction in management overheads. Because of the remarkable advantages related to automation, transparency, accountability and cost-effectiveness, the blockchain may represent a disruptive innovation for a variety of contracts and business activities (Atzori, 2015). This “immutability” feature of blockchains is what makes them strong and an alternative to traditional centralized databases. In theory, there is no need for an authorized intermediary to confirm the transactions and hence there is no need for a central database or repository of transactions and records. This mechanism results in a decentralized and distributed database of ledgers with a continually growing record of transactions.

There is a common term that is used in blockchain, “proof of work”, which essentially explains that everything that happens within the network i.e. a chain of data/computers must be approved by the majority before it can be accounted for and recorded. Ethereum is a direct example of how blockchains are used, and their adoption was mainly due to their “immutable nature” (Subassandran, 2018).

Blockchains are not only used in the cryptocurrency world, as in bitcoin, but are also a vital component of smart contracts, especially since they help “multiple parties that do not know or trust each other to maintain consensus as to the state of and changes made to shared databases” (Ream *et al.*, 2016). This is extremely important as it helps keep a record of the data in the smart contracts and because they automatically apply the terms and conditions set out by the multiple parties to the contract.

3. HOW DO SMART CONTRACTS OPERATE AND HOW ARE THEY USED?

Blockchain can serve as an efficient platform on which new applications such as smart contracts can be developed. A smart contract is basically a software program designed to execute certain tasks if certain conditions are met. The program code comprises the

initiation, verification, execution, and enforcement of the terms and conditions of a contract involving two or more parties. The code itself and all its executions in chronological order are recorded in the blockchain using the same consensus and security mechanisms as in other transactions (Nakamoto, 2008). In theory, if a code of law or any regulation can be embedded as a smart contract in a blockchain, then breaking the law is tantamount to breaking the code. In other words, the only way to infringe the law is to “crack” the computer code. This is potentially a very powerful tool not only to automate contractual transactions but also to automate legal supervision and enforcement (OECD, 2018).

GoFundMe is an example of a third-party company that allows an individual to start a fund campaign that other supporters pay towards, through the third-party. These transactions are characterized by a target amount and a date by which that target is to be reached. The third-party that is added into the transaction is entrusted with it and held accountable by the other parties. Firstly, both donor and recipient involved in the transaction need to trust GoFundMe to handle and allocate their money according to the donor’s and recipient’s instructions. If the campaign is properly funded and its funding target reached, the individual/team expects to get the money from the third-party company and the supporters expect their money to go to the team’s campaign. If the campaign does not meet its goal, the supporters expect the third-party company, that has been entrusted with holding the donor funds in the interim, to reimburse the money that they gave (Berezuev, 2017). Only when the target is met, do funds flow from GoFundMe to the final recipient person/team account.

The scenario (or example) above is quite simple to understand and the system easy for donors and recipients to use, but it requires trust and compliance on the part of all involved. A smart contract operating in that space would essentially do the same thing but eliminates the need for a third-party completely. Since a smart contract is digital, it can be programmed to hold the funds from the supporting parties until the goal of the individual/team is met. The supporters transfer their money directly via the smart contract and if the campaign is fully funded or subscribed, i.e. the target is reached, the money directly gets transferred to the individual or team; if it is not fully funded, the donor parties are reimbursed in full.

One mode of creating smart contracts is through a platform (operating system) called Ethereum. The company creates the blocks we use in a blockchain to essentially produce the smart contract. It offers a simple interface allowing anyone to create a smart contract, which is produced in the Ethereum Virtual Machine (EVM). The work of this virtual machine is to separate the investors and the company, along providing consequences in the contract for either the release or withdrawal of money.

Considering that smart contracts are run digitally, the transactions within the smart contract are all done automatically, using a blockchain. It does this according to the terms agreed upon within the smart contract itself. This holds two important properties: firstly, that it is “immutable”, meaning that once a smart contract is created and agreed upon, it cannot be changed, so that nobody can actually find loopholes or change/disagree with the contract itself; and secondly, it is “distributed”, meaning that everything has to be validated by everyone within the network for decisions to be made. These blockchains are used to “run resilient, tamper-resistant, and autonomous smart contract code... [and support] a new generation of digital contracts that are rigid, modular, dynamic and... less ambiguous than agreements written in traditional legal prose” (Filippi, 2018).

Companies grow within legal rules and procedures created by the government. With blockchains, a company can use code to apply its own rules and procedures while ensuring that it acts within the law. It is possible to represent or tokenize an ownership interest in a corporation or other legal entity and rely on smart contracts to manage economic rights, such as the distribution of dividends or the allocation of profits and losses (Filippi, 2018). These distributions can be easily and automatically implemented because of social contracts and not by any accountant trying to regulate payments relevant to these distributions, or even, it has been claimed, by legislation.

The implementation of smart contracts in the business sector has allowed for unconventional new practices for furthering the success of a business. Some have succeeded and others failed, and far more are in the process of development.

Case Example One

AXA is a French-based global insurance company and provides a case study for its attempted (but ultimately unsuccessful) adoption of blockchain technology in one of its insurance products. AXA utilized smart contracts to insure clients against flight delays and automatically compensated them when their flight was delayed by more than two hours (AXA news release, AXA goes blockchain with fizzy, 13 September 2017). Launched in 2017, fizzy initially operated on a limited basis in Europe (France and Italy), but AXA anticipated that the system would spread to cover airlines throughout Europe and to Asia. Under the smart contract system (launched in 2017), eligibility for indemnification was automatically evaluated due to carefully built-in parameters, so there was no paperwork or fallible, personal decisions to be made by individual staff (AXA, 2017). As Laurent Benichou (AXA R&D director) commented in 2018, “it’s not the insurer, it’s the smart contract on the blockchain’ that determined eligibility (Al-Saqqaf, 2018). AXA recorded payment of premiums on its ‘fizzy’ platform, which utilized Ethereum blockchain (described by AXA as ‘a tamperproof network’, the use of which made the contract similarly tamperproof: AXA, 2017). When a client’s flight was delayed, the client had the choice of either rescheduling their flight or taking advantage of the opportunity offered to request a refund. In the latter case, the client’s money was returned straight to their credit card. In this situation, the delayed flight triggered the smart contract, alerted the client of their choice, whether for a rescheduled flight or compensation (PolySwarm, 2018). The speed and ease of the transaction offered advantages over the traditional insurance model, which could require many phone calls and/or forms to be completed and submitted and deters some from applying. For many companies, decreased costs is the prime motivation. In the case of AXA, initially the company knew it would have to bear some slight additional costs as fewer passengers are deterred by the paperwork than otherwise would have been the case, but the company hoped that the automaticity and speed of compensation to all eligible passengers would build trust in the insurer and in the longer term generate additional business and customer loyalty due to the much improved customer experience. Unfortunately, the company found that by late 2019 it could no longer support the model as, despite its innovative nature and advantages, it struggled to meet business projections. The public did not embrace the product to the degree anticipated, and it was finally discontinued in November 2019. Elliot Hill noted: ‘Many experts have claimed that the insurance industry lends itself well to blockchain disruption. However, many may now question the relevance

of blockchain for insurance purposes if a company as well-funded as AXA can't make decentralized solutions work" (Hill, 2019). From this company's experience, it can be seen that the target market might need to be educated about the nature of the product, and the advantages it offers customers so that product acceptance and uptake is sufficient to justify company outlays and contribute to greater profitability.

Case Example Two

A second example of the adoption of a type of blockchain technology is US-based Propy (Propy 2019) but the founder later described the decade to 2020 as "real estate's decade of digital dystopia" (Karayaneva, 2020), possibly due to a poorer than anticipated uptake or delays in uptake (as it was only in June 2019, that Propy was one of two startups selected for use by the NAR in contractual negotiations and transactions (Tucker, 2019)), as well as problems that arose (such as digital misbehavior, where scams and cyberfraud had continued to grow in a digitized space) or obstacles encountered in synching with regulators. This a real estate transaction management software platform that utilizes an ERC-20 smart contract which records data on an Ethereum blockchain for offers of purchase, payment and deed registration. It allows, for example, individuals to reserve properties that they are interested in, by paying a small "reservation fee". If the seller of the property decides not to sell the property to the buyer, then the reservation fee will be refunded directly to the potential buyer. Smart contracts benefit the buyer as well as the seller, whether the property is sold or not. If the seller does come to an agreement with the seller, the smart contract will go through initiating the terms of the contract (PolySwarm, 2018). Propy also offers to use cryptocurrencies for transactions. However, while Propy claims it simplifies and facilitates US domestic and international real estate transactions and can be configured to suit the requirements of buyers and sellers and government regulations, and it nevertheless admits that it is still 'working on' having its registry recognized as proof of ownership by several governments, and persons 'cannot make changes to government records based on what's recorded on Propy's blockchain registry' (Propy, undated). This is a serious limitation. It is also a common one that continues to exist in any jurisdiction where the legislative framework has not 'caught up' with the technological advances made possible by the adoption of blockchain technology in real estate transactions and limits its further acceptance and development.

The technology is on the cusp of gaining serious traction in the field of Australian real estate (not just registration and conveyancing where it is now entrenched). In late 2019, the Real Estate Institute of Queensland and Brisbane-based technology startup Igloo announced an agreement to develop a blockchain-based tenancy agreement platform (Facility Management, 2019). The platform will involve smart contracts to let property and automated payments systems, with additional information regarding length of tenancy, time vacant etc. also stored, making available greater detail and offering greater transparency than is currently possible and in real time rather than with lengthy delays in collating data statewide. Blockchain technology as shared, tamperproof, peer-to-peer ledgers are claimed to provide an irrefutable and immutable source of [transaction] truth for all parties. In several Australian states, however, electronic conveyancing and property registration are becoming a reality after some years in the planning. Mandated adoption (supported by appropriate

legislation) has secured the future of the technology in various states where it has been introduced.

In Australia, blockchain technology was first considered in 2016 for adoption in share market operations (for records and transactions) by stock transfer and registrar company Computershare and British financial technology startup SETL (Kelly, 2016). Australia was viewed as the trial run for the system which was to use SETL's blockchain to record asset ownership and automate title transfer. However, in 2017, the ASX (Australian Stock Exchange) announced a decision to replace its Clearing House Electronic Sub-register System (CHES) with Digital Asset Holdings LLC's distributed ledger technology (DLT). In December 2019, the ASX announced work was continuing on the implementation of the DLT system (consultation on design and principles) and transition from CHES to a DLT system project was progressing, and industry and market engagement underway (ASX, 2020). Extensive technical development and consultation with users should increase its acceptability to clients. The ASX intends to apply blockchain to its registry, settlement and clearing systems in 2021 (Partz, 2019).

Another area where the use of blockchain technology is being attempted is event ticketing, an area rife with fraud especially in ticket resale. Ticket sales (both initial and resale) are today largely conducted online via computer or mobile sales rather than in person attendance at a box-office. Sale of fraudulent tickets have caused problems for reputable companies as trusting consumers buy tickets on-line from fraudulent operators or 'scammers', only to find when approaching a venue that their tickets are bogus, or that they replicate the tickets already sold to others. This leads to confusion and discontent among theatre goers or those attempting to attend other events. An early adopter in this area, primarily to reduce fraud and improve the ticketing experience, is the Shubert Organization in the USA. In October 2019, Boston-based startup True Tickets (which utilizes an IBM-based blockchain mobile ticketing service) announced a pilot operation to commence in 2020 that will involve at least part of the Shubert Ticketing division's operations, including its Telecharge and Broadway Inbound ticketing. Blockparty, a NY-based startup, also uses blockchain technology for concert and event ticketing (Zara, 2019).

There are many business sectors that smart contracts can be applied to, namely, government (property registry, voting, digital identity, etc.), media, healthcare, agriculture, manufacturing, supply chain management, and energy. However, the most positive application of smart contracts includes the financial segment of the business world. Smart contracts can be used in various segments of the financial sector, for example, in investments, insurance (as above), loans, and trading stocks, as well as real estate (also above). Different segments will use a different type of smart contract that is programmed specifically for their needs. In the case of stocks, where there are two parties, the buyer and a company, a smart contract can be created with the terms and conditions of the contract stating that the buyer has to pay a specific fee to obtain the stocks, and in return the company has to pay a certain dividend per stock to the buyer within a certain period of time.

4. POTENTIAL BENEFITS AND COSTS OF SMART CONTRACTS

Along with being immutable and distributive, smart contracts also have a level of certainty for both parties as it reduces human error and can verify the total amounts that need to be

given to all individuals. Moreover, due to smart contracts being computerized, the speed with which all the transactions take place is much faster than that of transactions conducted by the paper-based contracts that are used today. The contracts that are currently used, are extremely costly and can take an excruciating amount of time and effort, and negotiations to finalize. With smart contracts, the cost to create, implement, distribute, and utilize them is much less than that of current paper-based contracts. They also take less time and effort, and provide a sense of security due to their digital nature, the fact that all parties have a copy, and the difficulty in hacking or finding loopholes within them. Smart contracts also offer an opportunity for lawyers to move away from traditional work to a modern style of legal work that “frees lawyers to do more creative, high-value work” (Kennedy, 2018).

Another way in which smart contracts can beneficially be used is in the mortgaging process. Financial institutions could potentially save a substantial amount of money by digitizing mortgages and utilizing smart contract technology to create and execute mortgage contracts. In this way, the entire process could be made much more efficient through automation and shared digital access to the required legal documents, such as title deeds and land registry records. These savings could then be passed onto the consumer who would benefit from better interest rates on their mortgages (Lielacher, 2017).

In many ways, smart contracts are seen to be very positive and good, but they do also have their drawbacks, especially when they are used for entire legal agreements. Some of these negatives can include that “they are less private than today’s written agreements, code [of a smart contract] is not publicly disclosed and explained in human-readable language... [and moreover] its autonomous and disintermediated nature... can support or facilitate criminal activity” (Filippi, 2018). Furthermore, “if the code is not written precisely to the intention of the parties or simply correctly in programming language, the system will not execute as intended in the first place” (Tulsidas, 2018). While eliminating much human activity (and costs), their dependability still depends on accurate human design and input, while their use depends on their acceptability to all parties involved if use is not mandated.

In a volatile market, prices and companies are everchanging, the static nature of a smart contract could pose a threat to many organizations that use them, as such contracts may be unable to accommodate particular unforeseen specific changes. Hence, their lack of flexibility could prove to be a disadvantage. Although it was previously mentioned that third parties like GoFundMe are no longer needed, this is not entirely true because there will be a new market for IT firms and lawyers to create smart contracts and advise clients on their use.

The other challenge that smart contracts face is contractual secrecy. As smart contracts are visible to all parties involved in a transaction, the issue of confidentiality (especially related to pricing) would be a problem. This, however, could be addressed by implemented cryptographic structures that only allow certain parties to access certain information (Lielacher, 2017).

5. REGULATORY LANDSCAPE

In regard to the adoption of blockchain technologies, changes in regulation and legislation may be required. In this space (as in many others), technological advance can outstrip legislation and regulation. For example, in the adoption of blockchain in digital

conveyancing, changes were required in different states to legislation governing related activities, such as electronic land transactions, acceptability of digital signatures or none at all, and land registry instruments and supporting documents (see, for example, the *Conveyancing (Legislation) Amendment Act 2018* (NSW Office of the Registrar General of NSW, 2018)). Property settlements in Victoria have been digitized and lodged online since October 2018, Western Australia since December 2018) and NSW since July 2019 (Butkovich, 2018). Each government saw advantages in moving from paper records to digital records of transactions and registration. Each had to amend existing legislation to facilitate the transfer, and such lodgment became compulsory (some electronic conveyancing, NECS and PEXA, had been available as early as 2013: Rosier, 2013). A new owner might like to see the signatures of past owners, the stamps previously affixed etc., but this is not now possible.

A potential problem with all blockchain technology is that, despite claims to the contrary, while it is immutable, its record is only as perfect as the data inputted — or as is commonly observed ‘garbage in, garbage out’. In conveyancing, misspellings and simple errors in paper documents that could hold up property transfer (as many as one in five according to one Australian real estate institute) and other transactions were supposed to be eliminated by digitization. Instead, a misspelling can be perpetuated and multiplied, rather than corrected at the outset. Any error can only be corrected by adding another blockchain, approved by all parties. At least one major law firm has noted that the removal of highly trained personnel from the loop who previously served vital functions may result in regulatory compliance errors, while there are also questions related to privacy issues, the knowledge of an affected party of a need for correction and obtaining a correction, among other issues in permissioning (limited permitted access) and permissionless (public access) blockchains (Deloitte, 2019). The same firm also points out that some blockchain participants are pseudonymous, and the author reflects that this surely reduces apparent transparency and trust.

The regulatory landscape is changing, and with it so must the actions of designers of blockchain contracts. Data protection and safety and privacy concerns are areas of specific concern. One platform CEO praise regulatory progress (such as the passage of the *California Consumer Privacy 2018*) and she and others noted the need for business to comply with the European Union’s General Data Protection Regulation (Karaneva, 2020; Nadeau, 2019). Although business is conducted across international boundaries, legislation differs from one jurisdiction to another. In a simple example, e-signatures have been broadly adopted in the US real estate industry via the National Association of Realtors (NAR) in the US, but Dubai and Japan have not approved their use (Karaneva, 2020). Blockchain (smart) contracts promise simplicity, immutability, lower costs, data protection, security, but their acceptability varies with the area of proposed uptake, risk profiles, and human greed (desire to hack and defraud).

Also, while smart contracts try to protect their clients as much as possible, they pose in themselves a variety of legal challenges. They face the issue of misinterpretation as the buyer may not comprehend the contents of the contract, as was observed by the man widely acknowledged as the creator of Bitcoin and perhaps the smart contract (otherwise attributed to the pseudonymous Satoshi Nakamoto), Nick Szabo. According to Szabo, “They are just a

combination of codes” (Trüeb, 2017). Furthermore, the customer can claim that they were deceived by the organization and so they can file a legal motion challenging the validity of the contract. Another legal issue is that, with the creation of smart contracts, if there were to be an issue with a certain block in the chain, in a court of law, the matter of ‘who is to blame’ presents itself. A further problem resides in the privacy of smart contracts. Although, by definition, it is public, certain information and facts and evidence may be held back from the public thereby allowing for incomplete evidence being presented for the case.

Since the technology is still in the early stages of development, there is also a lack of a generally accepted terminology and standards for blockchain. Despite this, some jurisdictions have started to enact new laws and regulations. For example, Russia has announced a regulatory framework for Initial Coin Offerings (ICOs), and France allows crowdfunding records to be kept on blockchain ledgers. Several states in the USA have enacted state laws on smart contracts, blockchain-based digital signatures, and legal admissibility of blockchain ledgers as evidence. Since the technology is still evolving, there is a risk that new legislation may prove inadequate and necessitate amendment. Moreover, regulating a business without adequate comprehension of its true nature is often possible only via complex and hence costly regulation, which in turn becomes a barrier to entry for innovative start-ups. Finally, without a common global interpretation of the terms utilized in a new technology and its operation, independent local or national regulation may also cause legal confusion (OECD, 2018).

Considering the shortcomings of the above positions, some jurisdictions have concluded that it is both premature to bring in new regulation, but also risky to just ‘wait and see’. They have chosen to provide regulatory guidance for how new technologies fit into existing legal frameworks and to provide ‘sandboxing’ opportunities for new models. ‘Sandboxing’ means a providing a legally safe environment (often through some regulatory exemptions) for blockchain developers to test their products. Products are implemented on a controlled scale for a limited period of time and under close supervision. This approach is expected to be mutually beneficial for developers, the government and the public. In 2016, the FCA in the UK started to permit FinTech ‘sandboxes’, including blockchains, in the market. Canada and Australia have also announced similar sandboxing initiatives. Singapore, Switzerland, and Luxembourg have followed suit. In 2017, the European Commission issued a statement recognizing sandboxing in FinTech services as an acceptable regulatory tool (OECD, 2018).

6. CONCLUDING REMARKS

Overall, smart contracts can be said to have overwhelming benefits compared to the disadvantages that they may cause. Ethically, there may only be a few issues regarding the subject. The biggest concern or challenge with regards to smart contracts would be misunderstanding or misinterpreting the computer-based language used. Moreover, the absence of government intervention and regulation in this area creates non-arbitrary movement in the business world which leaves it to the parties involved in a matter to create their own laws or rules regarding that matter. Another major ethical implication would be that having smart contracts would put third-party companies out of business and, therefore, there would be job losses. Nevertheless, “The main challenges with the use of smart contracts tend to be more technical than legal” (Mik, 2017). Lastly, in the business world,

having smart contracts would resolve many of the issues including money and time constraints that are currently problems with regards to businesses. Although there may be a few ethical concerns, “proponents [still] imagine a future where commerce takes place exclusively using smart contracts, avoiding the high cost of contract drafting, judicial intervention, opportunistic behavior, and the inherent ambiguities of written language” (Sklaroff, 2017). On the other hand, what must be understood is that smart contracts are still in the developmental stage and due to their only recently gained popularity among businesses, they could still take a few years to become the preferred mode for legal contracts and agreements. Their formulation would need to take into consideration any legal implications involved in the terms and operation of the contract, possible limited transferability of the contract to different clients without amendment, and again, formulation of the operation of the contract must comply with the demands of the relevant legislative and regulatory environment so as to preempt any later challenge.

REFERENCES

- Al-Saqqaf, Walid (2018) ‘Insureblocks,’ podcast interview with Laurent Benichou, 13 Aug 2018, available at <https://www.insureblocks.com/ep-22-fizzy-axas-blockchain-case-study/> (accessed 25 Jan 2020).
- ASX (2020), “CHESS Replacement: ASX is replacing CHESS with distributed ledger technology (DLT) developed by Digital Asset” ASXwebsite, updated 25 January 2020. <https://www.asx.com.au/services/chess-replacement.htm> (accessed 25 Jan 2020).
- ASX (2019), Public consultations, Public consultation 15/11/19, 30/08/19, available at <https://www.asx.com.au/regulation/public-consultations.htm> (accessed 28 Jan 2020).
- Atzori, Marcella (2015), “Blockchain Technology and Decentralized Governance: Is the State Still Necessary?”, *Journal of Governance and Regulation*, 6(1), pp. 42–62.
- AXA (2017), “AXA goes blockchain with fizzy” news release, 13 September 2017, Available at <https://www.axa.com/en/newsroom/news/axa-goes-blockchain-with-fizzy> (accessed 25 Jan 2020).
- Berezuev, Alexey (2017), “Smart Contracts - Simply Explained”, available at: www.youtube.com/watch?v=ZE2HxTmxfrI (accessed 20 Nov 2018).
- Butkovich, Daniel (2018), “How digital conveyancing will eliminate real estate’s century-old pain point” Domain.com.au, 12 Sept 2018, available at <https://www.domain.com.au/advice/how-digital-conveyancing-will-eliminate-real-estate8217s-centuryold-pain-point-20180906-h1504y-763096/> (accessed 25 Jan 2020).
- Deloitte (2019), ‘Blockchain: Legal implications, questions, opportunities and risks’, May 2019, available at https://www2.deloitte.com/content/dam/Deloitte/za/Documents/legal/za_legal_implications_of_blockchain_14052019.pdf (accessed 25 Jan 2020).
- Facility Management, ‘Residential tenancy agreements go digital in Queensland’ 16 Sept 2019, available at <https://www.fmmedia.com.au/sectors/residential-tenancy-agreements-digital-qld/> (accessed 25 Jan 2020).

- Filippi, Primavera De (2018a), “Smart Contracts as Legal Contracts” in Aaron Wright (Ed.), *Blockchain and the Law: The Rule of Code*, Harvard University Press, Cambridge, Massachusetts, pp. 72–88.
- Filippi, Primavera De (2018b), ‘Smart Securities and Derivatives’, in Aaron Wright (Ed.), *Blockchain and the Law: The Rule of Code*, Harvard University Press, Cambridge, Massachusetts, pp. 89–104.
- Hill, Elliot (2019), “AXA drops Ethereum-based flight insurance platform” Coin Rivet, 16 November 2019, available at <https://coinrivet.com/axa-drops-ethereum-based-flight-insurance-platform/> (accessed 25 Jan 2020).
- Hsieh, Ying-Ying, Vergne, Jean-Philippe, & Sha Wang (2018), ‘The Internal and External Governance of Blockchain-Based Organizations: Evidence from Cryptocurrencies’, Malcolm Campbell-Verduyn (Ed.), *Bitcoin and Beyond: Blockchains and Global Governance*, RIPE/Routledge Series in Global Political Economy, London, pp. 1–24.
- Karananeva, Natalia (2020), “The decade’s digital dystopia in real estate. What is next?” *Forbes* 14 Jan 2020, available at <https://www.forbes.com/sites/nataliakarayaneva/2020/01/14/the-decades-digital-dystopia-in-real-estate-what-is-next/#403883f9e565> (accessed 25 Jan 2020).
- Kelly, Jemima (2016), “Computershare teams up with start-up SETL on blockchain project” Reuters 28 April 2016, available at <https://www.reuters.com/article/us-securities-blockchain-computershare/computershare-teams-up-with-start-up-setl-on-blockchain-project-idUSKCN0XP1NL>, (accessed 25 Jan 2020).
- Kennedy, Dennis (2018), “Thinking smartly about smart contracts: Lawyers should get a jump-start on contributing to this emerging technology”, *Law Practice* pp. 60–61, available at: <http://dashboard.mazsystems.com/webreader/53663?page=58> (accessed 21 Feb 2019).
- Lielacher, Alex (2017), ‘A Cost-Benefit Analysis of Using Smart Contracts in Banking’ available at: <https://btcmanager.com/a-cost-benefit-analysis-of-using-smart-contracts-in-banking/?q=a-cost-benefit-analysis-of-using-smart-contracts-in-banking/&> (accessed 21 Oct 2018).
- Mik, Eliza (2017), ‘Smart Contracts: Terminology, Technical Limitations and Real World Complexity’, available at: <http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.3038406> (accessed 23 Feb 2019).
- Nadeau, Michael (2019), “General Data Protection Regulation (GDPR): What you need to know to stay compliant” CSO Australia, available at <https://www.csoonline.com/article/3202771/general-data-protection-regulation-gdpr-requirements-deadlines-and-facts.html> (accessed 26 Jan 2020).
- Nakamoto, Satoshi (2008), “Bitcoin: A Peer-to-Peer Electronic Cash System”, available at <https://bitcoin.org/bitcoin.pdf> (accessed 24 Jan 2019).
- OECD (2018), *Blockchain Technology and Corporate Governance: Technology, Markets, Regulation and Corporate Governance*, (2018), Organization for Economic Co-operation and Development (OECD), Report No: DAF/CA/CG/RD (2018)1/REV1.

Partz, Helen (2019), 'Australian Securities Exchange confirms it'll go blockchain in 2021' cointelegraph, 26 August 2019, available at <https://cointelegraph.com/news/australian-securities-exchange-confirms-itll-go-blockchain-in-2021> (accessed 25 Jan 2020).

PolySwarm (2018), '5 Companies Already Brilliantly Using Smart Contracts', available at: <https://medium.com/polyswarm/5-companies-already-brilliantly-using-smart-contracts-ac49f3d5c431> (accessed 8 Mar 2019).

Propy (2020), company website, available at <https://propy.com/browse/> (accessed 25 Jan 2020).

[Propy \(undated\), FAQs, available at https://propy.com/browse/](https://propy.com/browse/) (accessed 25 Jan 2020).

Ream, J., Chu, Y. & Schatsky, D. (2016), "Upgrading Blockchains", available at: <https://www2.deloitte.com/content/dam/Deloitte/nl/Documents/innovatie/deloitte-nl-innovatie-upgrading-blockchains-smart-contract-use-cases-in-industry.pdf> (accessed 15 Mar 2019).

Registrar General of NSW, 'Changes to conveyancing laws – off-the-plan and electronic contracts, 16 November 2018). <https://www.registrargeneral.nsw.gov.au/news/changes-to-conveyancing-laws-off-the-plan-and-electronic-contracts>.

Rosier, Peter (2013), "Electronic conveyancing: A new age" Law Society of New South Wales, 2013, available at <https://www.lawsociety.com.au/advocacy-and-resources/publications-and-resources/my-practice-area/electronic-conveyancing/new-age> (accessed 25 Jan 2020).

Savelyev, A. (2017), "Contract Law 2.0: 'Smart' Contracts as the Beginning of the End of Classic Contract Law", *Information & Communications Technology Law*, Vol. 26 No. 2 pp.116–134.

Sklaroff, J. M. (2017), "Smart Contracts and the Cost of Inflexibility", *University of Pennsylvania Law Review*, Vol. 166 No. 1 pp. 263–303.

Subassandran, R. (2018), "Blockchain and Smart Contracts: Today and Tomorrow Courts of the Future", available at: www.courtsofthefuture.org/wp-content/uploads/Blockchain-Smart-Contracts-Today-and-Tomorrow.pdf (accessed 2 Feb 2019).

Trüeb, Hans Rudolf (2018), "Smart Contracts", *Legal Business Magazine*, available at <https://www.walderwyss.com/de/publikationen?autor=hansrudolf-trueb> (accessed 3 Mar 2019).

Tuck, Hank (2019), "National Association of Realtors invests in two Blockchain Startups" *Forbes*, 20 June 2019, available at <https://www.forbes.com/sites/hanktucker/2019/06/10/national-association-of-realtors-invests-in-two-blockchain-startups/#6a23d2e21827> (accessed 26 Jan 2020).

Tulsidas, T. U. (2018), "Smart Contracts from a Legal Perspective", available at https://rua.ua.es/dspace/bitstream/10045/78007/1/Smart_Contracts_from_a_Legal_Perspective_Utamchandani_Tulsidas_Tanash.pdf (accessed 26 Feb 2019).

Zara, Christopher (2019), "It's not 'Bitcoin the Musical,' but blockchain technology is coming to Broadway" *Fast Company* 16 October 2019, available at

<https://www.fastcompany.com/90418176/its-not-bitcoin-the-musical-but-blockchain-technology-is-coming-to-broadway> (accessed 25 Jan 2020).